

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/12739]

31 JUILLET 2017. — Loi portant assentiment à l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles le 12 décembre 2016 (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles le 12 décembre 2016, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

1) Chambre des Représentants (www.lachambre.be):

Documents: n° 54-2484.

Rapport intégral: sans rapport : 22/06/2017.

2) Décret de la Communauté flamande/ la Région flamande du 7/07/2017 (*Moniteur belge* du 20/07/2017), Décret de la Communauté française du 25/04/2019 (*Moniteur belge* du 17 juin 2019), Décret de la Communauté germanophone du 26/02/2018 (*Moniteur belge* du 18/04/2018), Décret de la Région wallonne du 24/05/2018 (*Moniteur belge* du 5/06/2018), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 1/03/2018 (*Moniteur belge* du 12/03/2018), Ordonnance de la Commission communautaire commune du 7/12/2017 (*Moniteur belge* du 20/12/2017).

3) Liste des Etats liés.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/12739]

31 JULI 2017. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst inzake Politieke Dialoog en Samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Cuba, anderzijds, gedaan te Brussel op 12 december 2016 (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst inzake Politieke Dialoog en Samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Cuba, anderzijds, gedaan te Brussel op 12 december 2016, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1)Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: nr.54-2484.

Integraal verslag: 22/06/2017.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaamse Gewest van 7/07/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 20/07/2017), Decreet van de Franse Gemeenschap van 25/04/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juni 2019), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 26/02/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 18/04/2018), Decreet van het Waalse Gewest van 24/05/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 5/06/2018), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 1/03/2018 (*Belgisch Staatsblad* van 12/03/2018), Ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 7/12/2017 (*Belgisch Staatsblad* van 20/12/2017).

(3) Lijst der gebonden Staten.

TRADUCTION

ACCORD DE DIALOGUE POLITIQUE ET DE COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS
MEMBRES, D'UNE PART, ET LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, D'AUTRE PART

LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,
LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,
LE ROYAUME DE DANEMARK,
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,
LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,
L'IRLANDE,
LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,
LE ROYAUME D'ESPAGNE,
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,
LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,
LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,
LA HONGRIE,
LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,
LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,
LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,
LA ROUMANIE,
LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,
LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,
LE ROYAUME DE SUÈDE,
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommés « États membres de l'Union européenne », et

L'UNION EUROPÉENNE,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, ci-après dénommée « Cuba »,

d'autre part

CONSIDÉRANT la volonté des parties de consolider et d'approfondir les liens qui les unissent en renforçant leur dialogue politique, leur coopération et leurs relations économiques et commerciales, dans un esprit de respect mutuel et d'égalité,

SOULIGNANT l'importance que les parties attachent au renforcement du dialogue politique sur les questions bilatérales et internationales,

SOULIGNANT leur volonté de coopérer dans les enceintes internationales sur les questions d'intérêt mutuel,

AYANT À L'ESPRIT leur détermination à continuer de promouvoir le partenariat stratégique établi entre l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes et la stratégie commune relative au partenariat Caraïbes-UE, et compte tenu des avantages mutuels de la coopération et de l'intégration régionales,

RÉAFFIRMANT le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de la République de Cuba,

RÉAFFIRMANT leur détermination à renforcer le multilatéralisme effectif et le rôle des Nations unies, ainsi que leur attachement à tous les principes et les buts énoncés dans la charte des Nations unies,

RÉAFFIRMANT leur respect des droits de l'homme universels tels qu'énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans les autres instruments internationaux applicables en matière de droits de l'homme,

RAPPELANT leur attachement aux principes reconnus de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'état de droit,

RÉAFFIRMANT leur détermination à promouvoir la paix et la sécurité internationales et le règlement pacifique des différends, en conformité avec les principes de la justice et du droit international,

CONSIDÉRANT leur attachement aux obligations internationales dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi qu'à la coopération en la matière,

CONSIDÉRANT leur détermination à lutter contre le commerce et l'accumulation illicites d'armes légères et de petit calibre, dans le respect plein et entier des obligations qui leur incombent en vertu des instruments internationaux, et à coopérer dans ce domaine,

CONFIRMANT leur détermination à combattre et à éliminer toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle,

SOULIGNANT leur attachement à un développement inclusif et durable et leur détermination à œuvrer ensemble à la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030,

RECONNAISSANT le statut de pays insulaire en développement de Cuba et prenant en considération les niveaux de développement respectifs des parties,

RECONNAISSANT l'importance de la coopération au développement en faveur des pays en développement, pour la durabilité de leur croissance et de leur développement et la pleine réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international,

SE FONDANT sur le principe de la responsabilité partagée et convaincus qu'il importe de prévenir la production, le trafic et la consommation de drogues illicites,

RAPPELANT leur détermination à lutter contre la corruption, le blanchiment d'argent, la criminalité organisée, la traite des êtres humains et le trafic de migrants,

RECONNAISSANT la nécessité d'une coopération renforcée dans les domaines de la promotion de la justice, de la sécurité des citoyens et des migrations,

CONSCIENTS de la nécessité de promouvoir les objectifs du présent accord par la voie du dialogue et de la coopération entre tous les acteurs concernés, y compris, lorsque cela se justifie, les autorités régionales et locales, la société civile et le secteur privé,

RAPPELANT leurs engagements internationaux en matière de développement social, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et des droits des travailleurs, ainsi que ceux qui sont liés à l'environnement,

RÉAFFIRMANT le droit souverain des États sur leurs ressources naturelles et leur responsabilité à l'égard de la préservation de l'environnement en conformité avec leur législation nationale, les principes du droit international et la déclaration de la conférence des Nations unies sur le développement durable,

RÉAFFIRMANT l'importance que les parties attachent aux principes et aux règles qui régissent le commerce international, en particulier ceux que consacrent l'accord du 15 avril 1994 instituant l'Organisation mondiale du commerce et les accords multilatéraux qui y sont annexés, ainsi qu'à la nécessité de les appliquer d'une manière transparente et non discriminatoire,

RÉAFFIRMANT leur opposition aux mesures coercitives unilatérales assorties d'effets extraterritoriaux, contraires au droit international et aux principes du libre-échange, et déterminés à promouvoir leur abrogation,

PRENANT NOTE du fait que si les parties décidaient, dans le cadre du présent accord, d'adhérer à des accords spécifiques relevant de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, que l'Union conclurait conformément à la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les dispositions de ces accords futurs ne lieraient pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins que l'Union européenne, en même temps que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande pour ce qui concerne leurs relations bilatérales antérieures respectives, ne notifie à Cuba que le Royaume-Uni et/ou l'Irlande sont désormais liés par ces accords en tant que membres de l'Union, conformément au protocole n° 21 sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. De même, toute mesure ultérieure interne à l'Union européenne adoptée conformément à la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux fins de la mise en œuvre du présent accord ne lierait pas le Royaume-Uni et/ou l'Irlande, à moins qu'ils n'aient notifié leur souhait de participer à cette mesure ou de l'accepter conformément au protocole n° 21. Prenant également note du fait que ces accords futurs ou ces mesures ultérieures internes à l'Union européenne entreraient dans le champ d'application du protocole n° 22 sur la position du Danemark annexé auxdits traités,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

PARTIE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER

Principes

1. Les parties confirment leur attachement à un système multilatéral solide et effectif ainsi qu'au respect plein et entier du droit international et des buts et principes consacrés dans la charte des Nations unies.

2. De même, elles considèrent que leur attachement aux bases établies des relations entre l'Union européenne et Cuba, qui sont centrées sur l'égalité, la réciprocité et le respect mutuel, constitue un aspect fondamental du présent accord.

3. Les parties conviennent que toutes les mesures relevant du présent accord sont mises en œuvre en conformité avec leurs principes constitutionnels, cadres juridiques, législations, normes et réglementations respectifs, ainsi qu'avec les instruments internationaux applicables auxquels elles sont parties.

4. Les parties confirment leur détermination à promouvoir le développement durable, qui est un principe directeur de la mise en œuvre du présent accord.

5. Le respect et la promotion des principes démocratiques, le respect de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales inscrits dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux fondamentaux en matière de droits de l'homme et leurs protocoles facultatifs qui sont applicables aux parties, ainsi que le respect de l'état de droit constituent un élément essentiel du présent accord.

6. Dans le cadre de leur coopération, les parties reconnaissent que tous les peuples ont le droit de déterminer librement leur système politique et de mener librement leur développement économique, social et culturel.

ARTICLE 2

Objectifs

Les parties conviennent que les objectifs du présent accord sont les suivants:

a) consolider et renforcer les relations existantes entre les parties dans les domaines du dialogue politique, de la coopération et du commerce, sur la base du respect mutuel, de la réciprocité, de l'intérêt commun et du respect de la souveraineté des parties;

b) accompagner le processus de modernisation de l'économie et de la société cubaines en fournissant un cadre global pour le dialogue et la coopération;

c) mener un dialogue orienté vers les résultats sur la base du droit international afin de renforcer la coopération bilatérale et l'engagement mutuel dans les enceintes internationales, en particulier les Nations unies, dans le but de renforcer les droits de l'homme et la démocratie, de parvenir à un développement durable et de mettre fin à la discrimination sous tous ses aspects;

d) soutenir les efforts visant à atteindre les objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030;

e) promouvoir les relations commerciales et économiques en conformité avec les règles et les principes régissant le commerce international inscrits dans les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);

f) renforcer la coopération régionale dans les Caraïbes et en Amérique latine afin d'apporter, dans la mesure du possible, des réponses régionales aux défis régionaux et mondiaux et de promouvoir le développement durable de la région;

g) promouvoir la compréhension en encourageant les contacts, le dialogue et la coopération entre les sociétés de Cuba et des pays de l'UE, à tous les niveaux.

PARTIE II

DIALOGUE POLITIQUE

ARTICLE 3

Objectifs

Les parties conviennent de mener un dialogue politique. Les objectifs de ce dialogue sont les suivants:

a) renforcer les relations politiques et favoriser les échanges et la compréhension mutuelle pour ce qui est des questions d'intérêt et de préoccupation communs;

b) permettre un vaste échange de vues et d'informations entre les parties sur les positions dans les enceintes internationales et promouvoir la confiance mutuelle tout en définissant et en renforçant des approches communes, dans la mesure du possible;

c) renforcer les Nations unies en tant qu'élément central du système multilatéral, sur la base de la charte des Nations unies et du droit international, afin de leur permettre de mener une action efficace à l'égard des défis mondiaux;

d) continuer à promouvoir le partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC).

ARTICLE 4

Domaines et modalités

1. Les parties conviennent que le dialogue politique a lieu à intervalles réguliers au niveau des hauts fonctionnaires et au niveau politique et qu'il couvre tous les aspects d'intérêt mutuel, que ce soit au niveau régional ou international. Les questions à aborder dans le cadre du dialogue politique sont convenues à l'avance par les parties.

2. Le dialogue politique entre les parties sert à clarifier leurs intérêts et leurs positions et vise à trouver un terrain d'entente en vue de mener des initiatives de coopération bilatérales ou des actions multilatérales dans les domaines prévus dans le présent accord ainsi que dans d'autres domaines qui pourraient être ajoutés à la suite d'un accord entre les parties.

3. Les parties mettront en place des dialogues spécifiques dans des domaines qui le nécessitent, comme convenu d'un commun accord.

ARTICLE 5

Droits de l'homme

Dans le cadre du dialogue politique global, les parties conviennent d'instaurer un dialogue sur les droits de l'homme, en vue de renforcer la coopération pratique entre elles, tant au niveau multilatéral qu'au niveau bilatéral. L'ordre du jour de chacune des sessions de dialogue est décidé d'un commun accord par les parties, reflète leurs intérêts respectifs et aborde de façon équilibrée les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels.

ARTICLE 6

Commerce illicite d'armes légères et de petit calibre et d'autres armes conventionnelles

1. Les parties reconnaissent que la fabrication, le transfert et la circulation illicites d'armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, ainsi que l'accumulation excessive, la mauvaise gestion, la sécurisation insuffisante des stocks et la dissémination incontrôlée de ces armes continuent de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent de respecter et de mettre pleinement en œuvre leurs obligations et leurs engagements dans ce domaine au titre des accords internationaux et des résolutions des Nations unies applicables ainsi que d'autres instruments internationaux, en se fondant sur le cadre reconnu qu'est le programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects.

3. Les parties réaffirment le droit naturel de légitime défense inscrit à l'article 51 de la charte des Nations unies, de même que le droit de chaque État de fabriquer, d'importer et de détenir des armes légères et de petit calibre à des fins de défense et de sécurité nationale ainsi que pour être à même de participer à des opérations de maintien de la paix conformément à la charte des Nations unies et sur la base de la décision de chacune des parties.

4. Les parties reconnaissent l'importance des systèmes de contrôle interne du transfert d'armes conventionnelles, conformément aux instruments internationaux comme défini au paragraphe 2. Les parties reconnaissent qu'il importe d'appliquer ces contrôles de manière responsable, en vue de contribuer à la paix, à la sécurité et à la stabilité internationales et régionales, à la réduction de la souffrance humaine et à la prévention du trafic illicite d'armes conventionnelles ou de leur détournement au profit de destinataires non autorisés.

5. Les parties conviennent en outre de coopérer aux niveaux bilatéral, régional et international et d'assurer la coordination, la complémentarité et la synergie de leurs efforts afin de garantir qu'il existe des lois, des réglementations et des procédures appropriées pour exercer un contrôle effectif sur la production, les exportations, les importations, les transferts ou les retransferts d'armes légères et de petit calibre et d'autres armes conventionnelles et pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite d'armes, de manière à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elles conviennent d'instaurer un dialogue politique régulier visant à accompagner et à consolider cet engagement, en tenant compte de la nature, de la portée et de l'ampleur du commerce illicite d'armes pour chaque partie.

ARTICLE 7

Désarmement et non-prolifération des armes de destruction massive

1. Les parties, réaffirmant leur attachement à un désarmement général et complet, estiment que la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques et de leurs vecteurs, au profit d'acteurs tant étatiques que non étatiques, constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix, la stabilité et la sécurité internationales.

2. Les parties prennent note de la proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes "zone de paix", par laquelle les États de cette région s'engagent notamment à promouvoir le désarmement nucléaire, ainsi que du statut de zone exempte d'armes nucléaires de l'Amérique latine et des Caraïbes.

3. Les parties conviennent de coopérer et de contribuer aux efforts internationaux en matière de désarmement, de non-prolifération des armes de destruction massive sous tous ses aspects, de non-prolifération de leurs vecteurs et de contrôle national des exportations d'armes, en respectant pleinement et en mettant en œuvre au niveau national les obligations qui leur incombent au titre des traités et des accords internationaux relatifs au désarmement et à la non-prolifération, les autres obligations internationales qui leur sont applicables, ainsi que les principes et les normes du droit international.

4. Les parties conviennent que la présente disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

5. En outre, les parties conviennent de procéder à des échanges de vues et de coopérer afin de prendre des mesures pour, éventuellement, signer les instruments internationaux pertinents, les ratifier ou y adhérer, selon le cas, et pour mettre en œuvre les instruments auxquels elles sont parties et s'y conformer pleinement.

6. Les parties conviennent d'instaurer un dialogue régulier dans le but d'accompagner leur coopération dans ce domaine.

ARTICLE 8

Lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

1. Les parties réaffirment l'importance de prévenir et de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et conviennent de coopérer dans le cadre d'échanges d'expériences et d'informations, dans le plein respect des principes de la charte des Nations unies, de l'état de droit et du droit international, y compris le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire, en tenant compte de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies contenue dans la résolution 60/288 de l'Assemblée générale des Nations unies du 8 septembre 2006 et ses révisions périodiques.

2. À cet effet, les parties, en particulier:

a) coopèrent dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions applicables des Nations unies et de la ratification et de la mise en œuvre des instruments juridiques universels contre le terrorisme et des autres instruments juridiques pertinents pour les parties;

b) coopèrent en échangeant des informations sur les groupes terroristes et les réseaux qui les soutiennent, conformément au droit international et interne;

c) coopèrent en échangeant leurs points de vue sur les moyens, les méthodes et les bonnes pratiques de lutte contre le terrorisme et l'incitation à commettre des actes de terrorisme, y compris sur le plan technique et en matière de formation, ainsi qu'en ce qui concerne la prévention du terrorisme;

d) coopèrent en vue de favoriser un consensus international sur la lutte contre le terrorisme et son financement et sur le cadre normatif de cette lutte et œuvrent pour dégager, dès que possible, un accord sur la convention générale sur le terrorisme international, de manière à compléter les instruments de lutte contre le terrorisme déjà mis en place par les Nations unies et les autres instruments internationaux applicables en la matière auxquels elles sont parties;

e) favorisent la coopération entre les États membres des Nations unies aux fins de la mise en œuvre effective, par tous les moyens appropriés, de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies dans son ensemble.

ARTICLE 9

Crimes graves de portée internationale

1. Les parties réaffirment que les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale ne devraient pas rester impunis et que, pour ces crimes, les poursuites devraient être assurées par l'adoption de mesures sur le plan intérieur ou au niveau international, selon le cas, y compris au niveau de la Cour pénale internationale.

2. Les parties réaffirment l'importance de coopérer avec les juridictions correspondantes conformément à leurs législations respectives et aux obligations internationales qui leur sont applicables.

3. Les parties conviennent que les buts et les principes de la charte des Nations unies et du droit international sont essentiels à l'existence d'une juridiction pénale internationale effective et équitable, en complément des systèmes judiciaires nationaux.

4. Les parties conviennent de coopérer en vue de renforcer le cadre juridique en matière de prévention et de répression des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale, notamment par des échanges d'expériences et le renforcement des capacités dans des domaines définis d'un commun accord.

ARTICLE 10

Mesures coercitives unilatérales

1. Les parties procèdent à des échanges de vues sur les mesures coercitives à caractère unilatéral assorties d'effets extraterritoriaux, qui sont contraires au droit international et aux règles communément acceptées du commerce international, qui touchent les deux parties et qui sont utilisées comme moyen de pression politique et économique sur des États et portent atteinte à la souveraineté d'autres États.

2. Les parties entretiennent un dialogue régulier sur l'application de ces mesures et la prévention et l'atténuation de leurs effets.

ARTICLE 11

Lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants

1. En vue de définir des domaines et des stratégies d'action commune, les parties procèdent à des échanges de vues sur la prévention du trafic de migrants et de la traite des êtres humains sous toutes ses formes, la lutte contre ces phénomènes et sur la protection des victimes conformément à la charte des Nations unies et aux instruments internationaux applicables, notamment la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, le protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et le protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, ainsi que le plan d'action mondial des Nations unies pour la lutte contre la traite des personnes adopté par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 64/293.

2. Les parties se concentrent en particulier sur:

a) la promotion de législations et de politiques conformes aux dispositions de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, du protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer;

b) les bonnes pratiques et les activités qui visent à aider à identifier, à arrêter et à poursuivre les réseaux criminels impliqués dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains et à soutenir les victimes de ces crimes.

ARTICLE 12

Lutte contre la production, le trafic et la consommation de drogues illicites

1. Les parties réaffirment l'importance de procéder à des échanges de vues et de bonnes pratiques dans le but de définir des domaines et des stratégies d'action commune afin de prévenir et de combattre la production, le trafic et la consommation de substances illicites dans toutes leurs variantes, y compris de nouvelles substances psychoactives, conformément à la charte des Nations unies et aux instruments internationaux applicables, en particulier les trois principales conventions des Nations unies relatives au contrôle des drogues de 1961, 1971 et 1988, la déclaration politique et la déclaration spéciale sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues approuvées lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies de juin 1998 consacrée aux drogues, la déclaration politique et le plan d'action adoptés lors du débat de haut niveau de la 52e session de la Commission des stupéfiants des Nations unies en mars 2009 et le document final adopté à la session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies sur le problème mondial relatif à la drogue en avril 2016 .

2. Les parties s'efforcent également de coopérer avec d'autres pays en vue de réduire la production et le trafic de substances illicites, dans le plein respect du droit international, de la souveraineté des États et du principe de responsabilité commune et partagée.

ARTICLE 13

Lutte contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

1. Les parties s'engagent à participer à la lutte mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment par la ratification et la mise en œuvre universelles de la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

2. Dans ce contexte, elles procèdent à des échanges sur les bonnes pratiques en matière de stratégies et de politiques visant à promouvoir la lutte contre la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, en particulier sur la mise en œuvre de la déclaration et du programme d'action de Durban, sur leurs territoires ainsi qu'au niveau mondial.

3. Elles procèdent également à des échanges de vues sur les moyens les plus efficaces de mettre en œuvre la décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) des Nations unies.

4. Elles examinent la possibilité de mener des actions pour lutter contre la discrimination raciale dans le cadre des Nations unies et dans d'autres enceintes.

ARTICLE 14

Développement durable

1. Les parties saluent le programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'Assemblée générale des Nations unies et s'engagent à œuvrer à leur réalisation, au niveau tant national qu'international.

2. Elles s'accordent sur l'importance d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes et de parvenir à un développement durable sur les plans économique, social et environnemental d'une manière équilibrée et intégrée. À cette fin, elles réaffirment leur détermination à mettre en œuvre le programme de développement durable à l'horizon 2030, en fonction de leurs capacités et de leurs situations respectives.

3. Les parties reconnaissent que les 17 ODD du programme de développement durable à l'horizon 2030 doivent tous être réalisés afin de réussir de mettre en place un développement durable. Elles conviennent de procéder à des échanges de vues sur la meilleure façon de coopérer pour atteindre les ODD, notamment:

a) en promouvant l'éradication de la pauvreté, de la faim, de l'analphabétisme et des mauvaises conditions de santé et en assurant une croissance économique soutenue, inclusive et durable pour tous;

b) en donnant la priorité voulue à la résolution conjointe de tous les problèmes environnementaux, y compris le changement climatique, et en favorisant la gestion et l'utilisation durables de l'eau, des mers et des écosystèmes terrestres;

c) en collaborant à l'autonomisation des femmes, à la réduction des inégalités au sein des pays et entre eux, à la facilitation de l'accès à la justice pour tous et à la mise en place d'institutions responsables, efficaces et inclusives à tous les niveaux.

4. Les parties conviennent d'instaurer un dialogue spécifique sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 afin de définir les moyens d'améliorer la coopération pratique entre elles dans le cadre général du dialogue politique. L'ordre du jour de chacune des sessions de dialogue est décidé d'un commun accord entre les parties.

5. Les parties s'engagent à renforcer le partenariat mondial pour le développement, à favoriser la cohérence des politiques à tous les niveaux et à élaborer une approche globale innovante aux fins de la mobilisation et de l'utilisation efficace de toutes les ressources publiques, privées, internes et internationales disponibles, comme indiqué dans le programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

6. Les parties reconnaissent la nécessité de procéder au suivi et au réexamen réguliers du programme de développement durable à l'horizon 2030 et du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement, au niveau mondial dans le cadre du forum politique de haut niveau des Nations unies pour le développement durable, y compris en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre, ainsi qu'aux niveaux national et régional, selon le cas.

7. Les parties réaffirment qu'il est nécessaire que tous les pays développés consacrent 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement et que les économies émergentes et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure se fixent des objectifs afin d'accroître leur contribution à l'aide publique internationale.

PARTIE III

COOPÉRATION ET DIALOGUE SUR LES POLITIQUES SECTORIELLES

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 15

Objectifs

1. L'objectif général de la coopération et du dialogue sur les politiques sectorielles dans le cadre du présent accord est de renforcer les relations bilatérales entre l'Union européenne et Cuba au moyen de ressources, de mécanismes, d'outils et de procédures.

2. Les parties conviennent:

a) de mettre en œuvre des actions de coopération complétant les efforts de développement économique et social durable de Cuba, dans les domaines définis comme prioritaires et mentionnés aux titres I à VI de la présente partie;

b) de favoriser un développement durable et inclusif en améliorant la complémentarité entre la croissance économique, la création d'emplois, la cohésion et la protection sociales et la protection de l'environnement;

c) de contribuer à la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 par des actions de coopération efficaces;

d) de promouvoir la confiance mutuelle par des échanges de vues réguliers et par la définition de domaines de coopération touchant à des thèmes mondiaux qui présentent un intérêt pour les deux parties.

ARTICLE 16

Principes

1. La coopération soutient et complète les efforts déployés par les parties pour mettre en œuvre les priorités fixées dans leurs propres politiques et stratégies de développement.
2. La coopération est le résultat d'un dialogue entre les parties.
3. Les activités de coopération sont établies au niveau tant bilatéral que régional et se complètent les unes les autres de manière à soutenir les objectifs exposés dans le présent accord.
4. Les parties encouragent la participation de l'ensemble des acteurs concernés à leurs politiques de développement et à leur coopération, comme prévu dans le présent accord.
5. Les parties renforcent l'efficacité de leur coopération en agissant dans des cadres convenus d'un commun accord, en tenant compte de leurs engagements internationaux multilatéraux. Elles favorisent l'harmonisation, l'alignement et la coordination entre les donateurs, ainsi que le respect des obligations mutuelles liées à la mise en œuvre des activités de coopération.
6. Les parties conviennent de prendre en considération leurs différents niveaux de développement lors de la conception des activités de coopération.
7. Les parties conviennent d'assurer une gestion transparente et responsable des ressources financières mises à disposition pour les actions convenues.
8. Les parties conviennent que la coopération au titre du présent accord se déroule conformément à leurs procédures respectives établies à cet effet.
9. La coopération vise à assurer le développement durable et la multiplication des capacités nationales, régionales et locales afin de parvenir à une viabilité à long terme.
10. La coopération tient compte de toutes les questions transversales.

ARTICLE 17

Dialogue sur les politiques sectorielles

1. Les parties s'efforcent de mener un dialogue sur les politiques sectorielles dans des domaines d'intérêt mutuel. Ce dialogue peut comprendre:
 - a) des échanges d'informations sur l'élaboration et la planification des politiques dans les secteurs concernés;
 - b) des échanges de vues sur l'harmonisation du cadre juridique des parties avec les règles et les normes internationales et sur la mise en œuvre de ces règles et de ces normes;
 - c) des échanges de bonnes pratiques concernant l'élaboration des politiques sectorielles, la coordination et la gestion des politiques ou des défis sectoriels spécifiques.
2. Les parties s'efforcent d'étayer leur dialogue sur les politiques sectorielles par des mesures de coopération concrètes, lorsque cela se justifie.

ARTICLE 18

Modalités et procédures de coopération

1. Les parties conviennent de développer leur coopération selon les modalités et les procédures suivantes:
 - a) assistance technique et financière, dialogue et échanges de vues et d'informations en tant que moyen de contribuer à la réalisation des objectifs du présent accord;
 - b) développement de leur coopération bilatérale sur la base des priorités convenues, de manière à faire progresser et à compléter les stratégies et les politiques de développement de Cuba;
 - c) promotion de la participation de Cuba aux programmes de coopération régionale de l'UE;
 - d) promotion de la participation de Cuba aux programmes de coopération thématique de l'UE;
 - e) promotion de la participation de Cuba, en tant que partenaire associé, aux programmes-cadres de l'Union européenne;
 - f) promotion de la coopération dans des domaines d'intérêt commun entre les parties et avec des pays tiers;
 - g) promotion de modalités et d'instruments innovants de coopération et de financement, afin d'améliorer l'efficacité de la coopération;
 - h) poursuite de l'examen des possibilités pratiques de coopération dans leur intérêt mutuel.
2. L'Union européenne informe Cuba des nouveaux mécanismes et instruments dont Cuba pourrait bénéficier.
3. L'aide humanitaire de l'Union sera fournie sur la base des besoins définis conjointement et en accord avec les principes humanitaires, lors de la survenance de catastrophes naturelles ou autres.
4. Les parties établissent conjointement des procédures de travail souples afin de garantir l'efficacité et l'efficacé de la coopération. Ces procédures pourraient inclure, si cela se justifie, la création d'un comité de coordination qui se réunirait régulièrement afin de planifier, de coordonner et de suivre de manière systématique toutes les actions de coopération et les activités d'information et de communication visant à faire connaître le soutien apporté aux actions par l'Union européenne.
5. Cuba, par l'intermédiaire de ses entités déléguées compétentes:
 - a) accomplit toutes les procédures d'importation, en exemption de droits de douane et de taxes, relatives aux marchandises et aux intrants liés aux actions de coopération;
 - b) gère, avec les autorités sanitaires et agricoles, les contrôles sanitaires, vétérinaires et phytosanitaires, chaque fois que cela est nécessaire; et
 - c) accomplit les procédures de migration pour le personnel se rendant à Cuba pour les besoins des actions de coopération convenues, ainsi que les procédures afférentes à d'autres autorisations portant sur des permis de travail et de séjour temporaires pour le personnel expatrié travaillant temporairement à Cuba.

ARTICLE 19

Acteurs de la coopération

- Les parties conviennent que la coopération sera mise en œuvre conformément à leurs procédures applicables par divers acteurs au sein de la société, notamment:
- a) les institutions gouvernementales cubaines ou les organismes publics désignés par ces institutions;

- b) les autorités locales à différents niveaux;
- c) les organisations internationales et leurs agences;
- d) les agences de développement des États membres de l'Union européenne; et
- e) la société civile, y compris les associations scientifiques, techniques, culturelles, artistiques, sportives, d'amitié et de solidarité, les organisations sociales, les syndicats et les coopératives.

ARTICLE 20

Secteurs de coopération

1. Les parties conviennent de coopérer essentiellement dans les secteurs mentionnés aux titres I à VI de la présente partie.
2. Les parties conviennent que les actions de coopération à définir tiennent compte des éléments suivants en tant que vecteurs horizontaux et stratégiques de développement:
 - a) le développement durable;
 - b) les droits de l'homme et la bonne gouvernance;
 - c) la durabilité environnementale;
 - d) la prévention des catastrophes;
 - e) la dimension hommes-femmes;
 - f) les personnes en situation de vulnérabilité;
 - g) le renforcement des capacités nationales; et
 - h) la gestion des connaissances.

ARTICLE 21

Moyens de la coopération et protection des intérêts financiers des parties

1. Les parties conviennent, dans les limites de leurs ressources et de leurs réglementations respectives, de mettre à disposition des moyens appropriés, y compris financiers, pour permettre la réalisation des objectifs de la coopération énoncés dans le présent accord.
2. Les parties utilisent l'assistance financière conformément aux principes de bonne gestion financière et coopèrent pour protéger leurs intérêts financiers. Les parties prennent des mesures efficaces afin de prévenir et de combattre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale, notamment en instaurant une entraide administrative et judiciaire dans les domaines visés par le présent accord. Tout autre accord ou instrument de financement conclu ultérieurement entre les parties renferme des clauses spécifiques de coopération financière concernant des actions de contrôle coordonnées telles que des contrôles sur place, des inspections et des mesures antifraude, notamment ceux menés par l'Office européen de lutte antifraude et l'auditeur général de la République de Cuba.

TITRE II

DÉMOCRATIE, DROITS DE L'HOMME ET BONNE GOUVERNANCE

ARTICLE 22

Démocratie et droits de l'homme

1. Conscientes que la protection et la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont la responsabilité première des gouvernements, gardant à l'esprit l'importance des particularités nationales et régionales et des divers contextes historiques, culturels et religieux et reconnaissant qu'il est de leur devoir de protéger l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales indépendamment de leurs systèmes politiques, économiques et culturels, les parties conviennent de coopérer dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme.
2. Les parties reconnaissent que la démocratie est fondée sur la volonté librement exprimée des peuples de déterminer leurs propres systèmes politique, économique, social et culturel et sur leur pleine participation à tous les aspects de la vie.
3. Les parties conviennent de coopérer en vue de renforcer la démocratie et leur capacité à appliquer les principes et les pratiques de la démocratie et des droits de l'homme, y compris les droits des minorités.
4. La coopération peut notamment comprendre des activités, convenues d'un commun accord entre les parties, visant à:
 - a) assurer le respect et la défense de la déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que la promotion et la protection des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels pour tous;
 - b) aborder les droits de l'homme dans le monde entier de façon juste et équitable, sur un pied d'égalité et avec la même attention, en reconnaissant que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés;
 - c) mettre en œuvre de manière effective les instruments internationaux en matière de droits de l'homme et les protocoles facultatifs applicables à chaque partie, ainsi que les recommandations émanant des organes de défense des droits de l'homme des Nations unies et acceptées par les parties;
 - d) intégrer la promotion et la protection des droits de l'homme dans les politiques et les programmes de développement internes;
 - e) faire connaître et promouvoir l'éducation aux droits de l'homme, à la démocratie et à la paix;
 - f) renforcer les institutions démocratiques et les institutions œuvrant en faveur des droits de l'homme, ainsi que les cadres juridiques et institutionnels favorisant la promotion et la protection des droits de l'homme;
 - g) élaborer des initiatives communes d'intérêt mutuel dans le cadre des enceintes multilatérales compétentes.

ARTICLE 23

Bonne gouvernance

1. Les parties conviennent que la coopération dans le domaine de la bonne gouvernance repose sur le respect strict des principes de la charte des Nations unies et du droit international.
2. La coopération peut notamment comprendre des activités, convenues d'un commun accord entre les parties, visant à:
 - a) garantir le respect de l'état de droit;
 - b) promouvoir des institutions transparentes, responsables, efficaces, stables et démocratiques;

- c) procéder à des échanges d'expériences et au renforcement des capacités en ce qui concerne les questions juridiques et l'appareil judiciaire;
- d) procéder à des échanges d'informations concernant les systèmes juridiques et la législation;
- e) promouvoir l'échange de bonnes pratiques concernant la bonne gouvernance, l'obligation de rendre des comptes et la transparence en matière de gestion à tous les niveaux;
- f) travailler ensemble à la mise en place de processus politiques plus inclusifs permettant la participation effective de tous les citoyens.

ARTICLE 24

Renforcement des institutions et de l'état de droit

Les parties accordent une importance particulière à la consolidation de l'état de droit, y compris l'accès à la justice et le droit à un procès équitable, ainsi qu'au renforcement des institutions à tous les niveaux dans les domaines liés à la mise en application de la loi et à l'administration de la justice.

ARTICLE 25

Modernisation de l'administration publique

Les parties conviennent, en vue de la modernisation de leur administration publique, de coopérer en ce qui concerne, entre autres:

- a) l'amélioration de l'efficacité organisationnelle;
- b) le renforcement de l'efficacité des institutions sur le plan des services fournis;
- c) l'amélioration de la gestion transparente des ressources publiques et de l'obligation de rendre des comptes;
- d) l'échange d'expériences touchant à l'amélioration du cadre juridique et institutionnel;
- e) le renforcement des capacités dans les domaines, entre autres, de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques en rapport avec la prestation des services publics, de l'administration publique en ligne et de la lutte contre la corruption;
- f) l'échange de vues et de bonnes pratiques en matière de gestion des finances publiques;
- g) le renforcement des processus de décentralisation, conformément à leurs stratégies nationales de développement économique et social.

ARTICLE 26

Prévention et résolution des conflits

1. Les parties conviennent de procéder à des échanges d'expériences et de bonnes pratiques en matière de prévention et de résolution des conflits sur la base d'une vision commune tendant à s'attaquer aux causes profondes des conflits.

2. La coopération dans le domaine de la prévention et de la résolution des conflits vise à renforcer les capacités permettant de résoudre les conflits et peut notamment comprendre un soutien aux processus de médiation, de négociation et de réconciliation et aux efforts plus larges déployés pour favoriser la confiance et la consolidation de la paix aux niveaux régional et international.

TITRE III

PROMOTION DE LA JUSTICE, SÉCURITÉ DES CITOYENS ET MIGRATIONS

ARTICLE 27

Protection des données à caractère personnel

1. Les parties conviennent de coopérer afin de garantir un niveau élevé de protection des données à caractère personnel conformément aux normes adoptées au niveau multilatéral et aux autres pratiques et instruments juridiques internationaux.

2. La coopération dans le domaine de la protection des données à caractère personnel peut inclure, entre autres, le renforcement des capacités, une assistance technique et l'échange d'informations, comme convenu d'un commun accord entre les deux parties.

ARTICLE 28

Drogues illicites

1. Les parties coopèrent pour garantir une approche globale, intégrée et équilibrée de prévention et de lutte contre le problème mondial de la drogue au moyen d'une action et d'une coordination efficaces entre les autorités compétentes, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du respect de la loi, des douanes, des affaires sociales, de la justice et des affaires intérieures, en vue de l'élimination ou de la limitation autant que possible de la production et de la réduction de l'offre, du trafic, de la demande et de la détention de drogues illicites, en conformité avec la législation interne en la matière et dans le respect des droits de l'homme. Cette coopération vise aussi à atténuer les effets des drogues illicites, à aider les victimes par l'octroi d'un traitement non discriminatoire et inclusif, à s'attaquer à la production et à la consommation de nouvelles substances psychoactives et à prévenir plus efficacement le détournement de précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

2. Les parties s'entendent sur les modalités de la coopération à mettre en œuvre pour réaliser lesdits objectifs. Les actions sont fondées sur des principes définis d'un commun accord en conformité avec les conventions internationales applicables, en particulier les trois principales conventions des Nations unies relatives au contrôle des drogues de 1961, 1971 et 1988, la déclaration politique et la déclaration spéciale sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues approuvées lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies de juin 1998 consacrée aux drogues, la déclaration politique et le plan d'action adoptés lors du débat de haut niveau de la 52^e session de la Commission des stupéfiants des Nations unies en mars 2009 et le document final adopté à la session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies sur le problème mondial relatif à la drogue en avril 2016.

3. Sans préjudice d'autres mécanismes de coopération, les parties conviennent de recourir à cette fin, au niveau interrégional, au mécanisme de coordination et de coopération en matière de drogues entre l'Union européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes, et de coopérer en vue de renforcer son efficacité.

4. Les parties conviennent également de coopérer dans la lutte contre le trafic de drogues lié à des activités criminelles, au moyen d'une coordination accrue avec les instances et les organes internationaux compétents, y compris dans le domaine de la coopération policière et judiciaire.

5. Les parties procéderont à des échanges d'expériences dans des domaines tels que la conception des politiques, des législations et des institutions, la formation du personnel, la recherche en matière de drogues, la prévention, le traitement, la réadaptation et la réinsertion sociale des consommateurs de drogue, dans le but de réduire autant que possible les conséquences négatives qu'entraîne l'abus de la drogue sur les plans sanitaire et social.

ARTICLE 29

Blanchiment d'argent

1. Les parties conviennent de coopérer pour prévenir et combattre l'utilisation de leurs institutions et systèmes financiers et de certaines activités et professions du secteur non financier aux fins du blanchiment de capitaux provenant d'activités criminelles, telles que le trafic de drogues illicites et la corruption, et aux fins du financement du terrorisme.

2. Les deux parties conviennent d'échanger des bonnes pratiques, de l'expertise, des initiatives de renforcement des capacités et des formations, comme convenu d'un commun accord, concernant l'assistance technique et administrative ayant pour objet l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations et le fonctionnement efficace des mécanismes destinés à lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

3. La coopération porte essentiellement sur:

- a) des échanges d'informations utiles dans les cadres législatifs respectifs des parties;
- b) l'adoption et la mise en œuvre effective de normes appropriées de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, équivalentes à celles adoptées par les organes internationaux compétents actifs dans ce domaine, comme le groupe d'action financière et le groupe d'action financière d'Amérique latine, selon le cas.

ARTICLE 30

Criminalité organisée

1. Les parties conviennent de coopérer pour prévenir et combattre la criminalité organisée, y compris transnationale, et la criminalité financière. À cet effet, elles encouragent et échangent de bonnes pratiques et mettent en œuvre les normes et les instruments établis au niveau international en la matière, tels que la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additionnels et la convention des Nations unies contre la corruption.

2. Les parties conviennent également de coopérer pour améliorer la sécurité des citoyens, en soutenant notamment les politiques et les stratégies de sécurité. Cette coopération contribue à la prévention de la criminalité et peut englober des activités telles que des projets de coopération régionale entre les services de police et les autorités judiciaires, des programmes de formation et l'échange de bonnes pratiques en matière de profilage criminel. Elle comprend également, entre autres, des échanges de vues sur les cadres législatifs, une assistance administrative et technique visant à renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des autorités chargées du respect de la loi, ainsi que des échanges d'informations et des mesures destinées à renforcer la coopération en matière d'enquêtes.

ARTICLE 31

Lutte contre la corruption

1. Les parties coopèrent en vue de mettre en œuvre et de promouvoir les normes et les instruments internationaux applicables, tels que la convention des Nations unies contre la corruption.

2. Les parties coopèrent notamment pour:

- a) améliorer l'efficacité organisationnelle et garantir une gestion transparente des ressources publiques et l'obligation de rendre des comptes, avec la participation des différentes institutions mises en place pour lutter contre la corruption;
- b) échanger des bonnes pratiques afin de renforcer les institutions compétentes, y compris les autorités chargées du respect de la loi et les autorités judiciaires;
- c) prévenir la corruption dans les transactions internationales;
- d) évaluer la mise en œuvre des politiques de lutte contre la corruption aux niveaux local, régional, national et international dans le cadre du mécanisme d'examen de la mise en œuvre de la convention des Nations unies contre la corruption;
- e) encourager les actions visant à promouvoir une culture de la transparence, la légalité et un changement de mentalité à l'égard des pratiques de corruption;
- f) faciliter les mesures d'identification et de recouvrement des actifs, promouvoir les bonnes pratiques et renforcer les capacités.

ARTICLE 32

Commerce illicite d'armes légères et de petit calibre

1. Les parties conviennent de coopérer pour prévenir et combattre le trafic illicite d'armes légères et de petit calibre, y compris de leurs pièces, éléments et munitions, en mettant en œuvre le cadre reconnu que constitue le programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. Dans ce contexte, elles conviennent de coopérer en vue de l'échange d'expériences et de formations entre les autorités compétentes, y compris les autorités douanières, policières et de contrôle.

2. Comme indiqué dans le programme d'action des Nations unies visé au paragraphe 1, les parties réaffirment notamment dans ce contexte le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, inscrit à l'article 51 de la charte des Nations unies, de même que le droit de chaque État de fabriquer, d'importer et de détenir des armes légères et de petit calibre pour ses besoins d'autodéfense et de sécurité ainsi que pour être à même de participer à des opérations de maintien de la paix conformément à la charte des Nations unies et sur la base de la décision de chacune des parties.

ARTICLE 33

Lutte contre le terrorisme

1. Les parties coopéreront en matière de lutte contre le terrorisme en mettant en œuvre le cadre et les normes convenus à l'article 8.

2. Les parties coopèrent également afin de veiller à ce que toute personne qui participe au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou apporte son appui à de tels actes soit traduite en justice. Les parties conviennent que la lutte contre le terrorisme est menée dans le respect des résolutions pertinentes des Nations unies, ainsi que de la souveraineté des parties, de la régularité de la procédure, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

3. Les parties conviennent de coopérer en vue de prévenir et d'éliminer les actes terroristes, au moyen de la coopération policière et judiciaire.

4. Il convient que les parties, qui se sont engagées à suivre la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies, encouragent sa mise en œuvre équilibrée et conviennent de prendre les mesures qu'elle prescrit, le cas échéant, aussi efficacement que possible, en vue de mettre fin à la menace terroriste.

5. Les parties conviennent également de coopérer dans le cadre des Nations unies pour finaliser le projet d'accord relatif à la convention générale sur le terrorisme international.

ARTICLE 34

Migrations, traite des êtres humains et trafic de migrants

1. La coopération est entreprise à la lumière des consultations entre les parties concernant leurs besoins et leurs positions et est mise en œuvre conformément aux cadres législatifs des parties. Elle sera notamment axée sur:

- a) les causes profondes des migrations;
- b) l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des pratiques nationales en matière de protection internationale, dans le respect des principes et des normes du droit international, notamment le principe de la protection internationale dans les cas où cela s'applique;
- c) les règles d'admission, ainsi que les droits et le statut des personnes admises, le traitement équitable et l'intégration des non-ressortissants en situation légale, l'éducation et la formation des migrants légaux et les mesures de lutte contre le racisme et la xénophobie, ainsi que toutes les dispositions applicables en matière de droits de l'homme concernant les migrants;
- d) l'évaluation des mécanismes et des politiques visant à faciliter les transferts de fonds;
- e) les échanges de vues et de bonnes pratiques, ainsi que les discussions sur les questions d'intérêt commun relatives à la migration circulaire et à la prévention de la fuite des cerveaux;
- f) l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, la coopération technique, technologique, opérationnelle et judiciaire, selon les besoins et ce qui est mutuellement acceptable, sur les questions liées à la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants, y compris la lutte contre les réseaux criminels et les organisations criminelles de trafiquants et de passeurs, et l'offre d'une protection, d'une assistance et d'un soutien aux victimes de ces crimes;
- g) le retour, dans des conditions humaines, sûres et dignes, des personnes en séjour illégal sur le territoire de l'autre partie, dans le plein respect de leurs droits fondamentaux, notamment par l'encouragement au retour volontaire et la réadmission de ces personnes, conformément au paragraphe 2;
- h) les mesures de soutien visant à permettre la réinsertion durable des personnes rapatriées.

2. Dans le cadre de la coopération visant à prévenir et à maîtriser l'immigration clandestine et sans préjudice de la nécessité de protéger les victimes de la traite des êtres humains, les parties conviennent en outre:

- a) d'identifier leurs ressortissants présumés et de procéder à la réadmission de leurs ressortissants présents illégalement sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne ou de Cuba dans les délais requis et en conformité avec les normes et procédures fixées par la législation applicable en matière de migration des États membres de l'Union européenne et de Cuba, sur demande et sans retard indu ni autres formalités, une fois leur nationalité établie;
- b) de fournir à leurs ressortissants devant faire l'objet d'une réadmission les documents d'identité appropriés à cette fin.

3. Les parties conviennent de négocier, sur demande et dans les meilleurs délais, un accord régissant les obligations spécifiques incombant aux États membres de l'Union européenne et à Cuba en matière de migration, notamment en matière de réadmission.

ARTICLE 35

Protection consulaire

Cuba convient que les autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre de l'Union européenne représenté offrent une protection à tout ressortissant d'un autre État membre qui ne dispose pas d'une représentation permanente effectivement en mesure d'assurer à ce ressortissant une protection consulaire dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux ressortissants de cet État membre de l'Union européenne.

ARTICLE 36

Société civile

Les parties reconnaissent la contribution potentielle de la société civile, notamment des milieux universitaires, des groupes de réflexion et des médias, à la réalisation des objectifs du présent accord. Elles conviennent d'encourager les actions en faveur d'une plus grande participation de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre des activités de coopération au développement et de coopération sectorielle pertinentes, y compris par un renforcement des capacités dans ce domaine.

TITRE IV

DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET COHÉSION SOCIALE

ARTICLE 37

Développement social et cohésion sociale

1. Les parties, reconnaissant que le développement social doit aller de pair avec le développement économique, conviennent de coopérer pour renforcer la cohésion sociale par la réduction de la pauvreté, des injustices, des inégalités et de l'exclusion sociale, notamment en vue de la réalisation des objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'objectif consistant à promouvoir un travail décent pour tous, adopté au niveau international. Pour réaliser ces objectifs, les parties mobiliseront d'importantes ressources financières, provenant à la fois des ressources de coopération et des ressources internes.

2. À cet effet, les parties coopèrent pour encourager et échanger les bonnes pratiques concernant:

- a) des politiques économiques porteuses d'une vision sociale axée sur une société plus inclusive, garantissant une meilleure distribution des revenus et, partant, une réduction des inégalités et des injustices;
- b) les politiques commerciales et d'investissement, en gardant à l'esprit le lien entre commerce et développement durable, le commerce équitable, le développement rural et les entreprises urbaines publiques et privées et leurs organisations représentatives, et la responsabilité sociale des entreprises;
- c) des politiques budgétaires équitables et saines, permettant une meilleure redistribution des richesses et assurant des niveaux adéquats de dépenses sociales;
- d) des dépenses publiques efficaces dans le domaine social, associées à des objectifs sociaux clairement définis sur la base d'une approche axée sur les résultats;
- e) l'amélioration et la consolidation de politiques sociales efficaces, assurant à tous un accès équitable aux services sociaux dans toute une série de secteurs comme l'éducation, la santé, la nutrition, l'assainissement, le logement, la justice et la sécurité sociale;
- f) des politiques de l'emploi visant à garantir à tous un travail décent, conformément aux normes du travail internationales et nationales, et à créer des perspectives économiques, en mettant l'accent sur les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables et sur les régions les plus défavorisées;
- g) des régimes de protection sociale plus inclusifs et complets en ce qui concerne, entre autres, les pensions, la santé, les accidents et le chômage, sur la base du principe de solidarité et du principe de non-discrimination;
- h) les stratégies et les politiques de lutte contre la xénophobie et les discriminations fondées, entre autres, sur le genre, la race, les convictions, l'appartenance ethnique ou le handicap;
- i) des politiques et programmes spécifiquement destinés aux jeunes et visant à favoriser leur pleine intégration dans la vie économique, politique et sociale.

3. Les parties conviennent d'encourager l'échange d'informations et d'expériences sur les aspects liés au développement social et à la cohésion sociale des plans ou programmes internes.

ARTICLE 38

Emploi et protection sociale

Les parties conviennent de coopérer pour promouvoir l'emploi et la protection sociale au moyen d'actions et de programmes visant notamment à:

- a) garantir un travail décent pour tous;
- b) créer des marchés du travail plus inclusifs et garantir leur bon fonctionnement;
- c) étendre la couverture de la protection sociale;
- d) encourager le dialogue social;
- e) assurer le respect des normes fondamentales du travail définies par les conventions de l'Organisation internationale du travail;
- f) traiter les questions relatives à l'économie informelle;
- g) accorder une attention particulière aux groupes défavorisés et à la lutte contre les discriminations;
- h) accroître la qualité des ressources humaines par l'amélioration de l'éducation et de la formation, y compris par la mise en place d'un système performant de formation professionnelle;
- i) améliorer les conditions de travail du point de vue de la santé et de la sécurité, notamment en renforçant les inspections du travail et en encourageant les améliorations dans les domaines de la santé et de la sécurité;
- j) stimuler la création d'emplois et l'esprit d'entreprise en renforçant le cadre institutionnel nécessaire à la création d'entreprises et en facilitant l'accès au crédit.

ARTICLE 39

Éducation

1. Les parties conviennent de partager leurs expériences et bonnes pratiques en ce qui concerne la poursuite du développement dans le domaine de l'éducation à tous les niveaux.

2. Les parties conviennent que la coopération vise à favoriser le développement des ressources humaines à tous les niveaux de l'éducation, notamment au niveau de l'enseignement supérieur, et à couvrir les besoins particuliers dans ce domaine. Les parties favorisent les échanges d'étudiants, de chercheurs et d'universitaires dans le cadre des programmes existants et améliorent le renforcement des capacités en vue de moderniser leurs systèmes d'enseignement supérieur.

ARTICLE 40

Santé publique

1. Les parties conviennent de coopérer dans des domaines d'intérêt commun concernant le secteur de la santé, notamment la recherche scientifique, la gestion des systèmes de santé, l'alimentation, les produits pharmaceutiques, la médecine préventive et la santé sexuelle et génésique, notamment la prévention et le contrôle des maladies transmissibles telles que le VIH/sida, les maladies non transmissibles telles que le cancer et les maladies cardiaques, et d'autres menaces sanitaires majeures, comme la dengue, le chikungunya et le virus Zika. Les parties conviennent également de coopérer pour favoriser la mise en œuvre des accords internationaux en matière de santé auxquels elles sont parties.

2. Les parties conviennent d'accorder une attention particulière aux actions et programmes régionaux mis en œuvre dans le domaine de la santé publique.

ARTICLE 41

Protection des consommateurs

Les parties conviennent de coopérer sur les questions relatives à la protection des consommateurs en vue de protéger la santé humaine et les intérêts des consommateurs.

ARTICLE 42

Culture et patrimoine

1. Les parties s'engagent à promouvoir la coopération dans le domaine de la culture, qui inclut le patrimoine culturel, dans le plein respect de leur diversité. En conformité avec leurs législations respectives, cette coopération doit renforcer la compréhension mutuelle et le dialogue interculturel et favoriser des échanges culturels équilibrés et les contacts avec les acteurs concernés, y compris les organisations de la société civile des deux parties.

2. Les parties favorisent la coopération dans les domaines des arts, de la littérature et de la musique, notamment par l'échange d'expériences.

3. La coopération entre les parties s'inscrit dans le respect des dispositions internes applicables en matière de droits d'auteur et d'autres dispositions ayant trait au domaine culturel, ainsi que des accords internationaux auxquels elles sont parties.

4. Les parties conviennent de favoriser la coopération dans le domaine de la restauration et de la gestion durable du patrimoine. La coopération dans ce domaine inclut, entre autres, la sauvegarde et la promotion du patrimoine naturel et culturel matériel et immatériel, y compris la prévention du trafic illicite des biens culturels et la lutte contre celui-ci, conformément aux instruments internationaux applicables.

5. Les parties conviennent d'encourager la coopération dans les secteurs de l'audiovisuel et des médias, y compris la radio et la presse, grâce à des initiatives conjointes en matière de formation, ainsi que des activités de conception, de production et de distribution de contenus audiovisuels, notamment dans les domaines de l'éducation et de la culture.

6. Les parties encouragent la coordination dans le cadre de l'UNESCO, en vue de favoriser la diversité culturelle, notamment par des consultations sur la ratification et l'application de la convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. La coopération vise aussi à encourager la diversité culturelle.

ARTICLE 43

Personnes en situation de vulnérabilité

1. Les parties conviennent de veiller à ce que la coopération en faveur des personnes vulnérables privilégie les mesures, y compris les politiques et les projets innovants, associant les personnes en situation de vulnérabilité. Cette coopération doit viser à favoriser le développement humain, à améliorer les conditions de vie et à promouvoir la pleine intégration de ces personnes dans la société.

2. La coopération comprend l'échange d'expériences sur la protection des droits de l'homme, la promotion et la mise en œuvre de politiques visant à garantir l'égalité des chances pour les personnes en situation de vulnérabilité, la création de perspectives économiques et la promotion de politiques sociales spécifiques axées sur le développement des capacités humaines par l'éducation et la formation, l'accès aux services sociaux de base, aux dispositifs de protection sociale et à la justice, l'accent étant mis tout particulièrement, entre autres, sur les personnes handicapées et leurs familles, les enfants et les personnes âgées.

ARTICLE 44

Dimension hommes-femmes

1. Les parties conviennent que la coopération contribuera à consolider les politiques, les programmes et les mécanismes visant à assurer, à améliorer et à renforcer la participation et les chances de participation, sur un pied d'égalité, des hommes et des femmes à la vie politique, économique, sociale et culturelle, notamment en vue de la mise en œuvre effective de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la déclaration et du programme d'action de Pékin. Le cas échéant, des actions positives sont menées en faveur des femmes.

2. La coopération favorise l'intégration de la dimension hommes-femmes dans tous les domaines de la coopération concernés, y compris les politiques publiques, les stratégies et actions de développement, ainsi que d'indicateurs destinés à mesurer leur impact.

3. La coopération contribue également à faciliter l'égalité d'accès des hommes et des femmes à l'ensemble des services et des ressources leur permettant d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux, notamment en ce qui concerne l'éducation, la santé, la formation professionnelle, les possibilités d'emploi, la prise de décisions politiques, les structures de gouvernance et les entreprises privées.

4. Une attention particulière est accordée aux programmes visant à prévenir et à combattre toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

ARTICLE 45

La jeunesse

1. La coopération entre les parties appuie toutes les politiques pertinentes concernant la jeunesse. Elle soutient notamment la formation et l'emploi, les politiques familiales et l'éducation, et a pour objectif d'offrir des perspectives d'emploi aux jeunes et d'encourager les échanges d'expériences sur les programmes de prévention de la délinquance juvénile et de réinsertion dans la vie économique et sociale.

2. Les parties conviennent d'encourager une participation active des jeunes à la société, notamment lors de l'élaboration des politiques qui contribuent à leur développement et ont une incidence sur leur vie.

3. Les deux parties conviennent d'encourager la mise en œuvre de programmes destinés à favoriser la coopération entre les organisations de jeunesse, notamment de programmes d'échange.

ARTICLE 46

Développement des communautés locales

1. Les parties conviennent de coopérer pour encourager le développement durable des communautés locales, dans le cadre d'actions intégrées visant à renforcer les initiatives des différents défenseurs de la cause du développement économique local et à favoriser l'absorption des ressources existantes au niveau des communautés locales.

2. La coopération pourrait soutenir des actions telles que:

- a) des initiatives locales, conformément à chaque plan stratégique territorial;
- b) le renforcement des capacités de gestion économique des entités de production et des prestataires de services au niveau local.

TITRE V

ENVIRONNEMENT, GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

ARTICLE 47

Coopération dans le domaine de l'environnement et du changement climatique

1. Les parties conviennent de coopérer pour sauvegarder et améliorer la qualité de l'environnement au niveau local, régional et mondial, en vue d'atteindre les objectifs du développement durable.

2. Les parties, attentives à l'incidence du présent accord, accordent toute l'attention voulue au lien entre développement et environnement. Les parties veillent à recourir aux possibilités d'investissement offertes par les technologies propres.

3. La coopération facilitera aussi les progrès lors des conférences internationales dans ce domaine et contribuera à la mise en œuvre effective des accords multilatéraux et des principes convenus dans le cadre de ceux-ci dans des domaines tels que la biodiversité, le changement climatique, la désertification, la sécheresse et la gestion des produits chimiques.

4. La coopération portera en particulier sur:

a) la conservation et la gestion durable des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes, y compris des forêts et de la pêche, ainsi que des services qu'ils fournissent;

b) la lutte contre la pollution des eaux douces et marines, de l'air et du sol, notamment par une bonne gestion des déchets, des eaux résiduaires, des produits chimiques et autres substances et matériaux dangereux;

c) des problèmes mondiaux tels que le changement climatique, la diminution de la couche d'ozone, la désertification et la sécheresse, la déforestation, la protection des zones côtières, la préservation de la biodiversité et la biosécurité.

5. Dans ce contexte, la coopération doit viser à favoriser des initiatives conjointes dans le domaine de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, y compris par le renforcement des politiques de lutte contre le changement climatique.

6. La coopération peut inclure des mesures visant à:

a) favoriser le dialogue politique et sa mise en œuvre, l'échange d'informations et d'expériences sur la législation environnementale, les règles techniques et une production plus propre et sur les meilleures pratiques environnementales, ainsi que le renforcement des capacités en vue d'améliorer la gestion environnementale et les systèmes de contrôle et de surveillance dans tous les secteurs et à tous les niveaux de gouvernement;

b) transférer et utiliser des technologies propres durables et le savoir-faire qui s'y rattache, notamment en créant des mécanismes et des mesures incitatives en faveur de l'innovation et de la protection de l'environnement;

c) intégrer des considérations environnementales dans d'autres domaines d'action, y compris la gestion de l'utilisation des sols;

d) promouvoir des modes de production et de consommation durables, notamment par l'utilisation durable des écosystèmes, des biens et des services;

e) favoriser la sensibilisation et l'éducation à l'environnement, ainsi qu'une participation accrue de la société civile, en particulier des communautés locales, aux efforts en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable;

f) encourager et promouvoir la coopération régionale dans le domaine de la protection de l'environnement;

g) contribuer à la mise en œuvre et à l'application des accords multilatéraux auxquels les parties sont parties en matière d'environnement.

ARTICLE 48

Gestion des risques de catastrophes

1. Les parties reconnaissent la nécessité de gérer tous les risques de catastrophes pesant sur le territoire d'un ou de plusieurs États. Les parties affirment leur volonté commune d'améliorer à cet égard les mesures de prévention, d'atténuation, de préparation, de réaction et de relance afin d'accroître la résilience de leurs sociétés et de leurs infrastructures, et de coopérer, s'il y a lieu, au niveau politique, tant bilatéral que multilatéral, pour progresser dans la réalisation des objectifs de gestion des risques de catastrophes.

2. Les parties conviennent que la coopération en matière de gestion des risques de catastrophes vise à réduire la vulnérabilité et les risques et à accroître les capacités de surveillance et d'alerte précoce ainsi que la résilience de Cuba aux catastrophes, notamment, en soutenant les efforts nationaux déployés à cet égard ainsi que le cadre régional pour la réduction de la vulnérabilité et pour la capacité de réaction aux catastrophes, afin de renforcer la recherche régionale et de diffuser les bonnes pratiques, en s'appuyant sur les enseignements qui ont été tirés en ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe et les mesures de préparation, de planification, de prévention, d'atténuation, de réaction et de relance dans ce domaine.

ARTICLE 49

Eau et assainissement

1. Les parties reconnaissent la nécessité de veiller à la disponibilité et à la gestion durable de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement pour tous et, en conséquence, elles conviennent de coopérer en ce qui concerne, entre autres, les domaines suivants:

a) le renforcement des capacités aux fins d'une gestion efficace des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement;

b) les effets de la qualité de l'eau sur les indicateurs de santé;

c) la modernisation des technologies liées à la qualité de l'eau, depuis la surveillance jusqu'aux laboratoires;

d) les programmes d'éducation soulignant la nécessité de la conservation, de l'utilisation rationnelle et d'une gestion intégrée des ressources en eau.

2. Les parties conviennent d'accorder une attention particulière aux actions et aux programmes de coopération régionaux mis en œuvre dans ce secteur.

TITRE VI
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ARTICLE 50

Agriculture, développement rural, pêche et aquaculture

1. Les parties conviennent de coopérer dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la pêche et de l'aquaculture avec, entre autres, les objectifs suivants:

- a) l'amélioration de la productivité et de la production;
- b) l'amélioration de la qualité des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'aquaculture;
- c) le développement de l'agriculture urbaine et suburbaine;
- d) le renforcement des chaînes de production;
- e) le développement rural;
- f) l'incitation à adopter un régime sain afin de relever le niveau nutritionnel;
- g) le développement des marchés agricoles et de la pêche, des marchés de gros et de l'accès au crédit financier;
- h) la promotion des services de développement des entreprises à l'intention des coopératives, des petites exploitations agricoles privées et des petites communautés de pêche;
- i) le développement de leurs marchés et la promotion des relations commerciales internationales;
- j) le développement de la production biologique;
- k) le développement de l'agriculture et de l'aquaculture durables dans le respect des exigences et des défis en matière d'environnement qui y sont liés;
- l) la promotion de la science, de la technologie et de l'innovation dans le domaine de l'agriculture et du développement rural, de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation industrielle de ces ressources;
- m) la promotion de l'exploitation et de la gestion durables des ressources halieutiques;
- n) la promotion des bonnes pratiques en matière de gestion de la pêche;
- o) l'amélioration de la collecte de données afin de prendre en compte les meilleures informations scientifiques disponibles pour l'évaluation et la gestion des stocks halieutiques;
- p) le renforcement des systèmes de surveillance, de contrôle et de suivi dans le domaine de la pêche;
- q) la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;
- r) le renforcement de la coopération afin d'assurer une capacité accrue à développer des technologies à valeur ajoutée pour la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

2. La coopération peut inclure, entre autres, l'apport d'une expertise technique en vue d'apporter un soutien, de renforcer les capacités et d'échanger informations et expériences dans ce domaine. Les parties conviennent d'encourager la coopération institutionnelle et de renforcer la coopération au sein des organisations internationales et avec les organisations nationales et régionales de gestion des pêches.

3. Les parties encouragent, dans les zones exposées aux catastrophes, l'analyse des risques et la mise en place de mesures adéquates visant à renforcer la résilience dans le cadre de la sécurité alimentaire et de la coopération en matière d'agriculture.

ARTICLE 51

Tourisme durable

1. Les parties reconnaissent l'importance du secteur du tourisme pour le développement économique et social des communautés locales, ainsi que le potentiel économique considérable des deux régions pour le développement d'entreprises dans ce domaine.

2. À cet effet, elles conviennent de coopérer en encourageant le tourisme durable, notamment pour favoriser:

- a) l'élaboration de politiques visant à maximiser les avantages socio-économiques du tourisme;
- b) la création et la consolidation de produits touristiques par la fourniture de services non financiers, de formations et d'une assistance et de services techniques;
- c) l'intégration de considérations environnementales, culturelles et sociales dans le développement du secteur du tourisme, y compris tant la protection que la promotion du patrimoine culturel et des ressources naturelles;
- d) la participation des communautés locales au processus de développement du tourisme, en particulier du tourisme rural et communautaire et de l'écotourisme;
- e) l'élaboration de stratégies de commercialisation et de promotion, le développement des capacités institutionnelles et des ressources humaines, et la promotion des normes internationales;
- f) la promotion de la coopération et de l'association entre les secteurs public et privé;
- g) l'élaboration de plans de gestion pour le développement du tourisme national et régional;
- h) la promotion des technologies de l'information dans le domaine du tourisme.

ARTICLE 52

Coopération dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation

1. Les parties s'efforcent de développer les capacités dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation couvrant l'ensemble des activités qui relèvent des mécanismes ou des accords de coopération d'intérêt mutuel existants. À cette fin, les parties encouragent l'échange d'informations et la participation de leurs organismes de recherche et le développement technologique en ce qui concerne les activités de coopération suivantes, dans le respect de leurs règles internes:

- a) l'échange d'informations sur leurs politiques scientifiques et technologiques respectives;
- b) des activités conjointes de recherche et de développement visant à favoriser les progrès scientifiques et le transfert de technologies et de savoir-faire, notamment en ce qui concerne l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.

2. L'accent est tout particulièrement mis sur le développement du potentiel humain, gage d'une excellence scientifique et technologique durable, ainsi que sur le développement de liens solides entre les communautés scientifiques et technologiques des parties, au niveau tant national que régional. À cet effet, les échanges de chercheurs et de bonnes pratiques en matière de projets de recherche sont encouragés.

3. Les centres de recherche, les établissements d'enseignement supérieur et les autres parties prenantes situés dans l'Union européenne et à Cuba prennent part à la coopération dans le domaine de la science, de la technologie et de la recherche, le cas échéant.

4. Les parties conviennent de recourir à tous les mécanismes permettant d'augmenter le nombre de professionnels hautement qualifiés et de les valoriser, notamment par la formation, la recherche collaborative, des bourses d'études et des échanges.

5. Chaque partie encourage la participation de ses organismes aux programmes scientifiques et technologiques de l'autre partie, dans l'optique d'une excellence scientifique mutuellement profitable et conformément à ses propres dispositions en matière de participation d'organismes de pays tiers.

ARTICLE 53

Transfert de technologies

1. Reconnaissant l'importance de la coopération et de l'assistance technique dans le domaine du transfert de technologies, y compris des processus d'automatisation, les parties conviennent de coopérer pour promouvoir le transfert de technologies grâce à des programmes de niveau universitaire ou professionnel consacrés au transfert de connaissances entre elles.

2. L'Union européenne facilite et encourage l'accès de Cuba aux programmes de recherche et de développement ciblant, entre autres, le développement technologique.

ARTICLE 54

Énergie (y compris énergies renouvelables)

1. Reconnaissant l'importance croissante, pour le développement durable, des énergies renouvelables et des solutions visant à améliorer l'efficacité énergétique, les parties conviennent que leur objectif commun est d'encourager la coopération dans le secteur de l'énergie, en particulier en ce qui concerne les sources d'énergie durables, propres et renouvelables, l'efficacité énergétique, les technologies économes en énergie, l'électrification des zones rurales et l'intégration régionale des marchés énergétiques, entre autres domaines qu'elles ont sélectionnés et ce, dans le respect de leurs législations nationales.

2. Cette coopération peut notamment porter sur:

a) le dialogue politique et la coopération dans le secteur de l'énergie, en particulier en ce qui concerne l'amélioration et la diversification de l'approvisionnement en énergie et l'amélioration des marchés énergétiques, y compris la production, le transport et la distribution;

b) les programmes de renforcement des capacités, le transfert de technologies et de savoir-faire dans le secteur de l'énergie, y compris des travaux sur les normes d'émission, notamment en ce qui concerne l'efficacité énergétique et la gestion du secteur;

c) la promotion de mesures d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, d'études concernant l'impact de la production et de la consommation d'énergie sur l'environnement, notamment de leurs effets sur la biodiversité, la sylviculture et le changement d'affectation des sols;

d) la réalisation de projets pilotes sur les énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique, notamment dans les domaines de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne, de l'énergie biomasse, de l'hydroénergie et des énergies houlomotrice et marémotrice;

e) les programmes visant à sensibiliser davantage la population aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique et à accroître leurs connaissances dans ces domaines;

f) le recyclage ou l'utilisation énergétique des déchets solides et liquides.

ARTICLE 55

Transports

1. Les parties conviennent que la coopération dans le domaine des transports est axée sur la restructuration et la modernisation des transports et des systèmes d'infrastructures qui y sont liés, en vue de faciliter et d'améliorer la mobilité des voyageurs et des marchandises et de permettre un meilleur accès aux marchés de transport urbain, aérien, maritime, ferroviaire, routier et de navigation intérieure par le perfectionnement de la gestion opérationnelle et administrative des transports et par la promotion de normes d'exploitation élevées.

2. La coopération peut notamment consister en:

a) des échanges d'informations sur les politiques des parties, en particulier en ce qui concerne les transports urbains et l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux de transports multimodaux et d'autres questions d'intérêt mutuel;

b) la gestion de la navigation intérieure, des routes, des chemins de fer, des ports et aéroports, notamment par une coopération appropriée entre les autorités compétentes;

c) des projets pour le transfert de technologies européennes dans le cadre du système mondial de navigation par satellite et des centres de transports publics urbains;

d) l'amélioration des normes de sécurité et de prévention de la pollution, notamment une coopération dans les enceintes internationales compétentes afin d'assurer une meilleure application des normes internationales;

e) des activités visant à promouvoir le développement des transports aéronautique et maritime.

ARTICLE 56

Modernisation du modèle économique et social

1. Les parties conviennent de mettre en place des actions de coopération visant à soutenir le renforcement et la modernisation de l'administration publique et de l'économie cubaines. Elles conviennent de soutenir le développement des entreprises et des coopératives, en mettant plus particulièrement l'accent sur le développement local.

2. Cette coopération pourrait être mise en œuvre dans des domaines d'intérêt mutuel tels que:

a) les politiques macroéconomiques, notamment les politiques budgétaires;

b) les statistiques;

c) les systèmes d'informations commerciales;

d) des mesures de facilitation des échanges;

e) des systèmes et des normes de qualité;

- f) un soutien aux initiatives de développement local;
- g) le développement agro-industriel;
- h) le contrôle et la surveillance par l'État;
- i) l'organisation et le fonctionnement des entreprises, notamment des entreprises publiques.

3. Les parties conviennent de promouvoir et d'encourager la coopération entre les institutions, notamment sectorielles, qui favorisent les instruments aidant les PME, en particulier celles dont l'objectif est d'améliorer la compétitivité, l'innovation technologique, l'intégration dans les chaînes de valeur, l'accès au crédit et la formation, ainsi que de renforcer les capacités et le cadre institutionnels. Elles conviennent également de favoriser les contacts entre les entreprises des deux parties pour soutenir leur intégration dans les marchés internationaux, les investissements et le transfert de technologies.

ARTICLE 57

Statistiques

1. Les parties conviennent de coopérer pour mettre au point des méthodes et des programmes statistiques de meilleure qualité, conformément aux normes reconnues sur le plan international, incluant la collecte, le traitement, le contrôle de la qualité et la diffusion de statistiques, l'objectif étant de créer des indicateurs garantissant une meilleure comparabilité entre les parties et, partant, de permettre à celles-ci de définir les exigences en matière d'informations statistiques dans les domaines couverts par le présent accord. Les parties reconnaissent l'utilité de la coopération bilatérale pour soutenir ces objectifs.

2. Cette coopération pourrait notamment comprendre des échanges techniques entre le bureau de statistiques et d'informations de Cuba et les instituts de statistiques situés dans les États membres de l'Union européenne et Eurostat, y compris l'échange de scientifiques, la mise au point de méthodes améliorées et cohérentes de collecte, de ventilation, d'analyse et d'interprétation des données, ainsi que l'organisation de séminaires, de groupes de travail ou de programmes venant compléter les capacités dans le domaine des statistiques.

ARTICLE 58

Bonne gouvernance en matière de fiscalité

1. Les parties reconnaissent la nécessité d'appliquer les principes de bonne gouvernance dans le domaine fiscal, à savoir la transparence, l'échange d'informations et une concurrence fiscale loyale, et s'engagent à le faire.

2. Selon leurs compétences respectives, les parties amélioreront la coopération internationale dans le domaine fiscal, facilitent la perception de recettes fiscales légitimes et mettent en place des mesures visant la mise en œuvre efficace des normes minimales de bonne gouvernance en la matière.

TITRE VII

INTÉGRATION ET COOPÉRATION RÉGIONALES

ARTICLE 59

Coopération régionale

1. La coopération soutient les activités liées au développement de la coopération régionale entre Cuba et ses voisins des Caraïbes, dans le contexte du CARIFORUM, en particulier dans les domaines prioritaires définis dans la stratégie commune relative au partenariat Caraïbes-UE. Les actions pourraient également contribuer au renforcement du processus d'intégration régionale dans les Caraïbes.

2. La coopération renforcera la participation de tous les secteurs, notamment de la société civile, au processus de coopération et d'intégration régionales, dans les conditions définies par les parties, notamment à l'appui des mécanismes de consultation et des campagnes de sensibilisation.

3. Les parties conviennent d'utiliser tous les instruments de coopération existants pour promouvoir des activités visant à développer une coopération active entre l'Union européenne et Cuba, entre Cuba et d'autres pays et/ou régions d'Amérique latine et des Caraïbes, dans tous les domaines de coopération couverts par le présent accord. Les parties conviennent d'accorder une attention particulière aux programmes de coopération régionale en matière de recherche, d'innovation et d'éducation et à la poursuite du développement de l'espace de la connaissance UE-ALC (Union européenne - Amérique latine et Caraïbes) au moyen d'initiatives telles que l'espace commun de la recherche et l'espace commun d'enseignement supérieur. Les activités de coopération régionale et bilatérale seront aussi complémentaires que possible.

4. Les parties s'efforcent d'échanger leurs points de vue et de coopérer pour parvenir à un accord et concevoir des actions communes dans les enceintes multilatérales.

PARTIE IV

ÉCHANGES COMMERCIAUX ET COOPÉRATION COMMERCIALE

ARTICLE 60

Objectifs

Les parties conviennent que les objectifs de leur coopération dans le domaine des échanges commerciaux visent notamment à:

- a) renforcer leurs relations commerciales et économiques, notamment par une incitation au dialogue sur les questions commerciales et l'encouragement d'une intensification des échanges commerciaux entre les parties;
- b) favoriser l'intégration de Cuba dans l'économie mondiale;
- c) encourager le développement et la diversification du commerce intrarégional ainsi que les échanges commerciaux avec l'Union européenne;
- d) renforcer la contribution du commerce au développement durable, y compris à ses aspects environnementaux et sociaux;
- e) soutenir la diversification de l'économie cubaine et la promotion d'un climat des affaires propice;
- f) encourager l'accroissement des flux d'investissements par l'instauration d'un environnement attrayant et stable pour des investissements réciproques grâce à un dialogue cohérent visant à améliorer la compréhension et la coopération sur les questions d'investissements, et à encourager un régime d'investissements non discriminatoire.

TITRE I

ÉCHANGES COMMERCIAUX

ARTICLE 61

Commerce régi par des règles

1. Les parties reconnaissent que la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce, ainsi que l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales, servent de vecteur pour promouvoir la croissance, la diversification économique et la prospérité.

2. Les parties réaffirment qu'il est dans leur intérêt mutuel d'effectuer leurs échanges dans le cadre d'un système commercial multilatéral reposant sur des règles, en vertu duquel les parties sont responsables du maintien de la primauté des règles et de leur mise en œuvre effective, loyale et équilibrée.

ARTICLE 62

Traitement de la nation la plus favorisée

1. Chaque partie applique aux marchandises de l'autre partie le traitement de la nation la plus favorisée, conformément à l'article I^{er} de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT 1994) et à ses notes interprétatives, qui sont intégrés dans le présent accord et en font partie intégrante, mutatis mutandis.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas à l'égard d'un traitement préférentiel accordé par l'une ou l'autre partie aux marchandises d'un autre pays conformément aux accords de l'OMC.

ARTICLE 63

Traitement national

Chaque partie accorde aux marchandises de l'autre partie le traitement national prévu à l'article III du GATT 1994 et dans ses notes interprétatives, qui sont intégrés dans le présent accord et en font partie intégrante, mutatis mutandis.

ARTICLE 64

Transparence

1. Les parties réaffirment le principe de transparence dans l'application de leurs mesures commerciales et conviennent que les politiques et réglementations ayant une incidence sur le commerce extérieur devraient être clairement communiquées et expliquées.

2. Les parties conviennent que les parties intéressées devraient avoir la possibilité de prendre connaissance des règlements de chaque partie en matière de commerce international.

ARTICLE 65

Facilitation des échanges

Les parties confirment leur engagement en faveur de l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

ARTICLE 66

Obstacles techniques au commerce

1. Les parties réaffirment leurs droits et obligations découlant de l'accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (ci-après dénommé « accord OTC »).

2. Les dispositions du présent article s'appliquent aux règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité telles que définies dans l'accord OTC.

3. Les parties reconnaissent l'importance de mécanismes efficaces pour la notification et l'échange d'informations sur les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité, conformément à l'accord OTC.

ARTICLE 67

Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)

1. Les parties réaffirment leurs droits, obligations, principes et objectifs découlant de l'accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, de la convention internationale pour la protection des végétaux, de la commission du Codex Alimentarius et de l'Organisation mondiale de la santé animale.

2. Les parties reconnaissent l'importance de mécanismes efficaces pour la consultation, la notification et l'échange d'informations en ce qui concerne les mesures SPS et le bien-être animal, dans le cadre des organisations internationales compétentes.

ARTICLE 68

Défense commerciale

Les parties réaffirment leurs engagements et obligations au titre des accords suivants de l'OMC: l'accord sur les sauvegardes, l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994.

ARTICLE 69

Clause de révision

Les parties peuvent, par consentement mutuel, modifier et réviser la présente partie en vue d'approfondir leurs relations en matière de commerce et d'investissements.

ARTICLE 70

Clause d'exceptions générales

Les parties affirment que leurs droits et obligations existants découlant de l'article XX du GATT de 1994 et de ses notes interprétatives sont intégrés dans le présent accord et en font partie intégrante, mutatis mutandis.

TITRE II
COOPÉRATION COMMERCIALE

ARTICLE 71

Douanes

1. Les parties encouragent et facilitent la coopération entre leurs services douaniers respectifs afin de garantir la sécurité des frontières, la simplification des procédures douanières et la facilitation du commerce légitime, tout en conservant leurs capacités de contrôle.

2. La coopération donne lieu, entre autres, à:

a) des échanges d'informations concernant la législation et les procédures douanières, en particulier dans les domaines suivants:

- i) la simplification et la modernisation des procédures douanières;
- ii) la facilitation des mouvements de transit;
- iii) le respect des droits de propriété intellectuelle par les autorités douanières;
- iv) les relations avec les milieux d'affaires;
- v) la libre circulation des marchandises et l'intégration régionale;
- vi) l'organisation relative au contrôle douanier aux frontières;

b) la mise en place d'initiatives conjointes dans des domaines définis d'un commun accord;

c) la promotion de la coordination entre tous les services de contrôle aux frontières concernés, au niveau tant national que transfrontières.

3. Les parties s'apportent une assistance administrative mutuelle en matière douanière. À cette fin, elles peuvent instituer des instruments bilatéraux d'un commun accord.

ARTICLE 72

Coopération en ce qui concerne la facilitation des échanges

1. Les parties confirment leur détermination à renforcer la coopération dans le domaine de la facilitation des échanges afin de garantir que la législation applicable, les procédures pertinentes et la capacité administrative des autorités douanières contribuent à la réalisation des objectifs visés en matière de contrôle effectif et de facilitation des échanges.

2. Les parties conviennent de coopérer, entre autres, dans les domaines suivants:

a) le renforcement des capacités et l'apport d'expertise aux autorités compétentes sur les questions douanières, y compris la certification et la vérification de l'origine, et sur des questions techniques à des fins d'application des procédures douanières régionales;

b) l'application de mécanismes et de techniques douanières modernes, notamment l'évaluation des risques, les décisions préalables contraignantes, les procédures simplifiées pour l'entrée et la mainlevée des marchandises, les contrôles douaniers et les méthodes d'audit des entreprises;

c) l'introduction de procédures et de pratiques reflétant autant que possible les règles, normes et instruments internationaux applicables dans le domaine des douanes et des échanges commerciaux, y compris, notamment, l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, la convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, telle que modifiée (convention de Kyoto révisée), et le cadre des normes de l'Organisation mondiale des douanes visant à sécuriser et à faciliter le commerce mondial;

d) les systèmes d'information et l'automatisation des procédures douanières et d'autres procédures commerciales, notamment pour la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges pour les opérateurs agréés et les services d'informations.

ARTICLE 73

Propriété intellectuelle

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération technique dans le domaine de la propriété intellectuelle, notamment la protection des indications géographiques, et conviennent de coopérer dans les conditions convenues d'un commun accord sur les projets de coopération spécifiques qui en résulteront, dans le respect du droit interne des parties et conformément aux accords internationaux auxquels elles sont parties.

2. Les parties conviennent de favoriser la coopération institutionnelle, les échanges d'informations, l'assistance technique, le renforcement des capacités et la formation. Les parties conviennent que la coopération technique est assurée dans le respect de leurs niveaux de développement socio-économique, de leurs priorités et de leurs besoins de développement en la matière.

3. Les parties conviennent que la coopération contribue à la promotion de l'innovation technologique et au transfert et à la diffusion de la technologie, dans l'intérêt mutuel de ceux qui génèrent et utilisent des connaissances techniques et de façon à favoriser le bien-être social et économique et à assurer un équilibre entre droits et obligations.

ARTICLE 74

Coopération en ce qui concerne les obstacles techniques au commerce

1. Les parties reconnaissent l'importance de la coopération et de l'assistance technique en ce qui concerne les obstacles techniques au commerce et conviennent de favoriser la coopération entre leurs autorités respectives chargées de la normalisation, de la métrologie, de l'accréditation et de l'évaluation de la conformité.

2. Les parties conviennent de coopérer, entre autres, dans les domaines suivants:

a) le renforcement des capacités et l'apport d'expertise, notamment le développement et le renforcement des infrastructures nécessaires, ainsi que la formation et l'assistance technique dans les domaines des réglementations techniques, de la normalisation, de l'évaluation de la conformité, de l'accréditation et de la métrologie en vue, notamment, de faciliter la compréhension et le respect des exigences de l'Union européenne;

b) la promotion de la coopération des autorités compétentes dans le cadre des organisations internationales compétentes;

c) les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques;

d) l'adoption de vues communes;

- e) la recherche de la compatibilité entre les réglementations techniques et les procédures d'évaluation de la conformité, et de la convergence entre ces éléments;
- f) la suppression des obstacles au commerce inutiles.

ARTICLE 75

Sécurité alimentaire, mesures SPS et questions relatives au bien-être animal

1. Les parties encouragent la coopération et la coordination entre les autorités compétentes, y compris dans le cadre des organisations internationales compétentes, en ce qui concerne la sécurité alimentaire, les mesures SPS ainsi que le bien-être animal, afin de tirer profit de leurs relations commerciales bilatérales. Elles favorisent la coopération en vue de la reconnaissance de l'équivalence et de l'harmonisation des mesures SPS, et fournissent conseils et assistance technique sur la mise en œuvre de ces mesures.

2. La coopération en ce qui concerne la sécurité alimentaire, les mesures SPS et le bien-être animal a pour but de renforcer les capacités de chaque partie afin d'améliorer son accès au marché de l'autre partie tout en préservant le niveau de protection des personnes, des animaux et des plantes ainsi que le bien-être animal.

3. Cette coopération peut notamment viser à:

a) fournir une expertise sur les ressources techniques et législatives nécessaires pour élaborer et faire respecter la législation ainsi que pour concevoir des systèmes de contrôle SPS officiels, notamment des programmes d'éradication, des systèmes de sécurité alimentaire et des notifications d'alerte, et fournir une expertise sur le bien-être animal;

b) soutenir le développement et le renforcement des capacités institutionnelles et administratives à Cuba, notamment ses capacités de contrôle, en vue d'améliorer sa situation SPS

c) développer les capacités de Cuba à satisfaire aux exigences SPS, afin d'améliorer l'accès au marché de chaque partie tout en préservant le niveau de protection nécessaire;

d) renforcer le système de contrôle officiel pour les exportations vers l'Union européenne grâce à l'amélioration des capacités d'analyse et de la gestion des laboratoires nationaux en vue du respect des exigences de la législation de l'Union européenne;

e) fournir des conseils et une assistance technique en ce qui concerne le système de réglementation SPS de l'Union européenne et la mise en œuvre des normes applicables sur le marché de l'Union européenne;

f) favoriser la coopération au sein des organisations internationales compétentes (comité des SPS de l'accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, convention internationale pour la protection des végétaux, Organisation mondiale de la santé animale et commission du Codex Alimentarius) afin de renforcer l'application des normes internationales.

ARTICLE 76

Produits traditionnels et artisanaux

Les parties reconnaissent l'importance de la coopération pour promouvoir la production des produits traditionnels et artisanaux.

La coopération pourrait être axée plus spécifiquement sur les aspects suivants:

a) le développement des capacités nécessaires pour faciliter de réelles possibilités d'accès au marché des produits artisanaux;

b) le soutien aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises des zones urbaines et rurales qui fabriquent et exportent des produits artisanaux, notamment grâce au renforcement des institutions de soutien compétentes;

c) l'encouragement du maintien des produits traditionnels;

d) l'amélioration de la performance commerciale des fabricants de produits artisanaux.

ARTICLE 77

Commerce et développement durable

1. Les parties reconnaissent la contribution à l'objectif de développement durable qui peut être apportée par la promotion de politiques commerciales, environnementales et sociales complémentaires.

2. Afin de compléter les actions exposées aux titres III et IV de la partie III, les parties conviennent de coopérer, entre autres, en:

a) élaborant des programmes et des mesures relatifs à la mise en œuvre et à l'application des aspects liés au commerce des accords multilatéraux en matière d'environnement et des lois environnementales;

b) soutenant la mise en place d'un cadre propice aux échanges de biens et de services contribuant au développement durable, y compris par la diffusion de pratiques axées sur la responsabilité sociale des entreprises;

c) encourageant les échanges de produits dérivés de ressources naturelles gérées de manière durable, notamment par des mesures efficaces concernant la conservation et la gestion durable de la vie sauvage, des ressources halieutiques et des forêts, ainsi qu'en élaborant des mesures visant à lutter contre le commerce illégal ayant une incidence environnementale, y compris par des mesures coercitives et une coopération douanière;

d) renforçant la capacité institutionnelle d'analyse et d'action en matière de commerce et de développement durable.

ARTICLE 78

Coopération en matière de défense commerciale

Les parties conviennent de coopérer dans le domaine de la défense commerciale, par l'échange d'expériences, l'apport d'une assistance technique et le renforcement des capacités.

ARTICLE 79

Règles d'origine

Les parties reconnaissent que les règles d'origine jouent un rôle important dans le commerce international et conviennent de coopérer en fournissant une assistance technique et en veillant au renforcement des capacités, et par l'échange d'expériences dans ce domaine.

ARTICLE 80

Investissements

Les parties encouragent l'accroissement des flux d'investissements grâce à la connaissance mutuelle de la législation applicable et à la mise en place d'un environnement attrayant et prévisible pour leurs investissements réciproques, par un dialogue visant à améliorer la compréhension et la coopération sur les questions d'investissement et à favoriser un régime d'investissements et un climat des affaires stables, transparents et non discriminatoires.

PARTIE V

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINALES

ARTICLE 81

Conseil conjoint

1. Un conseil conjoint est institué. Il contrôle la réalisation des objectifs du présent accord et supervise sa mise en œuvre. Il se réunit au niveau ministériel à intervalles réguliers, qui ne peuvent excéder une durée de deux ans, et tient des réunions extraordinaires dès que les circonstances l'exigent, si les parties en conviennent.

2. Le conseil conjoint examine toute question importante s'inscrivant dans le cadre du présent accord, ainsi que toute autre question bilatérale, multilatérale ou internationale d'intérêt commun.

3. Le conseil conjoint est composé de représentants des parties au niveau ministériel, conformément aux dispositions internes respectives des parties et en fonction des questions spécifiques à traiter.

4. Le conseil conjoint arrête son propre règlement intérieur.

5. La présidence du conseil conjoint est assurée à tour de rôle par un représentant de l'Union européenne et par un représentant de la République de Cuba, la rotation s'effectuant à chaque réunion, selon les modalités prévues dans son règlement intérieur.

6. Afin d'atteindre les objectifs du présent accord, le conseil conjoint a le pouvoir de prendre des décisions. Les décisions prises sont contraignantes pour les parties, qui sont tenues de prendre toutes les mesures nécessaires à leur exécution.

7. Le conseil conjoint peut aussi formuler des recommandations appropriées.

8. Le conseil conjoint arrête des décisions et des recommandations d'un commun accord entre les parties. Cette procédure s'applique à tous les autres organes directeurs institués en vertu du présent accord.

ARTICLE 82

Comité mixte

1. Le conseil conjoint est assisté dans l'accomplissement de ses tâches par un comité mixte, composé de représentants des parties au niveau des hauts fonctionnaires, en fonction des questions spécifiques à traiter.

2. Le comité mixte est chargé de la mise en œuvre générale du présent accord.

3. Le règlement intérieur du comité mixte est arrêté par le conseil conjoint.

4. Le comité mixte a le pouvoir de prendre des décisions lorsque ce pouvoir lui a été délégué par le conseil conjoint.

5. Le comité mixte se réunit généralement une fois par an pour procéder à un examen global de la mise en œuvre du présent accord, alternativement à Bruxelles et à Cuba, à une date et selon un ordre du jour convenus à l'avance par les parties. Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées, d'un commun accord, à la demande de l'une ou l'autre des parties. La présidence du comité mixte est assurée à tour de rôle par un représentant de l'Union européenne et par un représentant de la République de Cuba, la rotation s'effectuant à chaque réunion.

ARTICLE 83

Sous-comités

1. Le comité mixte peut décider d'instituer des sous-comités pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Il peut décider de modifier les tâches assignées à un sous-comité ou de dissoudre un sous-comité.

2. Les sous-comités se réunissent une fois par an ou à la demande de l'une ou l'autre des parties ou du comité mixte, au niveau approprié. Lorsqu'elles sont menées en personne, les réunions sont organisées alternativement à Bruxelles et à Cuba. Les réunions peuvent également être tenues à l'aide de tout moyen technologique dont disposent les parties.

3. La présidence des sous-comités est exercée à tour de rôle par un représentant des parties, pour une période d'un an.

4. La création ou l'existence d'un sous-comité ne doit pas empêcher les parties de soumettre directement toute question au comité mixte.

5. Le comité mixte adopte un règlement intérieur définissant la composition, la mission et le fonctionnement de ces sous-comités, pour autant que ces dispositions ne soient pas prévues par le présent accord.

6. Il est institué un sous-comité de coopération. Celui-ci assiste le comité mixte dans l'accomplissement de ses tâches en ce qui concerne la partie III du présent accord. Ce sous-comité a en outre pour tâches:

a) de traiter toute question liée à la coopération qui lui est confiée par le comité mixte;

b) d'assurer le suivi de la mise en œuvre globale de la partie III du présent accord;

c) d'examiner toutes les questions de coopération connexes susceptibles d'avoir une incidence sur le fonctionnement de la partie III du présent accord.

ARTICLE 84

Définition des « parties »

Aux fins du présent accord, on entend par « parties », d'une part, l'Union européenne ou ses États membres, ou l'Union européenne et ses États membres, en fonction de leurs compétences respectives, et, d'autre part, la République de Cuba.

ARTICLE 85

Exécution des obligations

1. Les parties prennent toute mesure générale ou particulière nécessaire à l'accomplissement des obligations que leur impose le présent accord et veillent à ce que les objectifs définis par le présent accord soient atteints.

2. Si une partie considère qu'une autre partie n'a pas satisfait à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, elle peut recourir à des mesures appropriées. Auparavant, elle doit, sauf en cas d'urgence particulière, soumettre au conseil conjoint, dans un délai de trente jours, tous les éléments d'information nécessaires à un examen approfondi de la situation en vue de la recherche d'une solution acceptable par les parties. Lors de la sélection des mesures à adopter, la priorité est accordée aux mesures perturbant le moins la mise en œuvre du présent accord. Ces mesures sont notifiées immédiatement à l'autre partie et font l'objet de consultations au sein du comité mixte si l'autre partie en fait la demande.

3. Les parties conviennent qu'aux fins du paragraphe 2, on entend par « cas d'urgence particulière » un cas de violation substantielle du présent accord par l'une des parties. Les parties conviennent en outre que par « mesures appropriées », au paragraphe 2, on entend des mesures arrêtées conformément au droit international. Il est entendu que la suspension constituerait une mesure prise en dernier ressort. Une violation substantielle du présent accord consiste en:

a) une dénonciation du présent accord, en tout ou en partie, non consacrée par les règles générales du droit international;

b) une violation des éléments essentiels du présent accord, au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 5, et de l'article 7.

4. Si une partie recourt à une mesure en cas d'urgence particulière, l'autre partie peut demander la convocation d'une réunion urgente des parties dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 86

Entrée en vigueur, application provisoire, durée et dénonciation

1. Le présent accord est approuvé par les parties selon les procédures juridiques internes qui leur sont propres.

2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifiées mutuellement l'accomplissement des procédures juridiques internes visées au paragraphe 1.

3. Nonobstant le paragraphe 2, l'Union européenne et Cuba appliquent le présent accord, en tout ou en partie, à titre provisoire, en conformité avec le présent paragraphe, dans l'attente de son entrée en vigueur et conformément à leurs législations et procédures internes respectives applicables.

L'application à titre provisoire commence le premier jour du deuxième mois qui suit la date à laquelle l'Union européenne et Cuba se sont notifiées mutuellement ce qui suit:

a) dans le cas de l'Union, l'accomplissement des procédures internes nécessaires à cette fin, spécifiant les volets de l'accord faisant l'objet de l'application à titre provisoire, et

b) dans le cas de Cuba, l'accomplissement des procédures internes nécessaires à cette fin, confirmant son consentement à l'application à titre provisoire des volets concernés de l'accord.

4. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée. Chaque partie peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de le dénoncer. La dénonciation prend effet six mois après la date de la notification.

5. Les notifications effectuées conformément au présent article sont adressées, en ce qui concerne l'Union européenne, au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et, en ce qui concerne la République de Cuba, au ministère cubain des affaires étrangères, qui sont les dépositaires du présent accord.

ARTICLE 87

Modifications

Le présent accord peut être modifié par un accord écrit conclu entre les parties. Ces modifications entrent en vigueur à la date convenue par les parties, après l'accomplissement de leurs exigences et procédures juridiques respectives.

ARTICLE 88

Application territoriale

Le présent accord s'applique, d'une part, aux territoires où le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne sont applicables et dans les conditions définies dans lesdits traités et, d'autre part, au territoire de la République de Cuba.

ARTICLE 89

Textes faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, tous les textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016.

Liste des États liés

États	Datum authentification	Notification	Entrée en vigueur
Belgique	12/12/2016	16/05/2019	-
Bulgarie	12/12/2016	20/07/2017	-
Chypre	12/12/2016	13/11/2018	-
Danemark	12/12/2016	16/01/2018	-
Allemagne	12/12/2016	17/10/2017	-
Estonie	12/12/2016	03/03/2017	-
Union européenne	12/12/2016	-	-
Finlande	12/12/2016	22/12/2017	

États	Datum authentification	Notification	Entrée en vigueur
France	12/12/2016	14/05/2019	-
Grèce	12/12/2016	23/10/2018	-
Hongrie	12/12/2016	10/05/2017	-
Irlande	12/12/2016		-
Italie	12/12/2016	-	-
République tchèque	12/12/2016	27/10/2017	-
Croatie	12/12/2016	30/04/2019	-
Lettonie	12/12/2016	09/11/2017	
Lituanie	12/12/2016		-
Luxembourg	12/12/2016	26/02/2018	
Malte	12/12/2016	06/11/2018	-
Pays-Bas	12/12/2016	-	-
Autriche	12/12/2016	20/12/2018	-
Pologne	12/12/2016	12/04/2018	-
Portugal	12/12/2016	20/12/2018	-
Roumanie	12/12/2016	14/06/2018	-
Slovénie	12/12/2016	11/04/2018	-
Slovaquie	12/12/2016	14/08/2017	-
Espagne	12/12/2016	22/01/2018	-
Cuba	12/12/2016	20/05/2019	-
Royaume Uni	12/12/2016	13/11/2018	-
Suède	12/12/2016	-	-

OVEREENKOMST INZAKE POLITIEKE DIALOOG EN SAMENWERKING TUSSEN DE EUROPESE UNIE
EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJD, EN DE REPUBLIEK CUBA, ANDERZIJD

HET KONINKRIJK BELGIË

DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE,

DE FRANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK KROATIË,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,

DE REPUBLIEK LITOUWEN,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

HONGARIJE,

DE REPUBLIEK MALTA,

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,

DE REPUBLIEK POLEN,

DE PORTUGESE REPUBLIEK,

ROEMENIË,

DE REPUBLIEK SLOVENIË,

DE SLOWAakse REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK FINLAND,

HET KONINKRIJK ZWEDEN,

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

Verdragsluitende partijen bij het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, hierna de "lidstaten van de Europese Unie" genoemd, en

DE EUROPESE UNIE,

enerzijds, en

DE REPUBLIEK CUBA, hierna "Cuba" genoemd,
anderzijds,

OVERWEGENDE het verlangen van de partijen om hun banden te consolideren en te verdiepen door een versterking van de politieke dialoog, samenwerking, en economische en handelsbetrekkingen, in een geest van wederzijds respect en gelijkheid;

NADRUK LEGGEND OP het belang dat zij hechten aan een versterking van de politieke dialoog over bilaterale en internationale aangelegenheden;

NADRUK LEGGEND OP hun bereidheid samen te werken in internationale fora inzake kwesties van wederzijds belang;

REKENING HOUDEND met hun engagement om het strategische partnerschap tussen de Europese Unie en Latijns-Amerika en het Caribisch gebied en de gezamenlijke strategie voor een partnerschap tussen de EU en het Caribisch gebied verder te bevorderen, met aandacht voor de wederzijdse voordelen van regionale samenwerking en integratie;

HERBEVESTIGEND dat de soevereiniteit, de territoriale integriteit en de politieke onafhankelijkheid van de Republiek Cuba moeten worden geëerbiedigd;

HERBEVESTIGEND dat zij zich engageren voor een versterking van een doeltreffend multilateralisme en van de rol van de Verenigde Naties alsook van alle beginselen en doelstellingen die zijn vervat in het Handvest van de Verenigde Naties;

HERBEVESTIGEND dat de universele mensenrechten zoals verwoord in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en andere relevante internationale instrumenten inzake de mensenrechten, gerespecteerd moeten worden;

HERINNEREND aan hun engagement voor de erkende beginselen van democratie, goed bestuur en de rechtsstaat;

HERBEVESTIGEND dat zij zich engageren voor de bevordering van de internationale vrede en veiligheid en de vreedzame beslechting van geschillen, conform de beginselen van het recht en de internationale wetgeving;

GEZIEN hun engagement voor de internationale verplichtingen op het gebied van ontwapening en de non-proliferatie van massavernietigingswapens en overbrengingsmiddelen daarvoor, en voor samenwerking op dat gebied;

GEZIEN hun engagement voor de bestrijding van de onwettige handel in en de accumulatie van handvuurwapens en lichte wapens, volledig conform de verplichtingen uit hoofde van internationale instrumenten, en voor samenwerking op dat gebied;

BEVESTIGEND hun engagement om alle vormen van discriminatie te bestrijden en uit te bannen, met inbegrip van discriminatie op grond van ras, huidskleur of etnische oorsprong, godsdienst of geloofsovertuiging, handicap, leeftijd of seksuele oriëntatie;

WIJZENDE OP hun engagement voor inclusieve en duurzame ontwikkeling en voor samenwerking om de doelstellingen van de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 te verwezenlijken;

ERKENNENDE dat Cuba een eiland en ontwikkelingsland is en rekening houdend met de respectieve ontwikkelingsstadia van de partijen;

ERKENNENDE het belang van ontwikkelingssamenwerking voor ontwikkelingslanden, voor duurzame groei, duurzame ontwikkeling en de volledige verwezenlijking van de internationaal overeengekomen ontwikkelingsdoelstellingen;

GEBASEERD op het beginsel van gedeelde verantwoordelijkheid en overtuigd van het belang om de productie van, de handel in en het gebruik van drugs te voorkomen;

HERINNEREND aan hun engagement voor de bestrijding van corruptie, witwassen, georganiseerde criminaliteit, de mensenhandel en de smokkel van migranten;

ERKENNENDE de noodzaak van opgedreven samenwerking op het gebied van de bevordering van justitie, veiligheid van de burger en migratie;

ZICH BEWUST VAN de noodzaak om de doelstellingen van deze overeenkomst te bevorderen door dialoog en samenwerking met alle relevante belanghebbenden, met inbegrip van, waar passend, regionale en lokale besturen, het maatschappelijk middenveld en de particuliere sector;

HERINNEREND aan hun internationale verbintenissen met betrekking tot sociale ontwikkeling, onder meer op het gebied van onderwijs, gezondheidszorg en arbeidsrechten, alsook milieu;

HERBEVESTIGEND het soevereine recht van de staten over hun natuurlijke hulpbronnen en hun verantwoordelijkheid om het milieu te beschermen overeenkomstig hun nationale wetgeving, de beginselen van het internationale recht en de verklaring van de Conferentie van de Verenigde Naties over duurzame ontwikkeling;

HERBEVESTIGEND het belang dat de partijen hechten aan de beginselen en regels ten aanzien van de internationale handel, met name die zijn opgenomen in de overeenkomst tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie van 15 april 1994 en de multilaterale overeenkomsten die zijn gehecht aan de WTO-overeenkomst, alsmede aan de noodzaak om deze op een transparante en niet-discriminerende wijze toe te passen;

HERHALEND hun bezwaar tegen eenzijdige dwangmaatregelen met extraterritoriale gevolgen, in strijd met het internationaal recht en de beginselen van de vrije handel, en zich verbindend tot de afschaffing ervan;

ER NOTA VAN NEMEND dat, als de partijen in het kader van deze overeenkomst mochten besluiten tot het aangaan van specifieke overeenkomsten op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht, die door de Unie zouden worden gesloten krachtens titel V van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, de bepalingen van dergelijke toekomstige overeenkomsten niet bindend zijn voor het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland, tenzij de Europese Unie, tegelijk met het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland wat betreft hun respectieve voorafgaandelijke bilaterale betrekkingen, Cuba ervan in kennis stelt dat het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland gebonden zijn door dergelijke overeenkomsten als deel van de Unie, overeenkomstig protocol 21 betreffende de positie van het Verenigd Koninkrijk en Ierland ten aanzien van de ruimte van vrijheid, veiligheid en recht, dat aan het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie is gehecht. Evenzo zijn mogelijke latere interne maatregelen van de Europese Unie die met het oog op de uitvoering van deze overeenkomst krachtens titel V van het derde deel van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie worden genomen, niet bindend voor het Verenigd Koninkrijk en/of Ierland, tenzij deze laatsten hun wens te kennen hebben gegeven deel te nemen aan deze maatregelen of deze te aanvaarden overeenkomstig protocol 21. Voorts nota nemend van het feit dat dergelijke toekomstige overeenkomsten of dergelijke latere interne maatregelen van de Europese Unie zouden komen te vallen onder protocol 22 betreffende de positie van Denemarken dat gehecht is aan voornoemde Verdragen,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

DEEL I

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 1

Beginselen

1. De partijen bevestigen hun engagement voor een sterk en doeltreffend multilateraal systeem en de volledige eerbiediging en naleving van het internationaal recht en de doelstellingen en beginselen die zijn vervat in het Handvest van de Verenigde Naties ("VN-Handvest") .

2. Voorts beschouwen de partijen hun engagement voor de vastgestelde grondslag van de betrekkingen tussen de Europese Unie en Cuba, te weten gelijkheid, wederkerigheid en wederzijds respect, als een fundamenteel aspect van deze overeenkomst.

3. De partijen komen overeen dat alle activiteiten in het kader van deze overeenkomst worden uitgevoerd overeenkomstig hun respectieve grondwettelijke beginselen, wettelijke kaders, wetgeving, normen en regelgeving, alsook de toepasselijke internationale instrumenten waarbij zij partij zijn.

4. De partijen bevestigen hun verbintenis om duurzame ontwikkeling te bevorderen, hetgeen een leidend beginsel vormt voor de uitvoering van deze overeenkomst.

5. De eerbiediging en bevordering van de democratische beginselen, de eerbiediging van alle mensenrechten en grondrechten die zijn vervat in de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en de relevante internationale instrumenten inzake de mensenrechten en de bijbehorende facultatieve protocollen die van toepassing zijn op de partijen, en de eerbiediging van de rechtsstaat vormen een essentieel element van deze overeenkomst.

6. In het kader van hun samenwerking erkennen de partijen dat alle volkeren het recht hebben hun politieke stelsel vrij te kiezen en in vrijheid te streven naar economische, sociale en culturele ontwikkeling.

ARTIKEL 2

Doelstellingen

De partijen komen overeen dat deze overeenkomst de volgende doelstellingen heeft:

a) consolidering en versterking van de bestaande betrekkingen tussen de partijen op het gebied van politieke dialoog, samenwerking en handel, op basis van wederzijds respect, wederkerigheid, gemeenschappelijke belangen en respect voor de soevereiniteit van de partijen;

b) begeleiding van het moderniseringsproces van de economie en de maatschappij in Cuba, door een omvattend kader te bieden voor dialoog en samenwerking;

c) een resultaatgerichte dialoog op basis van het internationaal recht ter versterking van de bilaterale samenwerking en wederzijdse betrokkenheid in internationale fora, meer bepaald de Verenigde Naties, met de bedoeling de mensenrechten en de democratie te versterken, duurzame ontwikkeling te bereiken en discriminatie in alle vormen te beëindigen;

d) steun voor de inspanningen om de doelstellingen van de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 te verwezenlijken;

e) bevordering van de handel en economische betrekkingen conform de voorschriften en beginselen van de internationale handel als geformuleerd in de overeenkomsten van de Wereldhandelsorganisatie;

f) versterking van de regionale samenwerking in het Caribisch gebied en Latijns-Amerika met als doel de ontwikkeling, waar mogelijk, van regionale respons op regionale en mondiale problemen en de bevordering van de duurzame ontwikkeling van de regio;

g) bevordering van beter begrip door meer contact, dialoog en samenwerking tussen de maatschappijen van Cuba en de EU-landen op alle niveaus.

DEEL II

POLITIEKE DIALOOG

ARTIKEL 3

Doelstellingen

De partijen komen overeen een politieke dialoog te voeren. De doelstellingen van deze dialoog zijn de volgende:

a) versterking van de politieke betrekkingen en bevordering van uitwisselingen en wederzijds begrip inzake kwesties van gemeenschappelijk belang en gemeenschappelijke zorg;

b) realisering van een brede uitwisseling van visies en informatie tussen de partijen over standpunten in internationale fora en bevordering van wederzijds vertrouwen met waar mogelijk het vaststellen en versterken van gezamenlijke benaderingen;

c) versterking van de Verenigde Naties als centrum van het multilaterale systeem, in het licht van het VN-Handvest en het internationaal recht, met als doel mondiale problemen doelmatig aan te pakken;

d) verdere versterking van het strategische partnerschap tussen de Europese Unie en de Gemeenschap van Latijns-Amerikaanse en Caribische landen (CELAC) .

ARTIKEL 4

Gebieden en modaliteiten

1. De partijen komen overeen regelmatig een politieke dialoog te houden die plaatsvindt op het niveau van hoge ambtenaren en op politiek niveau en die alle aspecten van wederzijds belang op regionaal of internationaal niveau bestrijkt. De kwesties die in de politieke dialoog aan bod moeten komen, worden op voorhand door de partijen overeengekomen.

2. De politieke dialoog tussen de partijen heeft tot doel de belangen en standpunten van beide partijen te verduidelijken en een gemeenschappelijke basis te vinden voor bilaterale samenwerkingsinitiatieven of voor multilaterale actie op de gebieden die in deze overeenkomst zijn vastgesteld, en op andere gebieden die in overleg tussen beide partijen daaraan kunnen worden toegevoegd.

3. De partijen gaan, wanneer dat nodig is, specifieke dialogen aan op bepaalde gebieden, zoals onderling overeengekomen.

ARTIKEL 5

Mensenrechten

Binnen het kader van de omvattende politieke dialoog komen de partijen overeen een mensenrechtendialoog op te zetten, met als doel de praktische samenwerking tussen de partijen zowel op multilateraal als op bilateraal niveau te bevorderen. De agenda voor elke dialoogsessie wordt door de partijen overeengekomen, is de weerspiegeling van hun respectieve belangstelling en beoogt op een evenwichtige manier burgerrechten en politieke rechten, en economische, sociale en culturele rechten aan te pakken.

ARTIKEL 6

Illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens en andere conventionele wapens

1. De partijen erkennen dat de illegale productie en overdracht van en de illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens en munitie daarvoor, alsmede buitensporige accumulatie, slecht beheer, inadequaate beveiligde voorraden en ongecontroleerde verspreiding ervan een ernstige bedreiging voor de vrede en de internationale veiligheid blijven vormen.

2. De partijen komen overeen hun verplichtingen en verbintenissen op dit gebied uit hoofde van de toepasselijke internationale overeenkomsten en resoluties van de Verenigde Naties, alsook andere internationale instrumenten volledig na te komen en ten uitvoer te leggen, binnen het erkende kader van het actieprogramma van de Verenigde Naties ter voorkoming, bestrijding en uitbanning van alle illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens in al zijn aspecten.

3. De partijen bevestigen opnieuw het inherente recht op zelfverdediging uit hoofde van artikel 51 van het VN-Handvest; voorts bevestigen zij opnieuw het recht van elke staat om handvuurwapens en lichte wapens aan te maken, in te voeren en in bezit te houden met het oog op doeleinden van defensie en nationale veiligheid, alsook de capaciteit voor deelname aan vredeshandhavende operaties overeenkomstig het VN-Handvest en op basis van het besluit van elke der partijen.

4. De partijen erkennen het belang van interne-controlesystemen voor de overdracht van conventionele wapens overeenkomstig de in lid 2 bedoelde internationale instrumenten. De partijen erkennen het belang van de toepassing van dergelijke controles op een verantwoorde manier, als bijdrage tot de internationale en regionale vrede, veiligheid en stabiliteit, tot het terugdringen van menselijk leed en ter voorkoming van illegale handel in conventionele wapens of hun verspreiding onder niet-geautoriseerde ontvangers.

5. De partijen komen voorts overeen samen te werken op bilateraal, regionaal en internationaal niveau en de coördinatie, complementariteit en synergie te verzekeren in hun inspanningen voor passende wet- en regelgeving en procedures voor doeltreffende controle van de productie, uitvoer, invoer, overdracht of heroverdracht van handvuurwapens en lichte wapens en andere conventionele wapens en voor de preventie, bestrijding en uitbanning van de illegale wapenhandel, waardoor wordt bijgedragen tot het behoud van de internationale vrede en veiligheid. De partijen komen overeen een regelmatige politieke dialoog in te stellen om deze initiatieven te begeleiden en te consolideren, rekening houdend met de aard, de reikwijdte en de omvang van de illegale wapenhandel voor elke partij.

ARTIKEL 7

Ontwapening en non-proliferatie van massavernietigingswapens

1. De partijen bevestigen opnieuw hun verbintenis tot algemene en volledige ontwapening en zijn van oordeel dat de proliferatie van nucleaire, chemische en biologische wapens en overbrengingsmiddelen daarvoor, onder zowel overheids- als niet-overheidsactoren, een van de ernstigste bedreigingen voor de internationale vrede, stabiliteit en veiligheid vormt.

2. De partijen nemen nota van de uitroeping van Latijns-Amerika en het Caribisch gebied tot zone van vrede, hetgeen inhoudt dat de staten van die regio nucleaire ontwapening voorstaan, alsook de status van Latijns-Amerika en het Caribisch gebied als kernwapenvrije zone.

3. De partijen komen overeen samen te werken aan en bij te dragen tot internationale inspanningen voor ontwapening, non-proliferatie van massavernietigingswapens in al haar aspecten, alsook de overbrengingsmiddelen daarvoor, en nationale wapenexportcontroles, door de volledige naleving en uitvoering op nationaal niveau van hun bestaande verplichtingen op grond van de ontwapenings- en non-proliferatieverdragen en -overeenkomsten en andere internationale verplichtingen die van toepassing zijn op de partijen, alsook op grond van de beginselen en normen van het internationaal recht.

4. De partijen komen overeen dat deze bepaling een essentieel element van deze overeenkomst vormt.

5. De partijen komen voorts overeen van gedachten te wisselen en samen te werken met het oog op de mogelijke toekomstige ondertekening of ratificatie van of toetreding tot, als passend, relevante internationale instrumenten en de instrumenten waarbij zij partij zijn, ten volle uit te voeren en na te leven.

6. De partijen komen overeen een regelmatige politieke dialoog in te stellen ter begeleiding van hun samenwerking op dit vlak.

ARTIKEL 8

Strijd tegen het terrorisme in al zijn vormen en uitingen

1. De partijen bevestigen opnieuw het belang van de voorkoming en bestrijding van terrorisme in al zijn vormen en uitingen en komen overeen samen te werken aan de uitwisseling van ervaringen en informatie, met volledige eerbiediging van de beginselen van het VN-Handvest, de rechtsstaat en het internationaal recht, met inbegrip van de internationale mensenrechtenwetgeving en het humanitair recht, rekening houdend met de mondiale strategie voor terrorismebestrijding van de Verenigde Naties, die is vervat in Resolutie 60/288 van de Algemene Vergadering van de VN van 8 september 2006, en de geregelde herzieningen daarvan.

2. De partijen doen dit in het bijzonder:

a) in het kader van de uitvoering van de relevante VN-resoluties en de ratificatie en tenuitvoerlegging van de universele rechtsinstrumenten tegen terrorisme en andere rechtsinstrumenten die relevant zijn voor de partijen;

b) door samen te werken aan de uitwisseling van informatie over terroristische groeperingen en de netwerken die hen ondersteunen, overeenkomstig het nationale en internationale recht;

c) door samen te werken aan de uitwisseling van gedachten over middelen, methoden en optimale werkwijzen voor de bestrijding van terrorisme en het aanzetten tot terroristische daden, met inbegrip van technische aspecten en opleiding in verband met de preventie van terrorisme;

d) door samen te werken met het oog op een internationale consensus over de strijd tegen terrorisme en terrorismefinanciering en het normatieve kader daarvoor, en om zo spoedig mogelijk te streven naar een akkoord over het Alomvattend Verdrag betreffende internationaal terrorisme als aanvulling bij de bestaande VN- en andere toepasselijke internationale instrumenten voor terrorismebestrijding waarbij zij partij zijn;

e) door de samenwerking tussen de lidstaten van de VN te bevorderen voor een doeltreffende tenuitvoerlegging van de mondiale strategie voor terrorismebestrijding van de Verenigde Naties in haar geheel, met alle passende middelen.

ARTIKEL 9

Ernstige misdrijven waarmee de internationale gemeenschap wordt geconfronteerd

1. De partijen bevestigen opnieuw dat de ernstigste misdrijven waarmee de internationale gemeenschap wordt geconfronteerd, niet ongestraft mogen blijven en dat de vervolging ervan moet worden gewaarborgd door maatregelen op nationaal en waar nodig internationaal niveau, onder meer door het Internationaal Strafhof.

2. De partijen herhalen het belang van samenwerking met de respectieve rechterlijke instanties overeenkomstig de respectieve wetgeving van de partijen en de toepasselijke internationale verplichtingen.

3. De partijen komen overeen dat de doelstellingen en beginselen van het VN-Handvest en het internationaal recht essentieel zijn voor een doeltreffende en billijke internationale rechtspraak in strafzaken, aanvullend bij de nationale rechtsstelsels.

4. De partijen komen overeen samen te werken voor een versterking van het rechtskader dat is gericht op de voorkoming en bestraffing van de meest ernstige misdrijven waarmee de internationale gemeenschap wordt geconfronteerd, onder meer door de uitwisseling van ervaringen en capaciteitsopbouw op wederzijds overeengekomen gebieden.

ARTIKEL 10

Eenzijdige dwangmaatregelen

1. De partijen wisselen van gedachten over eenzijdige dwangmaatregelen met extraterritoriale gevolgen die in strijd zijn met het internationaal recht en met de algemeen aanvaarde voorschriften voor de internationale handel, waardoor beide partijen worden getroffen en die worden gebruikt als een politieke en economisch drukmiddel tegen staten en de soevereiniteit van andere staten aantasten.

2. De partijen houden een regelmatige dialoog over de toepassing van dergelijke maatregelen en over de voorkoming en verzachting van de gevolgen ervan.

ARTIKEL 11

Bestrijding van mensenhandel en migrantensmokkel

1. Met het oog op het vaststellen van gebieden en manieren van aanpak voor gezamenlijke actie wisselen de partijen inzichten uit over de preventie en de bestrijding van migrantensmokkel en mensenhandel in al zijn vormen en over de bescherming van de slachtoffers overeenkomstig het VN-Handvest en de relevante internationale instrumenten, meer bepaald het Verdrag van de Verenigde Naties ter bestrijding van de grensoverschrijdende georganiseerde criminaliteit, het protocol inzake de voorkoming, bestrijding en bestraffing van de handel in mensen, met name vrouwen en kinderen, en het protocol tegen de smokkel van migranten over land, over zee en door de lucht, alsook het mondiale actieplan van de VN ter bestrijding van mensenhandel, dat bij Resolutie 64/293 door de Algemene Vergadering van de VN is aangenomen.

2. De partijen richten zich in het bijzonder op het volgende:

a) de bevordering van wetgeving en beleidsmaatregelen die overeenstemmen met de bepalingen van het Verdrag van de Verenigde Naties ter bestrijding van de grensoverschrijdende georganiseerde criminaliteit, het protocol inzake de voorkoming, bestrijding en bestraffing van de handel in mensen, met name vrouwen en kinderen, en het protocol tegen de smokkel van migranten over land, over zee en door de lucht;

b) optimale werkwijzen en activiteiten die dienstig zijn voor de identificatie, arrestatie en berechting van criminele netwerken van migrantensmokkel en mensenhandel en voor steunverlening aan de slachtoffers van dergelijke misdrijven.

ARTIKEL 12

Bestrijding van de productie, smokkel en consumptie van drugs

1. De partijen bevestigen opnieuw het belang van de uitwisseling van inzichten en optimale werkwijzen voor het vaststellen van gebieden en manieren van aanpak voor gezamenlijke actie ter voorkoming en bestrijding van de productie, de smokkel en de consumptie van verboden stoffen in al hun varianten, met inbegrip van nieuwe psychotrope stoffen, overeenkomstig het VN-Handvest en de relevante internationale instrumenten, meer bepaald de drie voornaamste drugsbestrijdingsverdragen van de VN van 1961, 1971 en 1988, de politieke verklaring en de verklaring inzake richtsnoeren om de vraag naar drugs te verminderen die in juni 1998 zijn aangenomen door de speciale zitting inzake drugs van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, de politieke verklaring en het actieplan die zijn aangenomen op de bijeenkomst op hoog niveau van de 52e zitting van de VN-commissie verdovende middelen in maart 2009 en het op de bijzondere zitting in april 2016 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties over de mondiale drugsproblematiek vastgestelde slotdocument.

2. De partijen streven ook naar samenwerking met andere landen om de productie en de handel van verboden stoffen terug te dringen, in volledige overeenstemming met het internationaal recht, de soevereiniteit van de staten en het beginsel van gezamenlijke en gedeelde verantwoordelijkheid.

ARTIKEL 13

Bestrijding van rassendiscriminatie, xenofobie en daarmee verband houdende intolerantie

1. De partijen verbinden zich tot de mondiale bestrijding van racisme, rassendiscriminatie, xenofobie en daarmee verband houdende intolerantie, onder meer door de algemene ratificatie en tenuitvoerlegging van het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie.

2. In dit verband wisselen de partijen optimale werkwijzen uit over strategieën en beleidsmaatregelen ter bevordering van de strijd tegen rassendiscriminatie, xenofobie en daarmee verband houdende intolerantie, meer bepaald in verband met de uitvoering van de verklaring en het actieprogramma van Durban in het grondgebied van de partijen en wereldwijd.

3. De partijen wisselen tevens inzichten uit over de meest doeltreffende manier om het internationale decennium voor mensen van Afrikaanse afkomst van de Verenigde Naties (2015 tot 2024) ten uitvoer te leggen.

4. De partijen onderzoeken de mogelijkheid om actie te ondernemen om rassendiscriminatie te bestrijden in het kader van de Verenigde Naties en andere fora.

ARTIKEL 14

Duurzame ontwikkeling

1. De partijen verwelkomen de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 en de doelstellingen voor duurzame ontwikkeling die door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties zijn vastgesteld en verbinden zich ertoe te streven naar de verwezenlijking ervan op nationaal en internationaal vlak.

2. De partijen zijn het eens over het belang van de uitbanning van armoede in al haar vormen en van de verwezenlijking van duurzame ontwikkeling in de economische, sociale en milieudimensie op een evenwichtige en geïntegreerde manier. Hiertoe bevestigen de partijen opnieuw hun engagement om de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 uit te voeren overeenkomstig hun respectieve capaciteiten en omstandigheden.

3. De partijen erkennen dat alle 17 doelstellingen voor duurzame ontwikkeling van de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 moeten worden uitgevoerd om op succesvolle manier duurzame ontwikkeling te bereiken. Zij komen overeen inzichten uit te wisselen over de beste manieren van samenwerking voor de verwezenlijking van de doelstellingen voor duurzame ontwikkeling, onder meer door:

a) de bevordering van de uitbanning van armoede, honger, ongeletterdheid en ziekten, en de verzekering van aanhoudende, inclusieve en duurzame economische groei voor allen;

b) prioriteit te geven aan de gezamenlijke oplossing van alle milieuproblemen, met inbegrip van klimaatverandering, en de bevordering van duurzaam beheer en gebruik van water, zeeën en ecosystemen aan land;

c) de samenwerking voor de versterking van de positie van vrouwen, het terugdringen van de ongelijkheid tussen en binnen landen, gemakkelijker toegang tot justitie voor allen en het opzetten van verantwoordelijke, doeltreffende en inclusieve instellingen op alle niveaus.

4. De partijen komen overeen een specifieke dialoog op te zetten over de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 om middelen te vinden om de praktische onderlinge samenwerking te verbeteren binnen het algemene kader van de politieke dialoog. De agenda voor elke dialoogsessie wordt tussen de partijen overeengekomen.

5. De partijen verbinden zich tot een versterking van het mondiale partnerschap voor ontwikkeling, door de samenhang van het beleid op alle niveaus te bevorderen en een omvattende vernieuwende aanpak te ontwikkelen voor het mobiliseren en doeltreffend gebruikmaken van alle beschikbare openbare, particuliere, nationale en internationale hulpmiddelen zoals uiteengezet in het actieprogramma inzake ontwikkelingsfinanciering van Addis Abeba.

6. De partijen erkennen de noodzaak om de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 en het actieprogramma inzake ontwikkelingsfinanciering van Addis Abeba regelmatig op mondiaal niveau te volgen en te herzien in het kader van het politiek forum op hoog niveau van de VN inzake duurzame ontwikkeling, met inbegrip van de middelen voor tenuitvoerlegging, als passend, op nationaal en regionaal niveau.

7. De partijen bevestigen opnieuw de noodzaak dat alle ontwikkelde landen 0,7% van hun bni reserveren voor officiële ontwikkelingshulp, en dat alle opkomende economieën en hogeremiddeninkomenslanden doelstellingen vastleggen om hun aandeel in de internationale overheidsfinanciering op te voeren.

DEEL III

DIALOOG OVER SAMENWERKING EN SECTORAAL BELEID

TITEL I

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 15

Doelstellingen

1. De algemene doelstelling van de dialoog over samenwerking en sectoraal beleid in het kader van deze overeenkomst is de bilaterale betrekkingen tussen de Europese Unie en Cuba te versterken door het faciliteren van middelen mechanismen, instrumenten en procedures.

2. De partijen komen overeen:

a) samenwerkingsacties ten uitvoer te leggen die een aanvulling zijn op de inspanningen van Cuba voor economische en sociale duurzame ontwikkeling, op die gebieden die als prioriteit zijn aangemerkt in de titels I tot en met VI van dit deel;

b) inclusieve duurzame ontwikkeling te bevorderen door de wederzijdse ondersteuning van economische groei, het scheppen van banen, sociale cohesie en bescherming en milieubescherming te stimuleren;

c) bij te dragen tot het verwezenlijken van de doelstellingen van de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 via doeltreffende samenwerkingsacties;

d) wederzijds vertrouwen te bevorderen via regelmatige uitwisselingen van inzichten en de vaststelling van gebieden voor samenwerking inzake mondiale kwesties die voor beide partijen van belang zijn.

ARTIKEL 16

Beginselen

1. De samenwerking dient ter ondersteuning van en aanvulling op de inspanningen van de partijen voor het uitvoeren van de prioriteiten die zijn vastgesteld in hun eigen ontwikkelingsbeleid en -strategieën.

2. De samenwerking is het resultaat van een dialoog tussen de partijen.

3. De samenwerkingsactiviteiten worden ontplooid op zowel bilateraal als regionaal niveau op een wederzijds complementaire wijze teneinde de in deze overeenkomst opgenomen doelstellingen te ondersteunen.

4. De partijen bevorderen de deelname van alle relevante actoren aan hun ontwikkelingsbeleid en samenwerking zoals in deze overeenkomst bepaald.

5. De partijen vergroten de doelmatigheid van hun samenwerking door binnen wederzijds overeengekomen kaders te opereren, rekening houdend met multilateraal overeengekomen internationale verbintenissen. Zij bevorderen harmonisatie, afstemming en coördinatie tussen donoren, en het vervullen van alle wederzijdse verplichtingen die verband houden met de verwezenlijking van de samenwerkingsactiviteiten.

6. De partijen komen overeen om rekening te houden met de verschillende niveaus van ontwikkeling bij de opzet van de samenwerkingsactiviteiten.

7. De partijen komen overeen een transparant en verantwoordelijk beheer van de voor de overeengekomen acties vrijgemaakte financiële middelen te garanderen.

8. De partijen komen overeen dat de samenwerking uit hoofde van deze overeenkomst verloopt volgens hun respectieve procedures.

9. De samenwerking beoogt het bereiken van duurzame ontwikkeling en de uitbreiding van nationale, regionale en lokale capaciteit om duurzaamheid op de lange termijn te bewerkstelligen.

10. Bij de samenwerking wordt met alle horizontale kwesties rekening gehouden.

ARTIKEL 17

Dialogo inzake sectoraal beleid

1. De partijen streven naar het opzetten van een sectorale dialoog op gebieden van wederzijds belang. Deze dialoog kan het volgende omvatten:

- a) uitwisseling van informatie over de formulering en planning van het beleid in de betrokken sectoren;
- b) uitwisseling van inzichten over de afstemming van het wettelijke kader van de partijen op de internationale voorschriften en normen, en de tenuitvoerlegging van dergelijke voorschriften en normen;
- c) uitwisseling van optimale werkwijzen met betrekking tot de formulering van sectoraal beleid, beleidscoördinatie en -beheer of specifieke sectorale problemen.

2. De partijen streven ernaar hun sectorale beleidsdialoog te onderbouwen met concrete samenwerkingsmaatregelen waar dat mogelijk is.

ARTIKEL 18

Modaliteiten en procedures voor samenwerking

1. De partijen komen overeen hun samenwerking te ontwikkelen overeenkomstig de volgende modaliteiten en procedures:

- a) technische en financiële steun, dialoog en uitwisseling van inzichten en informatie als middel om bij te dragen tot de uitvoering van de doelstellingen van de overeenkomst;
- b) de ontwikkeling van bilaterale samenwerking op basis van overeengekomen prioriteiten waarmee de ontwikkelingsstrategieën en -beleidsmaatregelen van Cuba worden bevorderd en aangevuld;
- c) de bevordering van de deelname van Cuba aan de programma's voor regionale samenwerking van de EU;
- d) de bevordering van de deelname van Cuba aan de programma's voor thematische samenwerking van de EU;
- e) de bevordering van de deelname van Cuba als geassocieerde partner aan de kaderprogramma's van de EU;
- f) de bevordering van samenwerking op gebieden van wederzijds belang tussen de partijen en derde landen;
- g) de bevordering van innovatieve samenwerking en financieringsmodaliteiten en —instrumenten voor een doeltreffender samenwerking;
- h) de verdere exploratie van praktische mogelijkheden voor samenwerking in hun wederzijds belang.

2. De Europese Unie stelt Cuba in kennis van nieuwe mechanismen en instrumenten waarvoor Cuba eventueel in aanmerking komt.

3. Humanitaire steun van de EU wordt verstrekt op basis van gezamenlijk vastgestelde behoeften en overeenkomstig de humanitaire beginselen, volgend op natuurrampen of andere rampen.

4. De partijen stellen gezamenlijk praktische responsprocedures op om de doeltreffendheid en doelmatigheid van de samenwerking te garanderen. Dergelijke praktische procedures kunnen waar passend omvatten het opzetten van een coördinatiecomité dat regelmatig bijeenkomt om systematisch alle samenwerkingsacties te plannen, te coördineren en te controleren, alsook informatie- en communicatieactiviteiten om de bekendheid van de EU-steun voor de acties te verhogen.

5. Via zijn bevoegde gedelegeerde entiteiten neemt Cuba het volgende voor zijn rekening:

- a) alle invoerprocedures, vrij van douanekosten en heffingen, voor de goederen en hulpmiddelen met betrekking tot de samenwerkingsacties;
- b) het beheer, tezamen met de gezondheids- en landbouwautoriteiten, van de sanitaire, veterinaire en fytosanitaire controles, waar nodig; alsmede
- c) de volledige migratieprocedures voor personeel dat naar Cuba reist met het oog op de overeengekomen samenwerkingsacties, alsook de procedures in verband met andere vergunningen voor tijdelijke werkzaamheid en verblijf voor buitenlands personeel dat tijdelijk op Cuba werkzaam is.

ARTIKEL 19

Actoren van de samenwerking

De partijen komen overeen de samenwerking te laten uitvoeren door diverse maatschappelijke actoren, overeenkomstig hun relevante procedures, met inbegrip van:

- a) instellingen van de Cubaanse overheid of overheidsorganen die door deze instellingen zijn aangewezen;
- b) lokale autoriteiten op diverse niveaus;
- c) internationale organisaties en hun agentschappen;
- d) de ontwikkelingsagentschappen van de lidstaten van de Europese Unie; alsmede
- e) het maatschappelijk middenveld, met inbegrip van wetenschappelijke, technische, culturele, artistieke, sportieve, op vriendschap en solidariteit gerichte verenigingen, sociale organisaties, vakbonden en coöperaties.

ARTIKEL 20

Sectoren voor samenwerking

1. De partijen komen overeen in de eerste plaats samen te werken op het gebied van de sectoren die zijn genoemd in titels I tot en met VI van dit deel.

2. De partijen komen overeen dat de vast te stellen samenwerkingsacties als horizontale en strategische vectoren voor ontwikkeling het volgende dienen te omvatten:

- a) duurzame ontwikkeling;

- b) mensenrechten en goed bestuur;
- c) milieuduurzaamheid;
- d) rampenpreventie;
- e) het genderperspectief;
- f) personen in een kwetsbare positie;
- g) nationale capaciteitsopbouw; en
- h) kennisbeheer.

ARTIKEL 21

Middelen voor samenwerking en bescherming van de financiële belangen van de partijen

1. De partijen komen overeen de nodige middelen, waaronder financiële middelen, beschikbaar te stellen om de samenwerkingsdoelstellingen van deze overeenkomst te realiseren, voor zover hun respectieve middelen en regelgeving hiertoe de mogelijkheid bieden.

2. De partijen voeren de financiële steun uit volgens de beginselen van gezond financieel beheer en werken samen om hun financiële belangen te beschermen. De partijen nemen doeltreffende maatregelen om fraude, corruptie en andere illegale activiteiten te voorkomen en te bestrijden, onder andere door middel van wederzijdse bestuurlijke en juridische bijstand op de terreinen waarop deze overeenkomst van toepassing is. Elke andere overeenkomst of elk ander financieringsinstrument dat tussen de partijen moet worden gesloten of overeengekomen, moet specifieke financiële-samenwerkingsclausules inzake gecoördineerde controleacties bevatten, zoals controles ter plaatse, inspecties en antifraudemaatregelen, zoals die van het Europees Bureau voor fraudebestrijding en de auditeur-generaal van de Republiek Cuba.

TITEL II

DEMOCRATIE, MENSENRECHTEN EN GOED BESTUUR

ARTIKEL 22

Democratie en mensenrechten

1. In de wetenschap dat regeringen primair verantwoordelijk zijn voor de bescherming en de bevordering van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden, met oog voor het belang van nationale en regionale eigenheden en diverse historische, culturele en religieuze achtergronden, en rekening houdend met de verplichting om alle mensenrechten en fundamentele vrijheden te beschermen ongeacht de politieke, economische en culturele systemen, komen de partijen overeen samen te werken op het gebied van democratie en de mensenrechten.

2. De partijen erkennen dat democratie is gebaseerd op de vrij geuite wil van de burgers om zelf hun politieke, economische, sociale en culturele systemen en hun volle deelname aan alle aspecten van het leven te bepalen.

3. De partijen komen overeen samen te werken voor een versterking van de democratie en hun capaciteit om de beginselen en praktijken van de democratie en de mensenrechten, met inbegrip van de rechten van minderheden, ten uitvoer te leggen.

4. De samenwerking kan onder meer activiteiten omvatten die door de partijen gezamenlijk worden overeengekomen, met als doel:

a) respect en handhaving van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens en bevordering en bescherming van burgerrechten, politieke, economische, sociale en culturele rechten voor iedereen;

b) wereldwijde aanpak van de mensenrechten op een billijke en eerlijke manier, op gelijke voet en met dezelfde nadruk, waarbij wordt erkend dat alle mensenrechten universeel, ondeelbaar en onderling afhankelijk en gerelateerd zijn;

c) doeltreffende uitvoering van de internationale mensenrechteninstrumenten en facultatieve protocollen die toepasselijk zijn voor elke partij, alsook van de aanbevelingen die uitgaan van de mensenrechtenorganen van de Verenigde Naties en die door de partijen worden aanvaard;

d) integratie van de bevordering en bescherming van mensenrechten in nationale beleidslijnen en ontwikkelingsplannen;

e) bevordering van voorlichting en onderwijs op het vlak van mensenrechten, democratie en vrede;

f) versterking van de democratische en aan mensenrechten gerelateerde instellingen, alsmede de wettelijke en institutionele kaders voor de bevordering en bescherming van mensenrechten;

g) ontwikkeling van gezamenlijke initiatieven van wederzijds belang in het kader van relevante multilaterale fora.

ARTIKEL 23

Goed bestuur

1. De partijen komen overeen dat samenwerking op het gebied van goed bestuur wordt gebaseerd op strikt respect van de beginselen van het VN-Handvest en het internationaal recht.

2. De samenwerking kan onder meer activiteiten omvatten die door de partijen gezamenlijk worden overeengekomen, met als doel:

a) respect voor de rechtsstaat;

b) bevordering van transparante, verantwoordelijke, efficiënte, stabiele en democratische instellingen;

c) uitwisseling van ervaringen en capaciteitsopbouw inzake juridische kwesties en gerechtelijke capaciteit;

d) uitwisseling van informatie inzake wettelijke systemen en wetgeving;

e) bevordering van uitwisselingen van optimale werkwijzen inzake goed bestuur, verantwoordingsplicht en transparant beheer op alle niveaus;

f) samenwerking voor meer inclusieve politieke processen waarin alle burgers daadwerkelijk kunnen participeren.

ARTIKEL 24

Versterking van de instellingen en de rechtsstaat

De partijen schenken bijzondere aandacht aan de consolidering van de rechtsstaat, met inbegrip van de toegang tot justitie en een billijke rechtsgang, en de versterking van de instellingen op alle niveaus op het gebied van rechtshandhaving en rechtsbedeling.

ARTIKEL 25

Modernisering van de overheidsdiensten

De partijen komen overeen om met het oog op de modernisering van de overheidsdiensten onder meer samen te werken op de volgende gebieden:

- a) de verbetering van de organisatorische doelmatigheid;
- b) de verbetering van de effectiviteit van de dienstverlening door de instellingen;
- c) de verbetering van de transparantie van en het afleggen van verantwoording over het beheer van de overheidsfinanciën;
- d) de uitwisseling van ervaringen met het oog op de verbetering van het wettelijke en institutionele kader;
- e) capaciteitsopbouw voor onder meer beleidsvorming, uitvoering en evaluatie van het beleid met betrekking tot openbare dienstverlening, e-overheid, en corruptiebestrijding;
- f) de uitwisseling van inzichten en optimale werkwijzen inzake het beheer van de overheidsfinanciën;
- g) de versterking van de decentralisatieprocessen overeenkomstig hun nationale economische en sociale-ontwikkelingsstrategieën.

ARTIKEL 26

Preventie en oplossing van conflicten

1. De partijen komen overeen ervaringen en optimale werkwijzen uit te wisselen in verband met de preventie en oplossing van conflicten op basis van een gemeenschappelijk begrip van de manier om onderliggende oorzaken van conflicten aan te pakken.

2. De samenwerking inzake de preventie en oplossing van conflicten beoogt de capaciteit om conflicten op te lossen te versterken en kan onder meer steun omvatten voor bemiddelings-, onderhandelings- en verzoeningsprocessen en bredere inspanningen om vertrouwen en vredesopbouw op regionaal en internationaal niveau te bevorderen.

TITEL III

BEVORDERING VAN JUSTITIE, VEILIGHEID VAN DE BURGER EN MIGRATIE

ARTIKEL 27

Bescherming van persoonsgegevens

1. De partijen komen overeen samen te werken om een hoog niveau van bescherming van persoonsgegevens te waarborgen overeenkomstig multilateraal overeengekomen normen en andere internationale rechtsinstrumenten en praktijken.

2. De samenwerking inzake de bescherming van persoonsgegevens kan onder meer capaciteitsopbouw, technische bijstand en de uitwisseling van informatie omvatten, als onderling overeengekomen tussen de partijen.

ARTIKEL 28

Drugs

1. De partijen werken samen om een omvattende, geïntegreerde en evenwichtige aanpak te garanderen voor drugspreventie en het aanpakken van het wereldwijde drugsprobleem door doeltreffende actie en coördinatie tussen de bevoegde autoriteiten, meer bepaald op het gebied van gezondheidszorg, onderwijs, rechtshandhaving, douane, sociale zaken, justitie en binnenlandse zaken, met als doel de productie van drugs te elimineren of te beperken en de levering en smokkel van, de vraag naar en het bezit van drugs overeenkomstig de binnenlandse wetgeving en met respect voor de mensenrechten terug te dringen. Dergelijke samenwerking beoogt tevens de effecten van drugs te verzachten, de slachtoffers bij te staan door het verstrekken van niet-discriminerende verzorging, de productie en het gebruik van nieuwe psychotrope stoffen aan te pakken, en op een meer doeltreffende manier misbruik te voorkomen van drugsprecursoren die worden gebruikt voor het onwettig aanmaken van narcotische drugs en psychotrope stoffen.

2. De partijen spreken af hoe zij zullen samenwerken om deze doelstellingen te verwezenlijken. De activiteiten worden gebaseerd op gezamenlijk overeengekomen beginselen overeenkomstig de relevante internationale verdragen, meer bepaald de drie voornaamste drugsbestrijdingsverdragen van de VN van 1961, 1971 en 1988, de politieke verklaring en de verklaring inzake richtsnoeren om de vraag naar drugs te verminderen die in juni 1998 zijn aangenomen door de speciale zitting inzake drugs van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, de politieke verklaring en het actieplan die zijn aangenomen op de bijeenkomst op hoog niveau van de 52e zitting van de VN-commissie verdoevende middelen in maart 2009 en het op de bijzondere zitting in april 2016 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties over de mondiale drugsproblematiek vastgestelde slotdocument.

3. Behoudens de overige samenwerkingsmechanismen, komen de partijen overeen dat op interregionaal niveau het coördinatie- en samenwerkingsmechanisme inzake drugs dat door de Europese Unie en Latijns-Amerika en het Caribisch gebied is ingesteld, ook voor dit doel wordt gebruikt, en dat zij samenwerken om de efficiëntie hiervan te vergroten.

4. De partijen komen verder overeen samen te werken in de strijd tegen criminaliteit in verband met drugshandel, door middel van betere coördinatie met de relevante internationale organen en instellingen, onder meer op het gebied van politie en gerechtelijke samenwerking.

5. De partijen wisselen ervaringen uit op gebieden als beleids-, wetgevende en institutionele ontwikkeling, opleiding van personeel, druggerelateerd onderzoek, preventie, behandeling, rehabilitatie en sociale reïntegratie van druggebruikers, met als doel de negatieve gevolgen van de mondiale drugsproblematiek voor de volksgezondheid en de maatschappij te beperken.

ARTIKEL 29

Witwassen

1. De partijen komen overeen samen te werken voor de preventie en de bestrijding van het gebruik van hun financiële systemen, instellingen en aangewezen niet-financiële ondernemingen en beroepen voor het witwassen van de inkomsten van criminele activiteiten, zoals drugshandel en corruptie, en voor het financieren van terrorisme.

2. De partijen stemmen er mee in optimale werkwijzen, deskundigheid, initiatieven voor capaciteitsopbouw en opleiding als onderling overeengekomen uit te wisselen, betreffende technische en bestuurlijke bijstand gericht op de ontwikkeling en tenuitvoerlegging van regelingen en het doeltreffende functioneren van mechanismen om witwassen en de financiering van terrorisme tegen te gaan.

3. De samenwerking is gericht op:

- a) uitwisseling van relevante informatie binnen de respectieve wettelijke kaders van de partijen;
- b) de goedkeuring en de effectieve uitvoering van adequate normen om witwassen en de financiering van terrorisme te bestrijden, vergelijkbaar met die welke zijn goedgekeurd door de relevante internationale organen die op dit gebied actief zijn, zoals, waar passend, de Financial Action Task Force en de financiële actiegroep voor Latijns-Amerika.

ARTIKEL 30

Georganiseerde criminaliteit

1. De partijen komen overeen samen te werken voor de preventie en bestrijding van georganiseerde criminaliteit, met inbegrip van grensoverschrijdende georganiseerde criminaliteit, en financiële criminaliteit. Daartoe zorgen zij voor de bevordering en uitwisseling van optimale werkwijzen en voor de toepassing van relevante overeengekomen internationale normen en instrumenten, zoals het Verdrag van de Verenigde Naties ter bestrijding van de grensoverschrijdende georganiseerde criminaliteit en de protocollen daarbij, en het Verdrag van de Verenigde Naties tegen corruptie.

2. De partijen komen tevens overeen samen te werken aan een betere veiligheid van burgers, met name door ondersteuning van veiligheidsbeleid en -strategieën. Deze samenwerking dient bij te dragen aan de preventie van criminaliteit en kan activiteiten omvatten zoals regionale samenwerkingsprojecten tussen politionele en justitiële autoriteiten, opleidingsprogramma's, en uitwisseling van optimale werkwijzen voor het profileren van criminelen. Zij omvat verder onder meer gedachtewisselingen over wettelijke kaders, alsmede administratieve en technische bijstand gericht op de versterking van de institutionele en operationele mogelijkheden van rechtshandhavinginstanties en de uitwisseling van informatie en maatregelen ter versterking van de samenwerking inzake onderzoeken.

ARTIKEL 31

Corruptiebestrijding

1. De partijen werken samen met het oog op de toepassing en bevordering van relevante internationale normen en instrumenten, zoals het Verdrag van de Verenigde Naties tegen corruptie.

2. De partijen werken met name samen aan het volgende:

- a) de verbetering van de organisatorische doeltreffendheid en het waarborgen van transparant beheer van overheidsmiddelen en verantwoordingsplicht, met deelname van de respectieve instellingen die zijn opgezet voor de bestrijding van corruptie;
- b) de uitwisseling van optimale werkwijzen ter versterking van de relevante instellingen, met inbegrip van rechtshandhavinginstanties en de rechterlijke macht;
- c) de preventie van corruptie en omkoping in internationale transacties;
- d) de evaluatie van de uitvoering van het beleid ter bestrijding van corruptie op lokaal, regionaal, nationaal en internationaal niveau binnen het kader van het herzieningsmechanisme voor de tenuitvoerlegging van het Verdrag van de Verenigde Naties tegen corruptie;
- e) de stimulering van acties ter bevordering van een cultuur van transparantie, wettelijkheid en een mentaliteitswijziging ten aanzien van corrupte praktijken;
- f) de facilitering van maatregelen om tegoeden te identificeren en te recupereren, waarbij goede werkwijzen en capaciteitsopbouw worden bevorderd.

ARTIKEL 32

Illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens

1. De partijen komen overeen samen te werken voor de preventie en de bestrijding van illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens, ook onderdelen, componenten en munitie daarvoor, door uitvoering te geven aan het erkende kader van het actieprogramma van de VN ter voorkoming, bestrijding en uitbanning van alle illegale handel in handvuurwapens en lichte wapens in al zijn aspecten. In deze context komen zij overeen samen te werken om ervaringen en opleiding uit te wisselen tussen de bevoegde autoriteiten, met inbegrip van douane-, politie- en controle-autoriteiten.

2. Zoals wordt gesteld in het in lid 1 genoemde het actieprogramma van de VN, bevestigen de partijen in dit verband onder meer opnieuw het inherente recht op individuele of collectieve zelfverdediging overeenkomstig artikel 51 van het VN-Handvest, alsook het recht van elke staat om handvuurwapens en lichte wapens aan te maken, in te voeren en in bezit te houden met het oog op doeleinden van defensie en veiligheid, alsook de capaciteit voor deelname aan vredeshandhavende operaties overeenkomstig het VN-Handvest en op basis van het besluit van elke der partijen.

ARTIKEL 33

Terrorismebestrijding

1. De partijen werken samen inzake terrorismebestrijding voor de uitvoering van het kader en de normen die zijn overeengekomen in artikel 8.

2. De partijen werken ook samen om ervoor te zorgen dat personen die deelnemen aan het financieren, plannen, voorbereiden of plegen van terroristische daden of die terroristische daden ondersteunen, voor het gerecht worden gebracht. De partijen komen overeen dat de strijd tegen het terrorisme wordt gevoerd op basis van de naleving van de relevante resoluties van de Verenigde Naties, en eerbiediging van de soevereiniteit van de partijen, een eerlijke rechtsgang, de mensenrechten en fundamentele vrijheden.

3. De partijen komen overeen samen te werken aan de preventie en onderdrukking van terroristische daden door middel van politionele en justitiële samenwerking.

4. De partijen, die zich hebben verbonden tot de mondiale strategie voor terrorismebestrijding van de VN, moeten een evenwichtige tenuitvoerlegging daarvan bevorderen en overeenkomen op de meest doeltreffende manier de daarin vervatte acties te ondernemen, waar passend, om een einde te maken aan de dreiging van het terrorisme.

5. De partijen komen ook overeen samen te werken binnen het kader van de Verenigde Naties voor de voltooiing van de ontwerp-overeenkomst voor een Alomvattend Verdrag betreffende internationaal terrorisme.

ARTIKEL 34

Migratie, mensenhandel en migrantensmokkel

1. De samenwerking wordt voortgezet in het licht van overleg tussen de partijen over hun behoeften en standpunten en zij wordt ten uitvoer gelegd overeenkomstig de wettelijke kaders van de partijen. De samenwerking richt zich met name op:

- a) de onderliggende oorzaken van migratie;
- b) de ontwikkeling en tenuitvoerlegging van nationale wetgeving en praktijken in verband met internationale bescherming, overeenkomstig de beginselen en normen van het internationaal recht, met inbegrip van het beginsel van internationale bescherming in die gevallen waarin het van toepassing is;
- c) de toelatingscriteria, alsmede de rechten en de status van toegelaten personen, de eerlijke behandeling en integratie van legale ingezetenen in de samenleving, onderwijs en opleiding van legale migranten en maatregelen tegen racisme en vreemdelingenhaat, en alle toepasselijke bepalingen met betrekking tot de mensenrechten van migranten;
- d) de evaluatie van mechanismen en beleid om het overmaken van geld te vergemakkelijken;
- e) de uitwisseling van inzichten en optimale werkwijzen en discussies over onderwerpen van gezamenlijk belang die verband houden met circulaire migratie en het voorkomen van braindrain;
- f) de uitwisseling van ervaringen en optimale werkwijzen, technische, technologische, operationele en gerechtelijke samenwerking, als passend en onderling overeengekomen, over kwesties in verband met de strijd tegen mensenhandel en migrantensmokkel, met inbegrip van het bestrijden van netwerken en criminele organisaties van handelaars en smokkelaars en met inbegrip van het bieden van bescherming en steun aan de slachtoffers van dergelijke misdrijven;
- g) de humane, veilige en waardige repatriëring van personen die geen legale verblijfsvergunning hebben op het grondgebied van de andere partij, op grond van volledig respect voor de mensenrechten, alsmede de bevordering van vrijwillige terugkeer en de overname van dergelijke personen overeenkomstig lid 2;
- h) de ondersteunende maatregelen gericht op duurzame reïntegratie van repatrianten.

2. In het kader van de samenwerking ter voorkoming en beperking van irreguliere migratie komen de partijen, onverminderd de noodzaak van de bescherming van slachtoffers van mensenhandel, eveneens het volgende overeen:

- a) hun vermeende onderdanen te identificeren en hun onderdanen die illegaal verblijven op het grondgebied van een lidstaat van de Europese Unie of van Cuba over te nemen binnen de tijdsspanne en overeenkomstig de normen en procedures die zijn vastgesteld bij de toepasselijke migratiewetgeving van de lidstaten van de Europese Unie of Cuba, op verzoek en zonder onnodige vertraging of verdere formaliteiten zodra de nationaliteit is vastgesteld;
- b) hun over te nemen onderdanen te voorzien van passende identiteitsdocumenten tot dit doel.

3. De partijen komen overeen op verzoek en zo snel mogelijk te onderhandelen over een overeenkomst tot vaststelling van de specifieke verplichtingen voor de lidstaten van de Europese Unie en van Cuba inzake migratie, inclusief overname.

ARTIKEL 35

Consulaire bescherming

Cuba stemt ermee in dat de diplomatieke en consulaire autoriteiten van elke vertegenwoordigde lidstaat van de Europese Unie bescherming bieden aan elke onderdaan van een andere lidstaat die niet over een permanente vertegenwoordiging beschikt die doeltreffende consulaire bescherming mogelijk maakt, op dezelfde voorwaarden als aan onderdanen van die lidstaat van de Europese Unie.

ARTIKEL 36

Maatschappelijk middenveld

De partijen erkennen de mogelijke bijdrage van het maatschappelijk middenveld, waaronder ook universiteiten, denktanks en media, tot de verwezenlijking van de doelstellingen van deze overeenkomst. Zij komen overeen acties te steunen voor meer participatie van het maatschappelijk middenveld in de formulering en uitvoering van relevante ontwikkelingen en sectorale samenwerkingsactiviteiten, onder meer door capaciteitsopbouw.

TITEL IV

SOCIALE ONTWIKKELING EN SOCIALE COHESIE

ARTIKEL 37

Sociale ontwikkeling en sociale cohesie

1. In de wetenschap dat sociale ontwikkeling hand in hand moet gaan met economische ontwikkeling, komen de partijen overeen samen te werken voor een betere sociale cohesie door het terugdringen van armoede, onrecht, ongelijkheid en sociale uitsluiting, meer bepaald met het oog op de verwezenlijking van de doelstellingen van de agenda voor duurzame ontwikkeling 2030 en van de internationaal overeengekomen doelstelling om fatsoenlijk werk voor iedereen te bevorderen. Voor de verwezenlijking van deze doelstellingen stellen de partijen aanzienlijke financiële middelen beschikbaar, zowel uit samenwerkingsbudgetten als nationale middelen.

2. Daartoe werken de partijen samen aan de bevordering en de uitwisseling van optimale werkwijzen betreffende:

- a) economische beleidsmaatregelen met een sociale visie gericht op een meer inclusieve samenleving met een betere verdeling van inkomsten teneinde de ongelijkheid en onrechtvaardigheid te verminderen;
- b) handels- en investeringsmaatregelen, rekening houdend met de koppeling tussen handel en duurzame ontwikkeling, eerlijke handel, de ontwikkeling van openbare en particuliere ondernemingen op het platteland en in de stad en hun representatieve organisaties, en maatschappelijk verantwoord ondernemen;
- c) een rechtvaardig en gezond fiscaal beleid ten behoeve van een betere herverdeling van rijkdom en toereikende niveaus van sociale uitgaven;
- d) efficiënte publieke sociale uitgaven gekoppeld aan duidelijk vastgestelde sociale doelstellingen, teneinde tot een meer resultaatgeoriënteerde benadering te komen;
- e) de verbetering en consolidering van effectieve sociale beleidsmaatregelen en eerlijke toegang tot sociale diensten voor iedereen op tal van vlakken zoals onderwijs, gezondheid, voeding, water en riolering, huisvesting, justitie en sociale zekerheid;

f) werkgelegenheidsbeleid gericht op fatsoenlijk werk voor iedereen overeenkomstig internationale en nationale arbeidsnormen en het scheppen van economische kansen met speciale aandacht voor de armste en meest kwetsbare groepen en de meest achtergestelde gebieden;

g) meer inclusieve en omvattende sociale-beschermingsregelingen met betrekking tot onder meer pensioenen, gezondheidszorg, ongevallen en werkloosheid, op basis van het solidariteitsbeginsel en het beginsel van niet-discriminatie;

h) strategieën en beleid ter bestrijding van vreemdelingenhaat en discriminatie onder meer op grond van geslacht, ras, geloof, afstamming of handicap;

i) specifiek beleid en programma's gericht op jongeren met het oog op hun volledige integratie in het economische, politieke en sociale leven.

3. De partijen komen overeen de uitwisseling van informatie en ervaringen te stimuleren op het gebied van de sociale-ontwikkelings- en cohesie-aspecten van binnenlandse plannen of programma's.

ARTIKEL 38

Werkgelegenheid en sociale bescherming

De partijen komen overeen samen te werken aan de bevordering van werkgelegenheid en sociale bescherming door middel van acties en programma's, die in het bijzonder gericht zijn op:

a) fatsoenlijk werk voor iedereen;

b) meer inclusieve en goed functionerende arbeidsmarkten;

c) bredere dekking van sociale bescherming;

d) bevordering van de sociale dialoog;

e) naleving van de essentiële arbeidsnormen die zijn vastgesteld in de verdragen van de Internationale Arbeidsorganisatie;

f) aanpakken van kwesties met betrekking tot de informele economie;

g) speciale aandacht voor achterstandsgroepen en de strijd tegen discriminatie;

h) het ontwikkelen van de kwaliteit van menselijke hulpbronnen door beter onderwijs en betere opleiding, met inbegrip van effectieve beroepsopleiding;

i) de verbetering van de gezondheid en veiligheid op het werk, meer bepaald door de versterking van de arbeidsinspecties en steun voor verbetering op gezondheids- en veiligheidsvlak;

j) het stimuleren van werkgelegenheidsschepping en ondernemerschap door versterking van het institutionele kader dat nodig is voor het opzetten van ondernemingen en het bevorderen van toegang tot kredieten.

ARTIKEL 39

Onderwijs

1. De partijen komen overeen ervaringen en optimale werkwijzen uit te wisselen inzake de voortdurende ontwikkeling van het onderwijs op alle niveaus.

2. De partijen komen overeen dat de samenwerking steun biedt aan de ontwikkeling van menselijke hulpbronnen op alle niveaus van het onderwijs, meer bepaald op het niveau van het hoger onderwijs, met inbegrip van speciale behoeften. De partijen bevorderen de uitwisseling van studenten, onderzoekers en academici via de bestaande programma's en stimuleren capaciteitsontwikkeling met het oog op de modernisering van de systemen voor hoger onderwijs.

ARTIKEL 40

Volksgezondheid

1. De partijen komen overeen samen te werken op gebieden van gezamenlijk belang met betrekking tot de gezondheidssector, meer speciaal wetenschappelijk onderzoek, het beheer van gezondheidssystemen, voeding, geneesmiddelen, preventieve geneeskunde, seksuele en reproductieve gezondheid, met inbegrip van de preventie en controle van overdraagbare ziekten zoals hiv/aids, niet-overdraagbare ziekten zoals kanker en hartkwalen, en andere belangrijke bedreigingen voor de gezondheid, zoals het zikavirus, het chikungunya-virus en het dengue-virus. De partijen komen ook overeen samen te werken voor de bevordering van de tenuitvoerlegging van de internationale gezondheidsovereenkomsten waarbij zij partij zijn.

2. De partijen komen overeen speciale aandacht te hebben voor regionale acties en programma's op het gebied van de volksgezondheid.

ARTIKEL 41

Consumentenbescherming

De partijen komen overeen samen te werken inzake consumentenbescherming met het oog op de bescherming van de volksgezondheid en de belangen van de consumenten.

ARTIKEL 42

Cultuur en erfgoed

1. De partijen bevorderen de samenwerking op het gebied van cultuur, met inbegrip van cultureel erfgoed, met respect voor de verscheidenheid. Conform de respectieve wetgeving bevordert deze samenwerking het wederzijdse begrip en de interculturele dialoog, alsook evenwichtige culturele uitwisselingen en contacten met relevante actoren, met inbegrip van organisaties uit het maatschappelijk middenveld van beide partijen.

2. De partijen bevorderen samenwerking op het gebied van kunsten, literatuur en muziek, ook door de uitwisseling van ervaringen.

3. De samenwerking tussen de partijen geschiedt overeenkomstig de relevante nationale bepalingen inzake auteursrechten en andere bepalingen op cultureel vlak, alsook de internationale overeenkomsten waarbij zij partij zijn.

4. De partijen komen overeen de samenwerking te bevorderen op het gebied van de restauratie en het duurzame beheer van erfgoed. De samenwerking op dit gebied omvat tevens de waarborging en bevordering van natuurlijk en cultureel erfgoed (materieel en immaterieel), met inbegrip van het voorkomen van en optreden tegen illegale handel in cultureel erfgoed, overeenkomstig de relevante internationale instrumenten.

5. De partijen komen overeen de samenwerking in de audiovisuele en mediasector, met inbegrip van radio en pers, te bevorderen door middel van gezamenlijke initiatieven op het vlak van opleiding, alsmede audiovisuele ontwikkeling en productie- en distributieactiviteiten, onder andere op educatief en cultureel vlak.

6. De partijen stimuleren de coördinatie in het kader van de Unesco met het oog op bevordering van de culturele diversiteit, onder andere via overleg inzake de ratificatie en uitvoering van het UNESCO-Verdrag betreffende de bescherming en de bevordering van de diversiteit van cultuuruitingen. De samenwerking omvat tevens de bevordering van culturele diversiteit.

ARTIKEL 43

Personen in een kwetsbare positie

1. De partijen komen overeen dat bij de samenwerking ten gunste van kwetsbare personen prioriteit wordt gegeven aan maatregelen, met inbegrip van innovatieve beleidsmaatregelen en projecten, waarbij dergelijke kwetsbare personen worden betrokken. De samenwerking moet de menselijke ontwikkeling bevorderen, de levensvoorwaarden verbeteren en de volledige integratie van deze personen in de maatschappij stimuleren.

2. De samenwerking omvat de uitwisseling van ervaringen inzake de bescherming van de mensenrechten, de bevordering en uitvoering van beleid tot vrijwaring van de gelijke kansen van kwetsbare personen, het creëren van economische mogelijkheden, alsmede specifieke sociale beleidsmaatregelen gericht op de ontwikkeling van menselijke capaciteiten door middel van onderwijs en opleiding, toegang tot primaire sociale diensten, sociale veiligheidsnetten en justitie, waarbij bijzondere aandacht uitgaat naar onder meer personen met een handicap en hun families, kinderen en ouderen.

ARTIKEL 44

Genderperspectief

1. De partijen komen overeen dat de samenwerking bijdraagt tot de versterking van beleidslijnen, programma's en mechanismen die de gelijkwaardige participatie en kansen van mannen en vrouwen in alle sectoren van het politieke, economische, maatschappelijke en culturele leven beogen te garanderen, verbeteren en verbreden, met name met het oog op de doelmatige uitvoering van het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen en de verklaring en het platform voor actie van Peking. Waar nodig worden positieve maatregelen ter ondersteuning van vrouwen getroffen.

2. De samenwerking bevordert de integratie van het genderperspectief op alle relevante terreinen van samenwerking, met inbegrip van overheidsbeleid en ontwikkelingsstrategieën en —acties, alsmede indicatoren om het effect daarvan te meten.

3. De samenwerking draagt tevens bij tot gelijke toegang van mannen en vrouwen tot alle diensten en middelen op basis waarvan zij hun fundamentele rechten volledig kunnen uitoefenen, zoals met betrekking tot onderwijs, gezondheid, beroepsopleiding, arbeidsmogelijkheden, politieke besluitvorming, bestuursstructuren en private ondernemingen.

4. Bijzondere aandacht gaat uit naar programma's die zijn gericht op de preventie en aanpak van alle vormen van geweld tegen vrouwen.

ARTIKEL 45

Jeugd

1. De samenwerking tussen de partijen biedt steun aan alle relevante jeugdgerelateerde beleidsmaatregelen van beide partijen. Dit omvat steun aan opleiding en werkgelegenheid, gezinsbeleid en onderwijs, alsmede het bieden van arbeidsmogelijkheden aan jongeren, en het bevorderen van de uitwisseling van ervaringen inzake programma's voor de preventie van jeugdcriminaliteit en de reïntegratie in het economische en sociale leven.

2. De partijen komen overeen de actieve deelname van jongeren aan de samenleving te bevorderen, met inbegrip van de vormgeving van beleidsmaatregelen die bijdragen tot de ontwikkeling van jongeren en effect hebben op hun leven.

3. Beide partijen komen overeen de uitvoering van programma's te bevorderen voor meer samenwerking tussen jeugdorganisaties, met inbegrip van uitwisselingsprogramma's.

ARTIKEL 46

Ontwikkeling van lokale gemeenschappen

1. De partijen komen overeen samen te werken voor de bevordering van duurzame ontwikkeling van lokale gemeenschappen, door geïntegreerde acties ter bevordering van initiatieven van de voornaamste actoren voor lokale economische ontwikkeling en van de absorptie van bestaande middelen op het niveau van de lokale gemeenschappen.

2. De samenwerking kan de volgende acties ondersteunen:

- a) lokale initiatieven overeenkomstig de respectieve territoriale strategische plannen;
- b) de versterking van de capaciteiten voor economisch beheer van lokale productieve entiteiten en dienstverleners.

TITEL V

MILIEU, RAMPENRISICOBEHEER EN KLIMAATVERANDERING

ARTIKEL 47

Samenwerking inzake milieu en klimaatverandering

1. De partijen komen overeen samen te werken om de kwaliteit van het milieu op lokaal, regionaal en mondiaal niveau te beschermen en te verbeteren teneinde te komen tot duurzame ontwikkeling.

2. Zich bewust van het effect van deze overeenkomst hebben de partijen de nodige aandacht voor de band tussen ontwikkeling en milieu. De partijen streven ernaar gebruik te maken van de investeringskansen die geboden worden door schone technologieën.

3. De samenwerking vergemakkelijkt tevens vooruitgang op de relevante internationale conferenties en bevordert de doeltreffende tenuitvoerlegging van multilaterale overeenkomsten en de daarin overeengekomen beginselen op gebieden als biodiversiteit, klimaatverandering, woestijnvorming, droogte en beheer van chemische stoffen.

4. De samenwerking betreft in het bijzonder:

a) de instandhouding en het duurzame beheer van natuurlijke hulpbronnen, biodiversiteit en ecosystemen, met inbegrip van bossen en visserij, alsook de diensten die hieruit voortkomen;

b) de strijd tegen de vervuiling van zoete en zeewateren, lucht en bodem, onder andere door middel van goed beheer van afval, rioolwater, chemische stoffen en andere gevaarlijke stoffen en materialen;

c) mondiale kwesties als klimaatverandering, aantasting van de ozonlaag, woestijnvorming en droogte, ontbossing, bescherming van kustzones, behoud van de biodiversiteit, en bioveiligheid.

5. In deze context tracht de samenwerking gezamenlijke initiatieven te bevorderen op het gebied van beperking van de klimaatverandering en aanpassing aan de nadelige effecten daarvan, met inbegrip van versterking van het beleid om de klimaatverandering aan te pakken.

6. De samenwerking kan maatregelen omvatten als:

a) bevordering van de beleidsdialoog en de uitvoering daarvan, uitwisseling van informatie en ervaringen inzake milieuwetgeving, technische regelingen en schonere productie en inzake optimale milieupraktijken, alsook capaciteitsopbouw met het oog op een beter milieubeheer en -toezicht, alsook controlesystemen in alle sectoren en op alle niveaus van het bestuur;

b) overdracht en gebruik van duurzame schone technologie en knowhow, met inbegrip van het creëren van stimuleringsmaatregelen en mechanismen voor innovatie en milieubescherming;

c) integratie van milieuoverwegingen in andere beleidsterreinen, met inbegrip van beheer van het bodemgebruik;

d) bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen, onder meer door het duurzame gebruik van ecosystemen, diensten en goederen;

e) bevordering van milieubewustzijn en -voorlichting, alsmede grotere betrokkenheid van het maatschappelijk middenveld, met name lokale gemeenschappen, bij inspanningen ten behoeve van milieubescherming en duurzame ontwikkeling;

f) stimulering en bevordering van regionale samenwerking op het gebied van milieubescherming;

g) ondersteuning bij de uitvoering en handhaving van de multilaterale milieuovereenkomsten die de partijen hebben ondertekend.

ARTIKEL 48

Risicobeheer in verband met rampen

1. De partijen erkennen de noodzaak om alle risico's van rampen die het grondgebied van een of meer staten treffen, te beheren. De partijen bevestigen hun gemeenschappelijk engagement voor de verbetering van preventie-, mitigatie-, paraatheids-, respons- en herstelmaatregelen om hun maatschappij en de infrastructuur weerbaarder te maken, en waar passend op bilateraal en multilateraal politiek niveau samen te werken om de impact van het rampenrisicobeheer te verbeteren.

2. De partijen komen overeen dat met de samenwerking op het gebied van rampenrisicobeheer wordt beoogd de kwetsbaarheid en de risico's terug te dringen, het toezicht en de vroege-waarschuwingscapaciteiten te verhogen, de weerbaarheid van Cuba tegen rampen te versterken, onder meer door steun aan de nationale inspanningen, alsook aan het regionale kader voor de terugdringing van de kwetsbaarheid en de respons op rampen, voor een versterking van regionaal onderzoek en de verspreiding van optimale werkwijzen, op basis van lessen die zijn getrokken uit rampenrisicobeperking, paraatheid, planning, preventie, schadebeperking, respons en herstel.

ARTIKEL 49

Water en sanitaire voorzieningen

1. De partijen erkennen de noodzaak om de beschikbaarheid en het duurzame beheer van de watervoorziening en van sanitaire voorzieningen voor iedereen te garanderen en bijgevolg stemmen zij overeen in dit verband samen te werken, onder meer inzake:

a) capaciteitsopbouw voor het doeltreffende beheer van de watervoorziening en van sanitaire netwerken;

b) de effecten van de waterkwaliteit op gezondheidsindicatoren;

c) de modernisering van de technologie inzake waterkwaliteit, gaande van toezicht tot laboratoria;

d) voorlichtingsprogramma's waarin de noodzaak van behoud, rationeel gebruik en geïntegreerd beheer van watervoorraden wordt vooropgesteld.

2. De partijen komen overeen speciale aandacht te hebben voor regionale acties en samenwerkingsprogramma's op dit gebied.

TITEL VI

ECONOMISCHE ONTWIKKELING

ARTIKEL 50

Landbouw, plattelandsontwikkeling, visserij en aquacultuur

1. De partijen komen overeen samen te werken op het gebied van landbouw, plattelandsontwikkeling, visserij en aquacultuur, onder meer met betrekking tot:

a) de verbetering van de productiviteit en de productie;

b) de verbetering van de kwaliteit van landbouw-, visserij- en aquacultuurproducten;

c) de ontwikkeling van urbane en suburbane landbouw;

d) de versterking van productieketens;

e) plattelandsontwikkeling;

f) de bevordering van gezonde eetgewoonten om het voedingsniveau te verhogen;

g) de ontwikkeling van landbouw- en visserijmarkten, de groothandel en toegang tot financieel krediet;

h) de bevordering van diensten voor bedrijfsontwikkeling voor coöperaties, kleine particuliere boerderijen en kleinschalige vissersgemeenschappen;

i) de ontwikkeling van de markten en de bevordering van internationale handelsbetrekkingen;

j) de ontwikkeling van biologische productie;

k) de ontwikkeling van duurzame landbouw en aquacultuur overeenkomstig milieueisen en —problemen;

l) de bevordering van wetenschap, technologie en innovatie die relevant zijn voor landbouw en plattelandsontwikkeling, visserij en aquacultuur, alsook de industriële verwerking van deze hulpbronnen;

m) de bevordering van een duurzame exploitatie en een duurzaam beheer van de visserij;

- n) de bevordering van optimale werkwijzen ten aanzien van visserijbeheer;
- o) de verbetering van de gegevensverzameling teneinde rekening te kunnen houden met de best beschikbare wetenschappelijke informatie voor beoordeling en beheer van de visbestanden;
- p) de verbetering van de systemen van toezicht, controle en bewaking in de visserijsector;
- q) de bestrijding van illegale, niet-gemelde en ongereguleerde visserijactiviteiten;
- r) de versterking van de samenwerking met het oog op grotere capaciteit voor de ontwikkeling van technologieën met toegevoegde waarde voor de verwerking van visserij- en aquacultuurproducten.

2. De samenwerking kan onder meer omvatten de verstrekking van technische expertise, steunverlening, capaciteitsopbouw en de uitwisseling van informatie en ervaringen. De partijen komen overeen de institutionele samenwerking te bevorderen en de samenwerking binnen internationale organisaties en met nationale en regionale organisaties voor visserijbeheer te versterken.

3. De partijen moedigen voor rampgevoelige gebieden risico-analyse en adequate maatregelen aan om de weerbaarheid te vergroten in het kader van voedselzekerheid en landbouwsamenwerking.

ARTIKEL 51

Duurzaam toerisme

1. De partijen erkennen het belang van de toerismesector voor de sociale en economische ontwikkeling van lokale gemeenschappen, en het grote economische potentieel van beide regio's om ondernemingsactiviteiten op dit gebied te ontwikkelen.

2. Om deze reden komen zij overeen samen te werken inzake het bevorderen van duurzaam toerisme, en met name het volgende te ondersteunen:

- a) de ontwikkeling van beleidsmaatregelen om de sociaal-economische voordelen van het toerisme te optimaliseren;
- b) de creatie en consolidatie van toeristische producten door middel van het bieden van niet-financiële diensten, opleiding en technische bijstand en diensten;
- c) de verwerking van ecologische, culturele en sociale overwegingen in de ontwikkeling van de toerismesector, onder andere door bescherming en bevordering van cultureel erfgoed en natuurlijke hulpbronnen;
- d) de betrokkenheid van lokale gemeenschappen bij het proces van toeristische ontwikkeling, met name plattelands- en gemeenschapstoerisme en ecotoerisme;
- e) marketing- en promotiestrategieën, de ontwikkeling van institutionele capaciteit en menselijke hulpbronnen, en de bevordering van internationale normen;
- f) de bevordering van publiek-private samenwerking en associatie;
- g) de ontwikkeling van beheersplannen voor nationale en regionale toeristische ontwikkeling;
- h) de bevordering van informatietechnologie op het gebied van toerisme.

ARTIKEL 52

Samenwerking inzake wetenschap, technologie en innovatie

1. De partijen streven naar de ontwikkeling van wetenschappelijke, technologische en innovatieve capaciteiten waarmee alle activiteiten worden bestreken die vallen binnen de gevestigde mechanismen of samenwerkingsovereenkomsten van wederzijds belang. Daartoe bevorderen de partijen informatie-uitwisseling en de participatie van hun onderzoeksinstellingen en instellingen voor technologische ontwikkeling ten aanzien van de volgende samenwerkingsactiviteiten, overeenkomstig hun nationale regels:

- a) de uitwisseling van informatie betreffende hun respectieve wetenschaps- en technologiebeleid;
- b) gezamenlijke onderzoeks- en ontwikkelingsactiviteiten tot aanmoediging van wetenschappelijke vooruitgang en de overdracht van technologie en expertise, met inbegrip van het gebruik van informatie- en communicatietechnologieën.

2. Speciale aandacht gaat uit naar de opbouw van menselijk potentieel als langdurige basis voor wetenschappelijke en technologische expertise en naar het creëren van duurzame banden tussen de wetenschappelijke en technologische gemeenschappen van de partijen, zowel op nationaal als regionaal niveau. Daartoe wordt de uitwisseling van onderzoekers en optimale werkwijzen in onderzoeksprojecten bevorderd.

3. Onderzoekscentra, instellingen voor hoger onderwijs en andere belanghebbenden die in de Europese Unie en Cuba zijn gevestigd, worden waar passend betrokken bij samenwerking voor wetenschap, technologie en onderzoek.

4. De partijen komen overeen alle mechanismen te gebruiken ter vergroting van de kwantiteit en kwaliteit van hooggekwalificeerde menselijke hulpbronnen, onder meer door opleiding, onderzoek in samenwerkingsverband, studiebeurzen en uitwisselingen.

5. In het streven naar wetenschappelijke topprestaties van wederzijds voordeel bevorderen de partijen de deelname van hun respectieve entiteiten aan elkaars wetenschappelijke en technologische programma's, overeenkomstig hun bepalingen inzake de deelname van rechtspersonen uit derde landen.

ARTIKEL 53

Overdracht van technologie

1. De partijen erkennen het belang van samenwerking en technische bijstand op het gebied van de overdracht van technologie, met inbegrip van automatiseringsprocessen, en stemmen ermee in samen te werken voor de bevordering van de overdracht van technologie via academische of professionele programma's die zijn geconcipieerd voor de onderlinge overdracht van technologie.

2. De Europese Unie faciliteert en bevordert de toegang van Cuba tot onderzoeks- en ontwikkelingsprogramma's die onder meer gericht zijn op technologische ontwikkeling.

ARTIKEL 54

Energie, met inbegrip van hernieuwbare energie

1. De partijen erkennen het toenemende belang van hernieuwbare energie en energie-efficiënte oplossingen voor duurzame ontwikkeling en zij komen overeen dat het hun gezamenlijke doelstelling is om samenwerking te bevorderen op het vlak van energie, met name duurzame, schone en hernieuwbare energiebronnen, energie-efficiëntie, energiebesparingstechnologie, elektriciteitsvoorziening op het platteland en regionale integratie van de energiemarkten, onder meer zoals vastgesteld door de partijen en overeenkomstig de nationale wetgeving.

2. Deze samenwerking kan onder meer het volgende omvatten:

a) beleidsdialog en samenwerking in de energiesector, meer bepaald wat betreft de verbetering en diversificatie van de energievoorziening en de verbetering van de energiemarkten, inclusief opwekking, overdracht en distributie van energie;

b) programma's voor capaciteitsopbouw, overdracht van technologie en expertise in de energiesector, inclusief werkzaamheden inzake emissienormen, meer bepaald met betrekking tot energie-efficiëntie en sectorbeheer;

c) de bevordering van energiebesparing, energie-efficiëntie, hernieuwbare energie en onderzoek naar het milieueffect van energieproductie en -verbruik, in het bijzonder de effecten op biodiversiteit, bosbouw en veranderingen in grondgebruik;

d) de ontwikkeling van proefprojecten voor hernieuwbare energie en energie-efficiëntie, meer bepaald op de gebieden zonne-, wind-, biomassa-, waterkracht-, golfslag- en getijdenenergie;

e) programma's ter verbetering van het algemene bewustzijn en de kennis van de bevolking van hernieuwbare energie en energie-efficiëntie;

f) recyclage of gebruik voor energie van vast en vloeibaar afval.

ARTIKEL 55

Vervoer

1. De partijen komen overeen dat de samenwerking op vervoersgebied wordt geconcentreerd op herstructurering en modernisering van de systemen voor vervoer en de daarmee samenhangende infrastructuur, facilitering en verbetering van het verkeer van personen en goederen en verbetering van de toegang tot de markt voor het stads-, lucht-, zee-, spoor- en wegvervoer en de binnenvaart, door verbetering van het operationele en administratieve beheer en bevordering van de toepassing van strenge exploitatienormen.

2. De samenwerking kan onder meer inhouden:

a) uitwisseling van informatie over het beleid van de partijen, met name wat betreft stadsvervoer en koppeling en interoperabiliteit van multimodale vervoersnetwerken, alsmede andere terreinen van gemeenschappelijk belang;

b) het beheer van binnenwateren, wegen, spoorwegen, havens en luchthavens, met inbegrip van passende samenwerking tussen de relevante autoriteiten;

c) projecten gericht op overdracht van Europese technologie op het gebied van het wereldwijde satellietnavigatiesysteem GNSS en centra voor openbaar stadsvervoer;

d) verhoging van de normen voor veiligheid en voorkoming van verontreiniging, onder meer door samenwerking in passende internationale fora, gericht op betere handhaving van de internationale normen;

e) activiteiten die de ontwikkeling van het lucht- en zeevervoer bevorderen.

ARTIKEL 56

Modernisering van het economische en sociale model

1. De partijen komen overeen samenwerkingsacties op te zetten ter ondersteuning en modernisering van het openbare bestuur en de economie van Cuba. Zij komen overeen de ontwikkeling van bedrijven en coöperaties te steunen, met speciale aandacht voor lokale ontwikkeling.

2. Deze samenwerking kan worden opgezet op gebieden van wederzijds belang, zoals:

a) macro-economisch beleid, met inbegrip van begrotingsbeleid;

b) statistieken;

c) handelsinformatiesystemen;

d) handelsbevorderende maatregelen;

e) kwaliteitssystemen en —normen;

f) steun voor lokale ontwikkelingsinitiatieven;

g) agro-industriële ontwikkeling;

h) overheidscontrole en —toezicht;

i) de organisatie en het functioneren van bedrijven, met inbegrip van overheidsbedrijven.

3. De partijen komen overeen de samenwerking te bevorderen en aan te moedigen tussen instellingen, met inbegrip van sectorgebaseerde instellingen, die instrumenten bevorderen voor steun aan kleine en middelgrote ondernemingen, met name ter verbetering van het concurrentievermogen, technologische innovatie, integratie in waardeketens, toegang tot krediet en opleiding, alsook de versterking van de institutionele capaciteit en het institutionele kader. De partijen komen tevens overeen contacten tussen bedrijven uit beide partijen te bevorderen ter ondersteuning van hun integratie in de internationale markt, investeringen en technologie-overdracht.

ARTIKEL 57

Statistiek

1. De partijen komen overeen samen te werken met als doel overeenkomstig internationaal geaccepteerde normen betere statistische methoden en programma's te ontwikkelen, met inbegrip van de verzameling van, verwerking van, kwaliteitscontrole op en verspreiding van statistieken, gericht op het genereren van indicatoren met een betere vergelijkbaarheid tussen de partijen, zodat de partijen de vereisten van statistische informatie kunnen identificeren op de gebieden die onder deze overeenkomst vallen. De partijen erkennen het nut van bilaterale samenwerking ter ondersteuning van deze doelstellingen.

2. De samenwerking kan onder meer inhouden: technische uitwisseling tussen het nationale statistische en informatiebureau van Cuba en de statistische bureaus in de lidstaten van de Europese Unie en Eurostat, met inbegrip van de uitwisseling van wetenschappers; de ontwikkeling van verbeterde en consistente methoden voor de verzameling, uitsplitsing, analyse en interpretatie van gegevens; en de organisatie van seminars, werkgroepen of programma's die de statistische capaciteiten aanvullen.

ARTIKEL 58

Goed bestuur op belastinggebied

1. De partijen erkennen en verbinden zich tot de tenuitvoerlegging van de beginselen van goed bestuur op belastinggebied, met name transparantie, de uitwisseling van informatie en eerlijke belastingconcurrentie.

2. Zij streven daartoe, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, naar betere internationale samenwerking op fiscaal gebied, naar vergemakkelijking van het innen van de krachtens de wet verschuldigde belastingen, en naar het formuleren van maatregelen voor de doeltreffende toepassing van de minimumnormen voor goed bestuur op belastinggebied.

TITEL VII

REGIONALE INTEGRATIE EN SAMENWERKING

ARTIKEL 59

Regionale samenwerking

1. De samenwerking biedt steun aan activiteiten die verband houden met de ontwikkeling van regionale samenwerking tussen Cuba en zijn bureaus in het Caribisch gebied, in de context van CARIFORUM, meer bepaald op de prioritaire gebieden die zijn vastgesteld in de gezamenlijke strategie voor een partnerschap tussen de EU en het Caribisch gebied. De activiteiten dragen tevens bij tot de versterking van het proces van regionale integratie in het Caribisch gebied.

2. De samenwerking versterkt de betrokkenheid van alle sectoren, inclusief het maatschappelijk middenveld, bij het proces van regionale samenwerking en integratie, onder de voorwaarden die door de partijen zijn bepaald, en omvat ondersteuning van de overlegmechanismen en bewustmakingscampagnes.

3. De partijen komen overeen alle beschikbare samenwerkingsinstrumenten te gebruiken om activiteiten te bevorderen die gericht zijn op de ontwikkeling van actieve samenwerking tussen de Europese Unie en Cuba en andere landen en/of gebieden in Latijns-Amerika en het Caribisch gebied, op alle samenwerkingsgebieden die onder deze overeenkomst vallen. De partijen komen overeen om speciale aandacht te schenken aan regionale samenwerkingsprogramma's inzake onderzoek en ontwikkeling, en aan onderwijs, en om de EU-LAC-kennisruimte verder te ontwikkelen met initiatieven als de gemeenschappelijke ruimte van onderzoek en de gezamenlijke ruimte voor hoger onderwijs. Er wordt naar gestreefd regionale en bilaterale samenwerkingsactiviteiten complementair te maken.

4. De partijen streven naar de uitwisseling van inzichten en werken samen om gezamenlijke acties in multilaterale fora overeen te komen en te ontwikkelen.

DEEL IV

HANDEL EN HANDELSSAMENWERKING

ARTIKEL 60

Doelstellingen

De partijen komen overeen in hun doelstellingen voor handelssamenwerking meer bepaald het volgende op te nemen:

- a) de versterking van de handels- en economische betrekkingen, meer bepaald door de bevordering van dialoog over handelszaken en de aanmoediging van grotere handelsstromen tussen de partijen;
- b) de bevordering van de integratie van Cuba in de wereldeconomie;
- c) de bevordering van de ontwikkeling en diversificatie van intraregionale handel en handel met de Europese Unie;
- d) de bevordering van de bijdrage van de handel aan duurzame ontwikkeling, met inbegrip van milieu- en sociale aspecten;
- e) steun voor de diversificatie van de Cubaanse economie en de bevordering van een passend bedrijfsklimaat;
- f) de bevordering van meer investeringen door het ontwikkelen van een aantrekkelijk en stabiel klimaat voor wederzijdse investeringen via een consistente dialoog die is gericht op meer begrip en samenwerking in investeringszaken, en de bevordering van een niet-discriminatoire investeringsstelsel.

TITEL I

HANDEL

ARTIKEL 61

Op regels gebaseerde handel

1. De partijen erkennen dat de aanzienlijke reductie van tarieven en andere handelsbelemmeringen en de wegwerking van discriminatoire behandeling in de internationale handelsbetrekkingen een middel zijn voor de bevordering van groei, economische diversificatie en welstand.

2. De partijen bevestigen opnieuw dat het in hun wederzijds belang is handel te drijven overeenkomstig een op regels gebaseerd multilateraal handelssysteem op basis waarvan de partijen verantwoordelijk zijn voor het handhaven van de voorrang van de regels en hun doeltreffende, eerlijke en evenwichtige toepassing.

ARTIKEL 62

Meestbegunstigingsbehandeling

1. Elke partij behandelt goederen van de andere partij volgens het meestbegunstigingsbeginsel, in overeenstemming met artikel I van de Algemene Overeenkomst betreffende tarieven en handel van 1994 (General Agreement on Tariffs and Trade 1994 - "GATT 1994"), met inbegrip van de aantekeningen daarbij, die mutatis mutandis in deze overeenkomst worden opgenomen en daarvan een integrerend deel uitmaken.

2. Lid 1 is niet van toepassing op goederen van een ander land waaraan een partij preferentiële behandeling heeft toegekend overeenkomstig de WTO-overeenkomsten.

ARTIKEL 63

Nationale behandeling

Elke partij behandelt goederen van de andere partij als nationale goederen, in overeenstemming met artikel III van de GATT 1994, met inbegrip van de aantekeningen daarbij, die mutatis mutandis in deze overeenkomst worden opgenomen en daarvan een integrerend deel uitmaken.

ARTIKEL 64

Transparantie

1. De partijen bevestigen opnieuw het beginsel van de transparantie bij de toepassing van hun handelsmaatregelen en komen overeen beleid en regelgeving die de buitenlandse handel betreffen, duidelijk mee te delen en uit te leggen.

2. De partijen komen overeen belanghebbenden de kans te geven kennis te nemen van de regelingen van elke partij inzake internationale handel.

ARTIKEL 65

Vereenvoudiging van de handel

De partijen bevestigen opnieuw hun engagement voor de WTO-handelsfacilitatieovereenkomst.

ARTIKEL 66

Technische handelsbelemmeringen

1. De partijen bevestigen opnieuw hun rechten en plichten in het kader van de WTO-Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen.

2. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op technische regelingen, normen en conformiteitsbeoordelingsprocedures als vastgelegd in de WTO-Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen.

3. De partijen erkennen het belang van doeltreffende mechanismen voor kennisgeving en de uitwisseling van informatie inzake technische regelingen, normen en conformiteitsbeoordelingsprocedures overeenkomstig de WTO-Overeenkomst inzake technische handelsbelemmeringen.

ARTIKEL 67

Sanitaire en fytosanitaire maatregelen

1. De partijen bevestigen opnieuw de rechten, plichten, beginselen en doelstellingen van de Overeenkomst inzake sanitaire en fytosanitaire maatregelen, het Internationaal Verdrag voor de Bescherming van Planten, de Commissie van de Codex Alimentarius en de Wereldorganisatie voor diergezondheid.

2. De partijen erkennen het belang van doeltreffende mechanismen voor overleg, kennisgeving en de uitwisseling van informatie inzake sanitaire en fytosanitaire maatregelen en maatregelen voor dierenwelzijn, in het kader van de bevoegde internationale organisaties.

ARTIKEL 68

Handelsbescherming

De partijen herbevestigen hun verbintenissen en verplichtingen uit hoofde van de volgende WTO-overeenkomsten: de Overeenkomst inzake vrijwaringsmaatregelen, de Overeenkomst inzake subsidies en compenseerende maatregelen en de Overeenkomst inzake de toepassing van artikel VI van de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel 1994.

ARTIKEL 69

Herzieningsclausule

De partijen kunnen met wederzijdse instemming dit deel aanpassen en herzien met het oog op een verdieping van hun handels- en investeringspartnerschap.

ARTIKEL 70

Algemene uitzonderingsclausule

De partijen bevestigen dat hun bestaande rechten en plichten in het kader van artikel XX van de GATT 1994 en de aantekeningen daarbij mutatis mutandis in deze overeenkomst zijn opgenomen en daarvan een integrerend deel uitmaken.

TITEL II

HANDELSGERELATEERDE SAMENWERKING

ARTIKEL 71

Douane

1. De partijen bevorderen en faciliteren de samenwerking tussen hun respectieve douanediensten om de veiligheid aan de grenzen, de vereenvoudiging van de douaneprocedures en de vergemakkelijking van de legitieme handel te garanderen en tegelijk controlecapaciteit te handhaven.

2. De samenwerking is onder meer bedoeld voor:

a) het uitwisselen van informatie aangaande de douanewetgeving en -procedures, in het bijzonder op de volgende gebieden:

- i) de vereenvoudiging en modernisering van de douaneprocedures;
- ii) de vergemakkelijking van doorvoer;
- iii) de handhaving van intellectuele-eigendomsrechten door de douaneautoriteiten;
- iv) de betrekkingen met het bedrijfsleven;
- v) het vrije verkeer van goederen en regionale integratie;
- vi) de organisatie van de douanecontroles aan de grenzen;

b) het ontplooiën van gezamenlijke initiatieven op onderling overeengekomen gebieden;

c) het bevorderen van de coördinatie tussen alle betrokken grensinstanties, zowel intern als grensoverschrijdend.

3. De partijen verstrekken wederzijdse administratieve bijstand in douanezaken. Daartoe kunnen zij in onderlinge overeenstemming bilaterale instrumenten opzetten.

ARTIKEL 72

Samenwerking inzake handelsfacilitering

1. De partijen bevestigen hun engagement voor sterkere samenwerking op het gebied van handelsfacilitering zodat de relevante wetgeving, de relevante procedures en de bestuurlijke capaciteit van de douaneautoriteiten met zekerheid bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van doeltreffende controle en handelsfacilitering.

2. De partijen komen overeen samen te werken op de volgende gebieden:

a) capaciteitsopbouw en het verstrekken van expertise aan de bevoegde autoriteiten inzake douane, met inbegrip van certificering en verificatie van oorsprong, en inzake technische aangelegenheden ten behoeve van de handhaving van regionale douaneprocedures;

b) het toepassen van mechanismen en moderne douanetechnieken, zoals risicobeoordeling, bindende uitspraken vooraf, vereenvoudigde procedures voor binnenkomst en vrijgave van goederen, douanecontroles en bedrijfsaudit-methoden;

c) het invoeren van procedures en praktijken die zo veel mogelijk in overeenstemming zijn met internationale regels, instrumenten en normen op het gebied van douane en handel, met inbegrip van de WTO-handelsfacilitatieovereenkomst, de Internationale overeenkomst inzake de vereenvoudiging en harmonisatie van douaneprocedures, zoals gewijzigd (herziene overeenkomst van Kyoto) en het "Framework of Standards to Secure and Facilitate Global Trade" van de Werelddouaneorganisatie;

d) informatiesystemen en de automatisering van douane- en andere handelsprocedures, meer specifiek voor de uitvoering van handelsfaciliterende maatregelen voor geautoriseerde operatoren en informatiediensten.

ARTIKEL 73

Intellectuele eigendom

1. De partijen erkennen het belang van technische samenwerking op het gebied van intellectuele eigendom, met inbegrip van de bescherming van geografische benamingen, en komen overeen op onderling overeengekomen voorwaarden samen te werken voor specifieke samenwerkingsprojecten overeenkomstig de nationale wetgeving van de partijen en de internationale overeenkomsten waarbij zij partij zijn.

2. De partijen komen overeen institutionele samenwerking, de uitwisseling van informatie, technische bijstand, capaciteitsopbouw en opleiding te bevorderen. De partijen komen overeen dat de technische samenwerking geschiedt overeenkomstig hun sociaal-economische ontwikkelingsniveau, de prioriteiten en ontwikkelingsdoelstellingen.

3. De partijen komen overeen met hun samenwerking bij te dragen tot de bevordering van technologische vernieuwing en de overdracht en verspreiding van technologie, tot wederzijds voordeel van producenten en gebruikers van technologische kennis en op een wijze die bevorderlijk is voor het sociaal en economisch welzijn, en tot een evenwicht tussen rechten en verplichtingen.

ARTIKEL 74

Samenwerking inzake technische handelsbelemmeringen

1. De partijen erkennen het belang van samenwerking en technische bijstand met betrekking tot technische handelsbelemmeringen en komen overeen de samenwerking te bevorderen tussen hun bevoegde autoriteiten voor normalisatie, metrologie, accreditering en conformiteitsbeoordeling.

2. De partijen komen overeen samen te werken op de volgende gebieden:

a) capaciteitsopbouw en verstrekking van expertise, met inbegrip van de ontwikkeling en verstrekking van relevante infrastructuur, alsook opleiding en technische bijstand op het gebied van technische regelingen, normalisering, conformiteitsbeoordeling, accreditering en metrologie, onder meer met het oog op een beter begrip en een betere naleving van de EU-vereisten;

b) bevordering van de samenwerking van de bevoegde autoriteiten in het kader van de relevante internationale organisaties;

c) de uitwisseling van informatie, ervaring en optimale werkwijzen;

d) de ontwikkeling van gemeenschappelijke standpunten;

e) het streven naar compatibiliteit tussen en convergentie inzake technische regelingen en conformiteitsbeoordelingsprocedures;

f) het wegwerken van onnodige handelsbelemmeringen.

ARTIKEL 75

Voedselveiligheid, sanitaire en fytosanitaire aangelegenheden en dierenwelzijn

1. De partijen bevorderen samenwerking en coördinatie tussen de bevoegde autoriteiten, ook in het kader van relevante internationale organisaties, inzake voedselveiligheid, sanitaire en fytosanitaire aangelegenheden en dierenwelzijn, ten voordele van hun bilaterale handelsbetrekkingen. Zij begunstigen samenwerking met het oog op de erkenning van de gelijkwaardigheid en de harmonisering van maatregelen inzake sanitaire en fytosanitaire aangelegenheden en verstrekken advies en technische bijstand betreffende de uitvoering van dergelijke maatregelen.

2. Het doel van de samenwerking inzake voedselveiligheid, sanitaire en fytosanitaire aangelegenheden en dierenwelzijn is de versterking van de capaciteit van de partijen voor een betere toegang tot de markt van de andere partij, met handhaving van het beschermingsniveau voor mensen, dieren en planten, alsook voor dierenwelzijn.

3. Deze samenwerking kan onder meer het volgende omvatten:

a) beschikbaarstelling van expertise inzake de wettelijke en technische capaciteit om wetgeving op te stellen en te handhaven, alsmede om officiële sanitaire en fytosanitaire controlesystemen te ontwikkelen, met inbegrip van uitroeiingsprogramma's, voedselveiligheidssystemen en waarschuwingmeldingen, en expertise inzake dierenwelzijn;

b) ondersteuning van de ontwikkeling en versterking van institutionele en administratieve capaciteit in Cuba, inclusief controlecapaciteit, teneinde de sanitaire en fytosanitaire status te verbeteren;

c) ontwikkeling van capaciteit in Cuba om aan de sanitaire en fytosanitaire voorschriften te voldoen teneinde de toegang tot de markt van de andere partij te verbeteren en tegelijk het beschermingsniveau te waarborgen;

d) versterking van het officiële controlesysteem voor uitvoer naar de Europese Unie via meer analytische capaciteit en beheer van nationale laboratoria om tegemoet te komen aan de vereisten van de EU-wetgeving;

e) verlening van advies en technische bijstand inzake de sanitaire en fytosanitaire regelgeving van de Europese Unie en de toepassing van de normen die vereist zijn voor de EU-markt;

f) bevordering van de samenwerking binnen de relevante internationale organisaties (het SPS-comité van de WTO-Overeenkomst inzake sanitaire en fytosanitaire maatregelen, het Internationaal Verdrag voor de bescherming van planten, de Wereldorganisatie voor diergezondheid en de Codex Alimentarius-commissie) met het oog op betere toepassing van internationale normen.

ARTIKEL 76

Traditionele en ambachtelijke goederen

De partijen erkennen het belang van samenwerking ter bevordering van traditionele en ambachtelijke goederen. Meer in het bijzonder kan de samenwerking op de volgende gebieden worden gericht:

- a) ontwikkeling van de mogelijkheden ter bevordering van effectieve markttoegang voor ambachtelijke goederen;
- b) steun voor micro-, kleine en middelgrote ondernemingen uit stedelijke en rurale sectoren die ambachtelijke goederen maken en uitvoeren, met inbegrip van de versterking van bevoegde ondersteuningsinstanties;
- c) bevordering van het behoud van traditionele goederen;
- d) verbetering van de bedrijfsprestaties van de producenten van ambachtelijke goederen.

ARTIKEL 77

Handel en duurzame ontwikkeling

1. De partijen erkennen de mogelijke bijdrage tot duurzame ontwikkeling van de bevordering van elkaar wederzijds ondersteunende handels-, milieu- en sociaal beleid.

2. Om de in de titels III en IV van deel III uiteengezette activiteiten aan te vullen, komen de partijen overeen samen te werken, onder meer voor:

- a) de ontwikkeling van programma's en acties in verband met de uitvoering en versterking van handelsgerelateerde aspecten van multilaterale milieuovereenkomsten en milieuwetgeving;
- b) de steun aan de ontwikkeling van een degelijk kader voor handel in goederen en diensten dat bijdraagt tot duurzame ontwikkeling, onder meer door de verspreiding van methoden voor maatschappelijk verantwoord ondernemen;
- c) de bevordering van handel in producten die zijn afgeleid van duurzaam beheerde natuurlijke hulpbronnen, inclusief via doeltreffende maatregelen inzake instandhouding en duurzaam beheer van wilde dieren, visserij- en bosbestanden, alsook via de ontwikkeling van maatregelen tegen de illegale handel met milieurelevantie, onder meer door handhavingsactiviteiten en douanesamenwerking;
- d) de versterking van de institutionele capaciteit voor analyse en actie op het gebied van handel en duurzame ontwikkeling.

ARTIKEL 78

Samenwerking inzake handelsbescherming

De partijen komen overeen samen te werken op het gebied van handelsbescherming door de uitwisseling van ervaringen, technische bijstand en capaciteitsopbouw.

ARTIKEL 79

Oorsprongsregels

De partijen erkennen dat oorsprongsregels een belangrijke rol spelen in de internationale handel en komen overeen samen te werken door technische bijstand te verstrekken, te helpen bij capaciteitsopbouw en op dit gebied ervaringen uit te wisselen.

ARTIKEL 80

Investeringsregels

De partijen moedigen grotere investeringsstromen aan door wederzijdse kennis van de relevante wetgeving en de ontwikkeling van een aantrekkelijk en voorspelbaar klimaat voor wederzijdse investeringen, via een dialoog die is gericht op meer begrip en samenwerking voor investeringen en op de bevordering van een stabiel, transparant en niet-discriminatoir bedrijfs- en investeringsstelsel.

DEEL V

INSTITUTIONELE EN SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 81

Gezamenlijke Raad

1. Er wordt een Gezamenlijke Raad ingesteld. De Gezamenlijke Raad houdt toezicht op de verwezenlijking van de doelstellingen van deze overeenkomst en de uitvoering daarvan. De Gezamenlijke Raad komt op ministerieel niveau bijeen met regelmatige tussenpozen van niet meer dan twee jaar, en wanneer de omstandigheden zulks vereisen in buitengewone vergadering, indien de partijen zulks overeenkomen.

2. De Gezamenlijke Raad behandelt alle belangrijke vraagstukken die zich in het kader van deze overeenkomst voordoen en alle andere bilaterale, multilaterale of internationale vraagstukken van gemeenschappelijk belang.

3. De Gezamenlijke Raad is samengesteld uit vertegenwoordigers van de partijen op ministerieel niveau, overeenkomstig de respectieve interne regelingen van de partijen en rekening houdend met de specifieke te behandelen vraagstukken.

4. De Gezamenlijke Raad stelt zijn eigen reglement van orde vast.

5. De Gezamenlijke Raad wordt beurtgewijs afwisselend voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Europese Unie en een vertegenwoordiger van de Republiek Cuba, overeenkomstig de bepalingen van het respectieve reglement van orde.

6. Voor de verwezenlijking van de doelstellingen van deze overeenkomst heeft de Gezamenlijke Raad beslissingsbevoegdheid. De besluiten zijn bindend voor de partijen, die de nodige maatregelen treffen voor de uitvoering ervan.

7. De Gezamenlijke Raad kan tevens passende aanbevelingen doen.

8. De Gezamenlijke Raad stelt besluiten en aanbevelingen vast in onderling overleg tussen de partijen. Deze procedure geldt tevens voor alle andere bij deze overeenkomst ingestelde bestuursorganen.

ARTIKEL 82

Gemengd Comité

1. De Gezamenlijke Raad wordt bij de uitvoering van zijn taken bijgestaan door een Gemengd Comité dat is samengesteld uit vertegenwoordigers van de partijen op het niveau van hogere ambtenaren, rekening houdend met de specifieke te behandelen vraagstukken.
2. Het Gemengd Comité is verantwoordelijk voor de algemene tenuitvoerlegging van deze overeenkomst.
3. De Gezamenlijke Raad stelt het reglement van orde van het Gemengd Comité vast.
4. Het Gemengd Comité heeft beslissingsbevoegdheid in de gevallen waarin de Gezamenlijke Raad die bevoegdheid aan het Gemengd Comité heeft gedelegeerd.
5. Het Gemengd Comité komt gewoonlijk eenmaal per jaar bijeen voor een algemene controle op de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst, afwisselend in Brussel en op Cuba, op een datum en met een agenda die door de partijen op voorhand zijn overeengekomen. In onderling overleg kunnen er op verzoek van een van de partijen speciale vergaderingen worden bijeengeroepen. Het Gemengd Comité wordt beurtgewijs afwisselend voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Unie en een vertegenwoordiger van de Republiek Cuba.

ARTIKEL 83

Subcomités

1. Het Gemengd Comité kan besluiten subcomités op te richten om het in de uitvoering van zijn taken bij te staan. Het kan besluiten de aan een subcomité toegewezen taak te wijzigen of een subcomité te ontbinden.
2. De subcomités komen op een passend niveau eenmaal per jaar of op verzoek van een van de partijen of van het Gemengd Comité bijeen. Vergaderingen in persoon worden beurtelings in Brussel of op Cuba gehouden. Vergaderingen kunnen ook worden gehouden met alle voor de partijen beschikbare technologische middelen.
3. De subcomités worden beurtelings voorgezeten door een vertegenwoordiger van de partijen, voor een periode van een kalenderjaar.
4. De oprichting of het bestaan van een subcomité belet niet dat de partijen een aangelegenheid direct aan het Gemengd Comité kunnen voorleggen.
5. Het Gemengd Comité stelt een reglement van orde vast waarin de samenstelling, de taken, en de werkwijzen van deze subcomités worden geregeld, voor zover deze overeenkomst daarin niet voorziet.
6. Er wordt een Subcomité Samenwerking ingesteld. Dit staat het Gemengd Comité bij bij de uitvoering van zijn taken met betrekking tot deel III van deze overeenkomst. Dit subcomité doet tevens het volgende:
 - a) zorgen voor alle aan samenwerking gerelateerde aangelegenheden waarvoor het Gemengd Comité mandaat heeft verleend;
 - b) toezien op de algehele uitvoering van deel III van deze overeenkomst;
 - c) bespreken van alle aan samenwerking gerelateerde kwesties die van invloed kunnen zijn op de werking van deel III van deze overeenkomst.

ARTIKEL 84

Definitie van "de partijen"

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt onder "de partijen" verstaan: de Europese Unie of haar lidstaten, dan wel de Europese Unie en haar lidstaten, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, enerzijds, en de Republiek Cuba, anderzijds.

ARTIKEL 85

Nakoming van verplichtingen

1. De partijen stellen alle algemene of specifieke maatregelen vast die vereist zijn om hun verplichtingen op grond van deze overeenkomst na te komen en zien erop toe dat zij de in deze overeenkomst neergelegde doelstellingen in acht nemen.
2. Indien een partij van oordeel is dat een andere partij een verplichting op grond van deze overeenkomst niet is nagekomen, kan zij passende maatregelen treffen. Behalve in bijzonder dringende gevallen verstrekt zij, alvorens zulks te doen, aan de Gezamenlijke Raad binnen 30 dagen alle relevante informatie die nodig is voor een grondig onderzoek van de situatie met het oog op het vinden van een voor de partijen aanvaardbare oplossing. Bij de keuze van de te treffen maatregelen wordt voorrang gegeven aan de maatregelen die de tenuitvoerlegging van deze overeenkomst het minst verstoren. De andere partij wordt onmiddellijk op de hoogte gebracht van deze maatregelen en op verzoek van de andere partij wordt daaromtrent overleg gepleegd in het Gemengd Comité.
3. De partijen komen overeen dat onder de term "bijzonder dringende gevallen" in lid 2 wordt verstaan: gevallen van wezenlijke inbreuk op de overeenkomst door een van de partijen. De partijen komen voorts overeen dat onder de term "passende maatregelen" in lid 2 wordt verstaan: maatregelen die overeenkomstig het internationale recht worden genomen. Slechts in laatste instantie zal tot schorsing worden overgegaan. Een materiële inbreuk op deze overeenkomst houdt in:
 - a) afwijzing van geheel of een deel van de overeenkomst die niet in overeenstemming is met de algemene regels van het internationale recht;
 - b) een schending van een essentieel element van deze overeenkomst als vermeld in artikel 1, lid 5, en artikel 7.
4. Indien een partij in een bijzonder dringend geval een maatregel treft, kan de andere partij verzoeken dat binnen 15 dagen een dringende vergadering wordt belegd om de partijen bijeen te brengen.

ARTIKEL 86

Inwerkingtreding, voorlopige toepassing, duur en beëindiging

1. De overeenkomst wordt door de partijen overeenkomstig hun eigen interne wettelijke procedures goedgekeurd.
2. Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op die waarin de partijen elkaar ervan in kennis hebben gesteld dat de in lid 1 bedoelde interne juridische procedures zijn afgerond.
3. Niettegenstaande lid 2 passen de Europese Unie en Cuba deze overeenkomst geheel of gedeeltelijk op voorlopige basis toe, als bedoeld in dit lid, in afwachting van de inwerkingtreding ervan en in voorkomend geval overeenkomstig hun respectieve interne procedures en wetgeving.

De voorlopige toepassing vangt aan op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum waarop de Europese Unie en Cuba elkaar in kennis hebben gesteld van het volgende:

a) voor de Unie: dat de voor de voorlopige toepassing vereiste interne procedures zijn voltooid, waarin wordt vermeld welke delen van de overeenkomst op voorlopige basis worden toegepast; alsmede

b) voor Cuba: dat de voor de voorlopige toepassing vereiste interne procedures zijn voltooid, waarin wordt vermeld dat Cuba instemt met de delen van de overeenkomst die op voorlopige basis worden toegepast.

4. Deze overeenkomst is van onbeperkte duur. Elk van beide partijen kan de andere partij schriftelijk in kennis stellen van haar voornemen deze overeenkomst te beëindigen. De beëindiging gaat in zes maanden na de datum van kennisgeving.

5. De kennisgevingen die overeenkomstig dit artikel worden gedaan, worden, in het geval van de Europese Unie, toegezonden aan de secretaris-generaal van de Raad van de Europese Unie en, in het geval van de Republiek Cuba, aan het Cubaanse ministerie van Buitenlandse Zaken, die de depositarissen van deze overeenkomst zijn.

ARTIKEL 87

Wijzigingen

Deze overeenkomst kan worden gewijzigd na schriftelijke overeenstemming tussen de partijen. Deze wijzigingen treden in werking op een datum die door de partijen wordt overeengekomen, en na voltooiing van hun respectieve wettelijke voorschriften en procedures.

ARTIKEL 88

Territoriale toepassing

Deze overeenkomst is van toepassing enerzijds op het grondgebied waar het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, overeenkomstig de bepalingen van deze Verdragen en anderzijds op het grondgebied van de Republiek Cuba.

ARTIKEL 89

Authentieke teksten

Deze overeenkomst is in tweevoud opgesteld in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische en de Zweedse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

TEN BLIJKE WAARVAN, de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, deze overeenkomst hebben ondertekend.

Gedaan te Brussel, 12 december 2016.

Lijst Gebonden staten

Staten/Organisatie	Datum authenticatie	Notificatie	Inwerkingtreding
België	12/12/2016	16/05/2019	-
Bulgarije	12/12/2016	20/07/2017	-
Cyprus	12/12/2016	13/11/2018	-
Denemarken	12/12/2016	16/01/2018	-
Duitsland	12/12/2016	17/10/2017	-
Estland	12/12/2016	03/03/2017	-
Europese Unie	12/12/2016		-
Finland	12/12/2016	22/12/2017	
Frankrijk	12/12/2016	14/05/2019	-
Griekenland	12/12/2016	23/10/2018	-
Hongarije	12/12/2016	10/05/2017	-
Ierland	12/12/2016		-
Italië	12/12/2016		-
Tsjechië	12/12/2016	27/10/2017	-
Kroatië	12/12/2016	30/04/2019	-
Letland	12/12/2016	09/11/2017	
Litouwen	12/12/2016		-
Luxemburg	12/12/2016	26/02/2018	
Malta	12/12/2016	06/11/2018	-
Nederland	12/12/2016		-
Oostenrijk	12/12/2016	20/12/2018	-
Polen	12/12/2016	12/04/2018	-
Portugal	12/12/2016	20/12/2018	-
Roemenië	12/12/2016	14/06/2018	-

Staten/Organisatie	Datum authenticatie	Notificatie	Inwerkingtreding
Slovenië	12/12/2016	11/04/2018	-
Slowakije	12/12/2016	14/08/2017	-
Spanje	12/12/2016	22/01/2018	-
Cuba	12/12/2016	20/05/2019	-
Verenigd Koninkrijk	12/12/2016	13/11/2018	-
Zweden	12/12/2016		-

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/13125]

22 MAI 2019. — Loi modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la gestion de l'information policière

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er} — Disposition générale

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE II — Dispositions modificatives**CHAPITRE 1ER — Modifications de la loi sur la fonction de police**

Art. 2. À l'article 3 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifié en dernier lieu par la loi du 19 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le 6°, les mots "article 36^{ter} de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "article 71 de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel";

2° l'article est complété par un 10°, rédigé comme suit:

"10° loi relative à la protection des données: la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel."

Art. 3. Dans l'article 25/8 de la même loi, inséré par la loi du 21 mars 2018, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

"Les registres visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont mis sur demande à la disposition de l'Organe de contrôle, des autorités de police administrative et judiciaire et du délégué à la protection des données visé à l'article 144 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux."

Art. 4. À l'article 44/1 de la même loi, inséré par la loi du 18 mars 2014 et modifié par la loi du 21 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots "et conformément aux finalités fixées à l'article 27 de la loi relative à la protection des données" sont insérés entre les mots "section 1^{re}," et "les services";

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit:

"§ 2. En vue d'exercer leurs missions, les services de police peuvent traiter les catégories particulières de données à caractère personnel visées à l'article 34 de la loi relative à la protection des données en complément ou en soutien d'autres catégories de données visées à l'article 44/5.

En plus de la condition visée à l'alinéa 1^{er}:

1° les données biométriques sont traitées uniquement dans le but d'assurer l'identification certaine de la personne concernée visée à l'article 44/5, § 1^{er}, 2° à 7° et § 3 1° à 6°. Les données biométriques des personnes visées au § 3, 7° à 9°, et au § 4 de l'article 44/5 sont traitées uniquement sur la base du consentement de la personne concernée ou lorsqu'elles sont manifestement rendues publiques par la personne concernée ou encore pour sauvegarder les intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique. Lorsque le traitement des données biométriques en vue de l'identification unique des personnes concernées, en particulier par le recours aux nouvelles technologies, est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/13125]

22 MEI 2019. — Wet tot wijziging van diverse bepalingen wat het politionele informatiebeheer betreft

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I — Algemene bepaling

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL II — Wijzigingsbepalingen**HOOFDSTUK 1 — Wijzigingen van de wet op het politieambt**

Art. 2. In artikel 3 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 6° worden de woorden "artikel 36^{ter} van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens" vervangen door de woorden "artikel 71 van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens";

2° het artikel wordt aangevuld met een bepaling onder 10°, luidende:

"10° wet gegevensbescherming: de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens."

Art. 3. In artikel 25/8 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 maart 2018, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"De in het eerste en tweede lid bedoelde registers worden, op verzoek, ter beschikking gesteld van het Controleorgaan, van de bestuurlijke en gerechtelijke politieoverheden en van de functionaris voor gegevensbescherming bedoeld in artikel 144 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus."

Art. 4. In artikel 44/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 18 maart 2014 en gewijzigd bij de wet van 21 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "en overeenkomstig de doeleinden omschreven in artikel 27 van de wet gegevensbescherming" ingevoegd tussen de woorden "afdeling 1," en "kunnen";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

"§ 2. Met het oog op het uitoefenen van hun opdrachten mogen de politiediensten de persoonsgegevens bedoeld in artikel 34 van de wet gegevensbescherming verwerken ter aanvulling of ondersteuning van de andere categorieën van gegevens zoals bedoeld in artikel 44/5.

Naast de voorwaarde bedoeld in het eerste lid geldt het volgende:

1° de biometrische gegevens worden enkel verwerkt met het oog op het verzekeren van de ondubbelzinnige identificatie van de betrokken persoon als bedoeld in artikel 44/5, § 1, 2° tot en met 7 en § 3, 1° tot 6°. De biometrische gegevens van de personen, bedoeld in § 3, 7° tot en met 9°, en § 4 van artikel 44/5 worden uitsluitend verwerkt op basis van de toestemming van de betrokken persoon of wanneer zij duidelijk openbaar worden gemaakt door de betrokkene of om de vitale belangen van de betrokkene of van een andere natuurlijke persoon te beschermen. Wanneer de verwerking van biometrische gegevens met het oog op de unieke identificatie van de betrokken personen, in het bijzonder een verwerking waarbij nieuwe technologieën worden